

Nouvelle donne économique en Yougoslavie

LIRE PAGE 19

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 25 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 240 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kč ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 9
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
C.C.P. 4287 33 PARIS
Tél. : 246-72-23

Intervention libyenne au Tchad

Baroud d'honneur ou belligérance ?

La Libye peut-elle encore enrayer la déroute de ses alliés tchadiens, en engageant comme elle vient de le faire son aviation dans les combats ? L'offensive des rebelles, lancée il y a six semaines, avait en effet connu un pitoyable échec samedi lorsqu'ils évacuèrent, sans offrir une très vive résistance, Faya-Largeau, dont la conquête avait représenté pour eux un succès important et prometteur. M. Goukouni Oueddei était parvenu à inquiéter plus sérieusement encore son adversaire au pouvoir à N'Djamena, M. Hissène Habré, lorsqu'il s'empara d'Abéché, capitale de l'Est. En prenant personnellement la tête de ses forces et en se révélant meilleur tacticien dans cette guerre des sables, le chef de l'État tchadien était néanmoins parvenu à redresser avec éclat la situation.

Il est vrai que, pour ce faire, il a bénéficié du concours décisif de la France et des États-Unis, qui lui ont livré le matériel nécessaire à une contre-offensive menée avec habileté. Sans cette aide, le président tchadien n'aurait sans doute pas pu reprendre l'Est et le Nord, et son autorité, ainsi battue en brèche, aurait été vite contestée dans le Sud, région la plus riche et la plus peuplée, où le régime éprouve encore beaucoup de mal à s'imposer.

Dans l'immédiat, l'interrogation majeure porte, une fois de plus, sur les intentions de la Libye. Malgré des démentis qui ne convainquent personne, le colonel Kadhafi a fait bombarder Faya-Largeau. S'agit-il seulement de couvrir, par une sorte de baroud d'honneur, la retraite de ses protégés tchadiens ? Entend-il leur donner les moyens et le temps de se regrouper pour, de nouveau, passer à la contre-attaque, voire intervenir de façon ouverte dans le conflit ?

Il est sans doute trop tôt pour le savoir, mais il faut compter avec l'obstination du dirigeant libyen, dont les visées sur le Nord tchadien ne se laisseront pas décourager par un revers local, si important soit-il. A partir du Tibesti, avec l'appui de la Libye, M. Goukouni Oueddei, même s'il ne parvient toujours pas à former une petite armée assez solide pour menacer N'Djamena, pourra sans doute interdire toute reconstruction du Tchad.

Devant cet état de choses, les alliés de M. Hissène Habré, à commencer par la France, semblent condamnés à réagir. Certes, toute intervention militaire directe est à première vue exclue. Mais les alliés africains de la France et les États-Unis vont de nouveau insister pour qu'un coup de frein plus net soit mis aux initiatives du colonel Kadhafi, tenu pour un redoutable fauteur de troubles. L'appel du président Habré à une « intervention aérienne urgente », notamment de la France, devrait, dans ces conditions, trouver de nombreux avocats des deux côtés de la Méditerranée.

Si le colonel Kadhafi continue à faire monter les enchères, Paris aura de plus en plus de peine à se contenter d'un soutien logistique aux gouvernements. Reste à savoir si toutes les voies ont été réellement explorées pour contraindre le dirigeant libyen à tempérer ses ambitions dans la zone sahélienne, et si les ambiguïtés des relations franco-libyennes ne devraient pas, enfin, être levées par Paris.

L'aviation de Tripoli bombarde Faya-Largeau, reprise par Hissène Habré. Paris pourrait fournir à N'Djamena de l'armement anti-aérien

L'aviation libyenne a bombardé à six reprises pendant le week-end la palmeraie de Faya-Largeau, reconquise, samedi 30 juillet, en début d'après-midi, par les forces gouvernementales tchadiennes. Dès dimanche, le président Hissène Habré, qui se trouve à la tête de ses troupes, a sollicité des pays amis, et notamment de la France, « une intervention aérienne urgente » pour riposter à ces bombardements.

De source informée, on indiquait, lundi matin, à Paris, que le gouvernement étudiait la possibilité d'envoyer des armes anti-aériennes au gouvernement tchadien, l'hypothèse d'une contre-attaque rebelle, sous couverture aérienne libyenne, n'étant pas exclue. Malgré les démentis de Tripoli, qui affirme ne participer en aucune façon aux combats, N'Djamena a demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies pour étudier l'« agression libyenne ».

M. Hissène Habré avait créé une certaine surprise en réussissant à reprendre, apparemment,

sans difficulté, Faya-Largeau, occupé depuis le 24 juin par les partisans de M. Goukouni Oueddei. Selon différentes sources, l'opération, rondement menée, n'a duré que quatre heures. Privé depuis cinq jours de ravitaillement aérien, les hommes de M. Goukouni Oueddei n'ont pas résisté à l'assaut des FANT (Forces armées nationales du Tchad) rééquipées par les États-Unis et par la France.

Selon N'Djamena, la reconquête de la palmeraie, située à 800 km au nord de la capitale tchadienne, a fait huit cents morts dans le camp adverse. Mille deux cents rebelles auraient été capturés, en même temps qu'un butin comprenant un avion de transport, dix automitrailleuses légères, des missiles sol-sol, des canons, des jeeps et des camions. Douze prisonniers ont été présentés à la presse. Selon les autorités, dix d'entre eux sont des Libyens.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire la suite page 5.)

Le silence des intellectuels de gauche

Lire page 2
les points de vue
de JEAN CHESNEAUX
GUY SORMAN
et JEAN-PIERRE BONNEL

Les sentinelles de la frontière d'en haut

Les prochains systèmes antimissiles devront peut-être à l'avenir être basés dans l'espace. Déjà des centaines de satellites militaires patrouillent dans la banlieue de notre planète

I. — La drôle de paix vue du cosmos

Pascal s'effrayait des « espaces infinis », les croyant voués au silence et au vide. Que serait-ce aujourd'hui où l'éther est devenu grouillant — mi-aérodrome et mi-poubelle ! On y compte quelque mille cinq cents objets, dont plus des neuf dixièmes sont des débris laissés derrière eux par les astronautes ou des engins automatisés. Cela va du plus gros — actuellement la station orbitale soviétique en activité Saliout-7 — au plus modeste : un gant, une boîte d'équipements usagés, une sangle d'arrimage de dernier étage de

par JEAN-PIERRE CLERC
fusée, des centaines d'éclats provenant de l'explosion d'un moteur de transfert d'orbite, sans oublier, naturellement quelques centaines de satellites, civils et militaires, dans leur quasi-totalité américains ou soviétiques.

Depuis la Terre, des radars épient inlassablement ce vertigineux carrousel, attentifs à tout dérapage. Des fois que l'un de ces objets, télécommandés de la Terre ou manœu-

vrés de main d'homme, aille s'écarter de son orbite et se rapprocher de façon menaçante d'un vaisseau battant autre pavillon...

« La destruction des systèmes d'observation et de télécommunication spatiale serait certainement le signal de l'Armageddon » — autrement dit de la catastrophe nucléaire, — a écrit un collaborateur de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI).

(Lire la suite page 4.)

La coopération industrielle : un impératif pour l'Europe

Berceau de la première révolution industrielle, l'Europe jouera-t-elle encore les premiers rôles à l'aube du troisième millénaire ? Pour provoquer qu'elle soit, la question doit être posée aujourd'hui sans tarder. Qui ne voit, qu'au fil des ans son influence scientifique et économique, culturelle et militaire, en un mot politique, s'effondre ?

Si l'Europe demeure un marché convoité, elle a été détruite par le Japon comme principal partenaire concurrent des États-Unis. Ce sont les entreprises nippones qui inquiètent outre-Atlantique, non les entreprises européennes. Sur un plan militaire, Américains et Soviétiques la considèrent plus comme un pion — certes non négligeable — que comme une entité autonome et responsable. Jusques et y compris dans le reste du monde où les jeunes États s'interrogent sur les capacités de l'Europe à offrir une alternative aux Super-Grands.

Attendant anxieusement de recueillir les miettes d'une reprise économique outre-Atlantique, assis-tant impuissante aux sauts de cabri d'un dollar plus dominateur que jamais, manipulée de sommets en sommets par un président Reagan

qui mène le bal, la vieille Europe donne bel et bien l'impression de jouer les utilités.

Ce déclin, dont on commence à prendre conscience et à s'inquiéter dans les capitales européennes et au siège de la C.E.E., ne date pas d'aujourd'hui. Ses causes en sont multiples. En fait, tout se passe comme si les États européens, à commencer par la France, n'étaient pas parvenus à maîtriser le phénomène concomitant d'une crise économique durable et de l'irruption des nouvelles technologies électroniques.

Pour ne pas avoir pris conscience à temps, malgré les cris d'alarme lancés ici ou là depuis dix ans, du changement fondamental qu'allait amener l'électronisation, ils ont abandonné aux États-Unis et au Japon la maîtrise, la conception, la production de ces nouveaux outils. Retardant ainsi leur passage à cette civilisation de l'information, cette ère « technétronique », pour reprendre le terme de M. Brzezinski, l'ancien conseiller du président Carter.

On pourra toujours énumérer de brillantes exceptions, les perfor-

mances de telle ou telle société européenne, les capacités françaises dans le logiciel ou les télécommunications. Les faits sont là.

La Commission des Communautés européennes constate, dans un de ses derniers documents, que « depuis la reconstruction de l'après-guerre, l'Europe a pris du retard dans le domaine des applications industrielles de nombreuses technologies de pointe, et notamment de l'électronique ». Et de citer des chiffres. L'industrie des techniques de l'information ne couvre même pas la moitié de son marché intérieur qui représente actuellement 34 % du marché mondial, évalué à environ 280 milliards de dollars et qui devrait atteindre 500 milliards de dollars en 1990 (en monnaie constante). L'excédent commercial de 1975 s'est transformé en un déficit supérieur à 10 milliards de dollars en 1982.

« Les importations de la Communauté concernent essentiellement des produits de haute technologie, alors que ses exportations portent sur des produits de technologies plus anciennes ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 20.)

LE TRIOMPHE DU BALLET DE MARSEILLE A NEW-YORK

Les Français arrivent !

Une grande banderole jaune flotte sur le Lincoln Center et annonce Roland Petit et le Ballet de Marseille. Il n'y a plus une place de disponible au Metropolitan Opera, où se produit pour la première fois une troupe française. Les soirs où dansent Makarova, Noureiev et Patrick Dupond, des spectateurs restent debout à l'orchestre et au fond des loges.

Natalia Makarova, idole des New-Yorkais, Rudolph Noureiev : deux locomotives qui ont servi à Roland Petit pour lancer son Ballet de Marseille. Il a également fait appel à Richard Cragun de la Compagnie de Stuttgart car, de toute façon, ses propres danseurs n'auraient pu assumer sans renforts l'exténuante tournée de deux mois aux États-Unis et au Canada.

Cette politique des guests, très discutée (on se souvient que les étoiles de l'Opéra de Paris avaient refusé voici deux ans une tournée au Met avec Noureiev), est finalement payante. Les Américains, s'ils ont besoin de noms consacrés pour se mobiliser, ont aussi le goût de la

découverte et le désir de s'enthousiasmer pour quelque chose de différent, venu d'ailleurs. Le spectacle présenté par Roland Petit est arrivé à point nommé — après une saison décevante de l'American Ballet et une longue prestation du New-York City Ballet — pour leur apporter le côté « française » qui les a séduits sans les provoquer. Tout dans ces deux programmes alternés les ramenait à des valeurs culturelles typiquement françaises.

Les intermittences du cœur, se référant à la Recherche du temps perdu, de Proust, avec le style Belle Époque, les femmes lianes, les amitiés masculines dans des décors impressionnistes de René Allio, ont agi comme un charme insidieux, un peu vénéneux. La Soirée Debussy, spectacle de danse pure, habile distorsion de la technique académique frisant l'acrobatie sans jamais franchir les limites des codes, a fait courir des houles d'excitation dans la salle.

MARCELLE MICHEL

(Lire la suite page 13.)

51021

Un fétichisme de la modernité ?

par JEAN CHESNEAUX (*)

BATTANT le rappel des intellectuels de gauche recroquevillés dans leur silence depuis mai 1981, Max Gallo nous invite à rallier la bannière de la modernité, à mettre notre savoir et notre zèle au service de « la mutation qui s'impose », à reprendre ainsi à la droite l'initiative idéologique. Notre société souffrirait d'un « déficit de modernité », l'échec du giscardisme serait celui d'une modernité avortée, et la question centrale des années 80 serait de savoir « sous la direction de quelles couches sociales » va s'opérer une marche à la modernité dont on postule qu'elle est une priorité absolue.

Il est certes urgent d'entamer un « débat ouvert » sur cette modernité, invoqué indifféremment par Actuel et par Michel Rocard, les éleveurs de porcs « hors-sol » et les troupes « off » d'Avignon, les sectateurs du nucléaire et les promoteurs du tout-informatique. Chacun à sa façon, ces adeptes de la modernité se réclament d'une philosophie de l'histoire fondée sur l'irréversibilité et l'indéfectibilité : philosophie dont la parenté avec la « RST » (révolution scientifique et technique) prônée à Moscou est un peu suspecte. Face aux impératifs de la modernité, on sommes-nous réellement réduits à l'acceptation passive du fait accompli ? Est-il si évident qu'aucune ligne de développement ne s'offre à nous ? Une des ruses les plus communes des dévots de la modernité est de renvoyer au « passisme » ceux qui posent ces questions ; faut-il se laisser intimider ?

Qu'est-ce donc cette modernité ? Elle n'a plus grand-chose de commun avec l'« échec » de rupture dont se réclament Baudelaire et Rimbaud, Cocteau et W. Benjamin. Elle est passée de l'éphémère à la norme, de l'attrait à la contrainte, du non-conformisme au conformisme. Elle est devenue « un activisme du bien-être... une destruction sans dépassement, la part de changement que le système peut tolérer » (J. Baudouin, *Encyclopédie Universalis*). Elle se définit peut-être par sa double pesanteur, sa double globalité : celle que dénon-

cent Sartre, la « stratification » intégrale des êtres, des conditions et des mécanismes ; et celle dont avait imprudemment rêvé Saint-Simon, la « planité câblée », l'interdépendance inextricable et omnipotente des économies et des États. A terme, on en arrive au « modernité = modernité » proféré par Michel Leiris. Est-il fatal que nous soyons ainsi soumis à ces processus aveugles et fonctionnels d'auto-régulation généralisée ?

Troisième série de questions : où se situe la modernité, entre la droite et la gauche ? La « République » n'est pas seulement un régime, c'est une civilisation (VIRI Plan). Renouveau des équipements et des techniques, concentration capitaliste, intégration à « l'impératif mondial », toute la politique « moderne » mise en œuvre dès les années 60 impliquait — fait exceptionnel en Occident — la prise directe du pouvoir d'État.

Une survivance archaïsante

Historiquement, la modernité française est comme consubstantielle au pouvoir de la droite. A-t-on suffisamment analysé ce qu'on peut appeler « l'effet Grenoble » ? Soit le cas d'une région en expansion, dont une gauche moderne et dynamique s'était vue l'agent privilégié — mais qui a basculé à droite une fois menée à bien cette « mise en modernité ». Car modernité signifie chez nous passage de la citoyenneté politique à la citoyenneté économique, américanisation des rapports quotidiens, dépendance technologique, occultation des conflits sociaux au profit du « consensus », dégradation de la politique en prestation médiatique — qu'il s'agisse de l'opposition ou de la majorité.

La modernité unit la droite, mais elle divise la gauche. Parmi ceux qui ont voté l'alternance en 1981, cer-

tains revendiquaient pour de nouvelles couches (la N.P.B., la nouvelle petite bourgeoisie) le bénéfice des mutations. D'autres, frappés sévèrement par la modernité planétaire (l'effet Longwy), répugnaient pourtant à remettre en question ses mécanismes implacables. D'autres encore prenaient déjà leurs distances vis-à-vis du modèle dominant de production-consumption imposé depuis vingt-trois ans par la droite. Mais la gauche n'a guère débattu de ces contradictions. Elle avait abandonné la critique des institutions de la V^e République, elle n'a jamais abordé sérieusement la critique des choix de celle-ci.

Les intellectuels de gauche, à en croire les Solles et les B.H. Lévy, ne seraient plus qu'une survivance archaïsante. Voilà ! Nous restons nombreux, à tous les niveaux, à faire la différence entre droite et gauche — en pratique et pas seulement en paroles. Mais pourquoi cacher que nous sommes beaucoup plus à l'aise pour nous engager résolument contre la droite, que pour nous enliser au service d'une gauche dont le projet de modernité reste si ambigu. Même si, dans leur vie personnelle, les intellectuels sont bien souvent piégés par cette même modernité...

Nous ne reviendrons jamais au temps du Front populaire, au temps où les jeunes chantaient au lieu de se gaver d'audiovisuel, où les travailleurs pédaient le dimanche au lieu de faire la queue aux pompes à essence, où les citoyens défilèrent dans les rues au lieu de croupir devant leur écran. Mais évoquer cette époque que nous aide à mesurer la démotivation politique et sociale opérée par la drogue-modernité. La fameuse « route de l'histoire » ne tourne pas forcément dans le bon sens !

Il n'est pas au pouvoir d'un gouvernement de gauche de rompre soudain avec le modèle de croissance qui s'est subrepticement imposé depuis un quart de siècle. Mais il est en son pouvoir de regarder en face ce que peut coûter à la gauche le fétichisme naïf de la modernité. Oui, comme le dit René Char, la lucidité est une blessure.

(*) Professeur d'histoire à la Sorbonne.

Le nouveau libéralisme est arrivé

Par GUY SORMAN (*)

LA révolution conservatrice américaine est devenue « la justification, le support et l'exemple » pour la droite intellectuelle. C'est du moins l'honneur que Max Gallo fait au réaganisme qui, il n'y a pas six mois, était disqualifié par l'ensemble de la presse française pour saivreté et échec.

On ne me fera pas croire que ce retournement soit dû seulement à la sortie de crise économique aux États-Unis et à la parution d'un livre, un seul, sur le sujet. Quand le titre d'un ouvrage devient une référence au point de passer dans le langage courant, c'est que la révolution conservatrice américaine ne désigne pas seulement l'amélioration de quelques indices, mais prend la mesure d'un ébranlement généralisé de la société, pas seulement américaine, mais occidentale tout entière.

Reagan, de cow-boy simpliste, est devenu le diable pour une certaine gauche, parce que, très au-delà de son personnage anecdotique, il cristallise un système idéologique complet qui, effectivement, est le contre-exemple du modèle socialiste.

Pour résumer à grands traits le conservatisme américain, qui serait dans notre vocabulaire un nouveau libéralisme, on peut le définir comme l'alliance du populisme, de l'anti-étatisme et de la libre entreprise. Du populisme, parce que le réaganisme est l'expression d'une révolte à la base contre les élites bureaucratiques au pouvoir, immo-

Car l'Etat c'est l'ennemi qui, au nom de la sécurité, étouffe la société et à finit par tuer la prospérité par ses excès de prévenance. La crise serait donc le résultat direct de ses prélèvements excessifs, et sa sollicitude même aurait enfoncé les plus pauvres dans un filet protecteur avec interdiction, ou au moins démotivation, d'en sortir. A toujours plus de sécurité, toujours plus de protection, toujours plus de réglementation, les néo-conservateurs opposent la nécessaire réinsertion du risque dans la société. Enfin la libre entreprise, dans cette analyse, est plus que la détention privée des moyens de production : c'est admettre que le moteur de l'économie n'est pas, comme le suggère Keynes, dans la demande des masses, mais dans l'initiative des « activistes économiques », des élites, qui ne se distinguent « a priori » ni par leur éducation ni par leur fortune, mais par leur vertu d'entrepreneur. La sortie de crise passe alors nécessairement par le respect de ces activistes.

Aucun de ces thèmes n'est totalement absent du discours de la gauche, mais les socialistes n'en acceptent pas la cohérence comme système idéologique totalement contraire au leur. Et pourtant la droite intellectuelle ou politique n'est pas ralliée au nouveau libéralisme. Elle est plus étonnée encore de tradition que la gauche, qui, au moins, nourrit de tout temps un léger courant libéral et autogestionnaire.

Au total, le « radicalisme libéral » que porte la révolution conservatrice américaine est une pensée neuve en France, en désobéissance politique, et n'appartient à personne. Il est clair que dès l'instant où le socialisme lui-même s'éloigne de l'étatisme, le débat entre intellectuels de droite et de gauche va porter entièrement sur l'appropriation de ce nouveau libéralisme, quel que soit le nom que les uns et les autres lui donnent.

(1) Arthur Laffer est l'économiste américain qui a établi qu'une baisse des impôts entraînerait pas une diminution des recettes de l'Etat grâce au surcroît de prospérité engendré par cette baisse.

(*) Auteur de *La Révolution conservatrice américaine*, Fayard. (Le Monde du 1^{er} juin.)

Le silence des intellectuels

Le débat sur le silence des intellectuels de gauche, ouvert par l'article de Max Gallo (*Le Monde* du 26 juillet), a suscité un grand nombre de réactions parmi nos lecteurs. Pour Jean Chesneaux, la majorité paye cher le fétichisme de la modernité auquel elle a excessivement sacrifié ; Guy Sorman, estime que le vrai sujet de débat aujourd'hui devrait être le radicalisme libéral qui souffle actuellement aux États-Unis ; Jean-Pierre Bonnel est d'avis que dans un système dominé par un président lui-même intellectuel un contre-pouvoir intellectuel de gauche n'a pas beaucoup de sens. Quant à Gilbert Comte, il rend compte d'un livre attendrissant et récemment réédité d'un des plus grands intellectuels du siècle dernier, un des premiers peut-être à mériter ce nom, Jules Michelet.

LETTRES AU Monde

Une corporation qui n'existe plus

Max Gallo plaide pour sa corporation, les intellectuels. Malheureusement, son article confirme ce qu'écrivait un journaliste américain il n'y a pas si longtemps, et qui fit grincer bien des dents : cette corporation n'existe plus en France.

Les intellectuels se sont banalisés. L'opinion dont ils se délectaient, où les a-t-il conduits ? Annie Kriegel écrit au *Figaro* ; Jean Kanapa s'est rallié, voici quelques années, à la force de dissuasion ; le fils de Maurice Thorez, brillant khâgneux, porte maintenant un manteau bon chic-bon genre et lit le *Herald Tribune*. On pourrait encore évoquer le cas de Jean Cau. Mais ainsi va la vie...

Du jour où nombre de nos compatriotes ont pu séjourner à l'Ouest, à l'Est, au Nord et au Sud, les intellectuels français ont vu leur autorité diminuer. Nous avons été plus nombreux à nous apercevoir que les mandarins (...) se trompaient comme nous. C'est apparemment Sartre « Mon cher Maître », de Gaulle a fait mieux que de mettre les rigueurs de son côté. Il a désigné la nouvelle scholastique, la nouvelle Sorbonne...

Non, décidément, je n'arrive plus en 1983 à croire qu'un intellectuel, de droite ou de gauche, dispose a priori d'une idée neuve ou d'un savoir susceptibles de résoudre les problèmes difficiles qui nous assaillent. C'est avec sagesse que le gouvernement a confié au philosophe Derrida la présidence d'un collège de philosophie. Il y rencontrera ses pairs, ils discuteront de ce qui les intéresse, et tout sera très bien ainsi. Je vois mal, par contre, Derrida chargé de trouver une solution au déficit de l'assurance-maladie ou avoir la responsabilité de la lutte contre le chômage. Remarque d'ailleurs que le Venezuela, seul pays à avoir un ministre de l'Intelligence, a aussi ses difficultés et ne s'en sort guère mieux que nous.

● RECTIFICATIF. — Dans la page « Idées » sur l'islam, parue dans *Le Monde* du 30 juillet, il convenait de lire que l'écrivain libanais Michel Hayek est « prêtre » et pas « poète ». D'autre part, dans l'article du même numéro consacré au livre d'André Cies sur Soliman le Magnifique, il fallait lire qu'il accorda des « capitulations » à François 1^{er} pour que les sujets français de l'Empire ottoman soient jugés selon les lois françaises.

Excusez ces propos décausés. Mai 1968 est passé par là et le monde va trop vite. Avec le temps, j'ai conscience que ces intellectuels qui ont passionné l'étudiant que je fus ont, sur nous et sur certains de leurs pairs, je m'en suis aperçu, plusieurs degrés de pouvoir qu'un journaliste de télévision.

XAVIER DE BOERY (Paris).

Une pensée patriotique et sédentaire

Les intellectuels de ma génération (la jeune quarantaine), nourris de la lutte pour l'indépendance algérienne, de tiers-mondisme en général et de l'illusion lyrique de mai, ne se sont jamais sentis à l'aise par rapport aux appareils de la gauche institutionnelle. Même si parfois ils en caricaturèrent les tics et les défauts dans l'outrance groupusculaire. Il faut dire que les partis et les syndicats rendaient la haine et le fiel avec assurance. Pourquoi, après avoir détesté la S.F.I.O. et le P.C.F. en 1968, leur trouver un charme nouveau, même avec le look 81 ?

Max Gallo semble croire qu'il s'est passé quelque chose d'important le 10 mai 81 ! Il est simplement produit un changement de majorité suite à des élections dont le résultat est largement imputable à des causes extrêmement variées et conjoncturelles... Ce n'est pas la libéralisme gestion des symboles par les socialistes qui peut soulever l'enthousiasme de gens revenus du cauchemar idéologique, ou des plus jeunes qui l'ont évité. Les socialistes proposent une pensée patriotique et sédentaire dans un monde où les enjeux et les rêves sont cosmopolites et onades ! Et c'est ce manuel d'histoire-géo de 1936, que M. Gallo appelle « modernité », qu'il propose à nos réflexions, en essayant de nous faire peur avec une pensée de droite qui n'a jamais cessé d'être vivante et parfois pertinente. Je ne vois pas plus de raisons de mépriser Raymond Aron que Tocqueville ou Augustin Cochin.

JEAN-PIERRE BERNARD, maître-assistant à l'I.E.P. de Grenoble.

Un lyrisme étié

Pour un intellectuel dit « de gauche », deux attitudes sont possibles : le silence ou la langue de bois. S'il opte pour la seconde solution, il n'est plus qu'un militant, c'est-à-dire préteur d'une idéologie... Que de consen-

vres avalées par les anciens de 1968, comme les dénomme Max Gallo... que je préfère d'ailleurs en écrivant qu'en héant de nos stratégies et boulevards. D'abord le programme commun de 1972, dont les objectifs de croissance à la japonaise paraissent périmés au moment même où les distorsions de développement entre pays industrialisés et non industrialisés auraient dû orienter la réflexion politique vers un autre mode de croissance, susciter des choix plus qualitatifs que quantitatifs, ainsi que le formulait par exemple le Club de Rome. La révolte étudiante en 1968 s'inspirait, en partie, des thèses de Herbert Marcuse, la plupart des intellectuels de gauche dénonçaient avec Pierre Jafé et René Dumont les mythes de la croissance basée sur le pillage du tiers-monde...

Puis les déclarations satisfaites de la hiérarchie du P.C.F. affirmant « le bilan globalement positif » des pays de l'Est ; quand on sait que, partout dans ces pays, qu'il s'agisse de l'U.R.S.S. ou de la Chine, de Cuba ou de la Bulgarie, de la Roumanie ou de la Pologne, s'est mise en place au nom du peuple et de la libération de l'homme une bureaucratie parasitaire et inquisiteuriale, ce paraît à nos yeux les intellectuels marxistes de la gauche prisent au moins un peu de distance avec ces dictatures usurpatrices des termes de démocraties populaires !

Enfin le changement de 1981, la fin de l'ancien régime, comme je l'entends dire ! C'est quoi ? 1989 bis ? 1936 bis ? Les mêmes mythes ! Les mêmes icônes ! Où est la modernité ? Où est l'imagination au pouvoir ? Un lyrisme étié, le sacrifice de l'économie à une idéologie d'outre-tombe... et puis le clientélisme, le copinage des comités — comités culturels ou comités de quartier — les psycho — animateurs — pédagogues de toute sorte qui n'ont que le verbe pour les justifier, qui ne désignent que les privilèges qu'ils n'ont pas... une résonance de Nomenklatura...

Quant à 1989, Max Gallo, ce n'est pas réminiscence Maurras que de le démythifier... 1989 n'a pas été la grande rupture décrite par Albert Soboul, le monde de formation des élites n'a pas changé et les nouvelles structures ont été largement utilisées pour poursuivre des ascensions sociales personnelles...

Mais dire tout cela — ou seulement cela — ne va-t-il pas me valoir le qualificatif d'« intellectuel » de droite ?

Il aurait sans doute été préférable de garder le silence.

ANNIE GAY, agrégée de l'Université, Poligny (Jura).

Ils ne se taisent pas : ils sont au pouvoir

par JEAN-PIERRE BONNEL (*)

Le porte-parole du gouvernement semble être le seul « intellectuel » au TRAVAIL. Il porte son effort sur tous les fronts, il est en première ligne dans les médias, ses livres sont réédités dans une collection de poche ; il doit expliquer l'action du chef de l'Etat en plifiant la voix du chef de l'Etat en direction du peuple, il a pour tâche, lui l'historien de formation, non plus d'élucider l'histoire, mais de récrire l'histoire en train de se faire et, souvent, en fait, de se contenter de répercuter des histoires. Mais il agit, il est présent, il répond à l'opposition et, à présent, il tente de lancer le débat en direction des « intellectuels » français.

Max Gallo a raison de secouer le coccyus de la pensée nationale ; face à la fébrilité décrite plus haut, c'est le repli, la démission, le silence, le recul loin de la mêlée, du côté de l'intelligensia. Les intellectuels sont au chômage. C'est-à-dire que leur travail est plus personnel, plus profond ; ils « font » de la recherche, se réfugient au fin fond des bibliothèques.

Que l'écrivain ou le philosophe se mêle moins de politique spéciale, qu'il s'adonne davantage à la fiction ou à l'abstraction, on ne saurait le lui reprocher. Qu'il n'accepte plus d'être un relais du pouvoir en place et d'apporter sa caution à un gouvernement, on ne saurait le regretter.

Car la vocation de l'intellectuel n'est pas d'être un courroie de transmission, une voix officielle. Il n'a conscience d'être utile que dans l'opposition. Être « pour », c'est végéter, être « porte-parole », supporter la « bonne » parole, porter l'éternel d'un clan, c'est déserter la parole (qui est plurielle) de l'écrivain.

Cependant, Max Gallo a raison de secouer la morosité intellectuelle ambiante. L'intellectuel doit être un animateur, il doit lancer des idées, s'opposer, mais aussi proposer. Tout en disant sa sympathie pour la gauche, il doit montrer les erreurs de celle-ci et avancer des suggestions.

Car, c'est vrai, les « intellectuels » se taisent. Pourquoi ? Peut-être parce que, ayant autrefois combattu pour l'avènement de ce régime, ils ne veulent pas le gêner dans son action. Parce qu'ils sont, eux-mêmes, déçus, et ne voient pas d'issue ? Parce qu'ils savent que ce n'est ni la parole ni l'écrit, mais l'économie (ou la guerre) qui primera et résoudra la crise et le blocage actuels ? Parce que leur combat prioritaire est celui des libertés et que le pouvoir socialiste a beaucoup fait dans ce domaine ? Parce que les questions internationales sont plus urgentes que le débat intérieur ? Parce qu'ils ne veulent pas retomber dans le piège du « réalisme socialisme » ou du « compagnon-

Et si simplement les intellectuels de gauche « faisaient silence » parce qu'ils ont contribué à placer à la tête de l'Etat un des leurs, homme d'écriture et de réflexion, qui a osé montrer que l'intellectuel n'alléguait pas sa liberté en devantant homme d'action ? Et que, dans ces conditions, il pouvait être plus utile au pouvoir que dans la situation confortable et la bonne conscience du « non », qui sait opposer à la puissance personnelle du président le contre-pouvoir collectif de l'intellectuel.

(*) Professeur de lettres au lycée technique de Saint-Avold.

LA MER, DE MICHELET
Un bréviaire pour les écologistes

AU début du siècle, Calmann-Lévy imprimait scrupuleusement derrière chaque volume de Michelet la liste de ses Œuvres, mais séparait toujours les travaux historiques proprement dits des livres sur l'Oiseau, l'Insecte, la Mer et la Montagne, classés pour la circonstance dans la rubrique « Histoire naturelle ». L'imprimable Thibaudet, lui, les qualifiait plutôt de « poèmes naturalistes », et admettait ainsi la distinction entre les genres. A lire une récente réédition de la Mer, elle ne tombe pourtant pas sous le sens.

Bien sûr, la vie des huîtres ne se raconte pas comme une séance de la Convention. Mais de même qu'il considérait la France comme une personne, Michelet individualise l'Océan, ses orages, ses fureurs, ses longs repos, ses sables, ses rocs, et toutes les espèces animales en lutte sans trêve pour l'existence, dans ses profondeurs. Fidèle à lui-même, il traite finalement les deux sujets suivant la même méthode.

Pour l'un et l'autre, il passe de la fresque grandiose, panoramique, jusqu'aux plus minutieux détails, donne une âme à l'infinitement grand comme à l'infinitement petit, dans une puissante synthèse de toute la création. « La mer commence tout », affirme-t-il au début d'une page, pour dire qu'elle abrite les premiers balbutiements de la vie. A un mot près, il retrouve là l'aspect profond de sa prodigieuse Histoire de France, où le peuple incarne lui aussi l'éternel primordial, océanique, où déboutent les empires et les religions, les rois et les révolutions. La mer, comme lui, procède de la nature. Ce livre qu'elle inspire, comme tant de chapitres consacrés au Moyen Âge ou à la Terreur, tient d'abord de l'hymne sacré aux puissances vitales.

Quitta à bénir un peu — et avec un autre mage, Victor Hugo, Michelet ne recule jamais

devant ce risque majeur du génie, — il humanise les bêtes comme il naturalise l'histoire. Il s'adresse devant les « bons phoques », les « douces baleines », tremble devant l'« horrible cachalot », accorde souverainement aux mollusques voyageurs le don de la persée, puis bien sûr la parole. Ces phrases étonnantes du lecteur moderne. Qu'il les considère de sang-froid comme le point précis où le romantisme entre en défaillance et désire sans retenue.

Débout sur sa grève, Michelet agit tout à tour les éléments, les animaux, les hommes. Enfin, les hommes jusqu'à un certain point ! Avec effroi, il assiste en effet aux lointains débuts de cette ruée vers les plages qu'une formule barbare nomme aujourd'hui la « décontamination des loisirs ». Il éprouve bien du mal à s'en remettre : « J'aime le peuple, et je hais le foule ; surtout la foule bruyante des vagues qui viennent attrister la mer de leur gaieté, de leurs moûtes, de leurs ridicules. » Alors, encore un démocrate décalé qui n'avait pas toujours les idées de son temps !

Il y a, ou du moins plus bizarre. En parfaite harmonie avec ses convictions, cette fois, il entonne à la gloire du vitalisme un chant qu'une crâque sans mémoire entend, de nos jours, vers la nouvelle droite : « De cette vie de la mer, l'homme méprise deux forces qui semblent se détruire l'une l'autre, ressort une beauté terrible et sublime. Dans les morts et dans les vivants, elle s'exprime également... car la mer n'est pas autre chose que le globe en son travail, en son plus actif enfantement. » Lyrique, voire, parfois étonnamment moderne, cet ouvrage pourrait servir de bréviaire aux écologistes.

GILBERT COMTE, * Calmann-Lévy - Folio - 409 p. 30 F.

AMÉRIQUES

LES TENSIONS EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'administration Reagan impute à sa politique « musclée » les nouvelles chances de négociations

De notre correspondant

New-York. — Après le rejet, par la Chambre des représentants, du budget destiné aux opérations clandestines en Amérique centrale, l'administration américaine paraît multiplier les gestes de conciliation, tout en laissant entendre que les rumeurs de négociations sont la conséquence directe de sa politique « musclée ».

L'annonce, dimanche 31 juillet à Bogota, de la première rencontre de l'envoyé spécial du président Reagan, M. Richard Stone, avec un représentant de la guérilla salvadorienne, M. Zamora, fait suite au « bénéfice du doute » accordé samedi par M. Reagan à la suggestion de M. Fidel Castro d'un traité simultané des armes et des conseillers militaires de la région.

Même M. Kirkpatrick, l'ambassadeur auprès des Nations unies et l'un des « faucons » les plus notoires en matière de politique centraméricaine, faisait preuve dimanche, à la chaîne de télévision C.B.S., d'une modération surprenante. Elle a déclaré faire confiance aux pays du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) pour trouver une solution à la crise, à assurer qu'il existait maintenant de « bonnes chances de négociations », à ajouter que « les peuples de la région souhaitent avant tout pouvoir résoudre leurs problèmes ».

L'ambassadeur a, il est vrai, poursuivi qu'il était très important que « les États-Unis continuent à faire preuve de résolution », d'autant que, selon elle, le vote de la Chambre des représentants implique, en réalité, une condamnation du gouvernement de Managua pour sa « trahison » de la révolution sandiniste.

La nouvelle attitude de l'administration Reagan a fait naître des ambiguïtés supplémentaires dans une situation qui n'en manquait pas et a provoqué de nouvelles prises de positions : le leader de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, M. Robert Mitchell (Illinois), s'est déclaré tout de go favorable à l'utilisation des alliés des États-Unis plutôt qu'à celle de troupes américaines pour venir à bout de la « menace communiste », tandis que le sénateur de l'Ohio, M. John Glenn, l'un des principaux candidats présidentiels, dénonçait la confusion de la politique républicaine et demandait qu'il soit les véritables intérêts des pays.

Les membres de l'administration ne paraissent, en fait, guère d'accord que sur un point : la nécessité de taire le « flot d'armes » qui alimente la guérilla salvadorienne. Encore que le volume de ce « flot » paraît avoir été très exagéré et que nombre d'observateurs estiment, comme M. Glenn, que les six mille ou sept mille guérilleros pourraient sans doute continuer à tenir la montagne salvadorienne en utilisant les armes prises à l'armée régulière et les « services » des trafiquants de la région.

Mais les intentions de Washington à l'égard de Managua paraissent encore plus floues : veut-on « desta-

biliser » la junte sandiniste, la renverser ? « Nous avons un objectif minimum et un objectif maximum », déclarait récemment d'une manière quelque peu sibylline M. Kirkpatrick, précisant que des objectifs n'étaient « pas ceux des « contras » (les guérilleros anti-sandinistes).

Les responsables américains, et le président Reagan le premier, déclarent périodiquement qu'ils veulent inciter le gouvernement de Managua à revenir aux promesses de la révolution sandiniste, à rétablir les libertés, dont celle de la presse, et à organiser rapidement des élections. Mais l'annonce de la remise à une date ultérieure des élections qui devaient avoir lieu au Salvador à la fin de l'année n'a fait l'objet d'aucun commentaire dans la capitale fédérale.

Une solution « à la yougoslave »

Le Washington Post croit savoir que certains milieux dirigeants de Washington, craignant un « nouveau Vietnam », seraient prêts à envisager, pour le Nicaragua, une solution « à la yougoslave », pourvu que les sandinistes renoncent à soutenir la guérilla salvadorienne et à devenir une « base militaire cubaine ou soviétique ». Des contacts dans ce sens auraient été pris avec Cuba, et le dernier discours conciliant de M. Fidel Castro en serait le résultat.

Faut-il inclure dans ce souci nouveau de modération les informations en provenance du pentagone publiées dimanche par le New-York Times, selon lesquelles les grandes manœuvres interarmées annoncées avec fracas la semaine dernière par la Maison Blanche seraient réduites ou repoussées faute... d'effectifs et de crédits ?

Le président avait parlé de 19 navires de ligne, dont 2 porte-avions, 140 avions, 16 500 soldats et soldats, plus 3 000 à 4 000 hommes opérant au Honduras. On fait valoir au pentagone que, entre août et octobre prochain, les forces américaines doivent déjà participer à des manœuvres en Égypte, au Soudan, en Somalie, ainsi qu'en Europe. Aucun effort sérieux ne pourra être fait au Honduras, indiquent-ils, avant novembre. En outre, la plus grande partie des 200 millions de dollars votés par le Congrès pour les manœuvres annuelles a déjà été allouée aux exercices prévus au Proche-Orient et en Europe.

NICOLE BERNHEIM.

● La Chine a critiqué les États-Unis pour l'envoi de bâtiments de guerre, accusant Washington de se livrer à « une politique de la canonnière ». Les manœuvres navales américaines vont intensifier la tension en Amérique centrale, a affirmé le Quotidien du Peuple organe central du parti communiste chinois, samedi 31 juillet. « Ceux qui contribuent à l'élaboration des décisions politiques à Washington devraient cesser de s'embarquer dans la voie dangereuse qu'ils ont prise », a ajouté le quotidien.

Par ailleurs, la Chine a accusé Israël de s'ingérer dans les affaires de l'Amérique centrale agissant en « homme de main » des États-Unis dans cette région, et a estimé que cette action « devrait être condamnée universellement ». Cette position a été formulée par l'agence Chine Nouvelle, samedi 31 juillet, s'appuyant sur une information publiée récemment par un journal américain selon lequel Israël a accepté, à la demande de Washington, de fournir aux combattants anti-gouvernementaux du Nicaragua des armes prises au Liban à l'Organisation de libération de la Palestine. — (A.F.P.)

● Le président salvadorien, M. Alvaro Magaña, a annoncé officiellement, samedi 30 juillet, le « report involontaire » au premier trimestre de 1984, de l'élection présidentielle initialement prévue en décembre. « Bien que nous en ayons la volonté, il nous est matériellement impossible de réaliser ces élections en décembre », a ajouté le chef de l'État, sans toutefois préciser la nouvelle date de la consultation.

Plusieurs responsables politiques s'étaient prononcés récemment pour un report des élections, notamment le président de l'Assemblée constituante, M. Roberto d'Abubusson, qui avait estimé que celles-ci devaient au moins être retardées jusqu'au mois de février. Seule la démocratie chrétienne de M. Napoleón Duarte, ancien président salvadorien, estimait que tout retard « serait une grave erreur ». — (A.F.P.)

ÉCHEC DIPLOMATIQUE A PANAMA

Le groupe de Contadora n'a pas réussi à persuader les pays d'Amérique centrale d'accepter son plan de paix

Panama (Reuter). — Réunis à Panama du 28 au 30 juillet pour tenter de trouver une issue aux problèmes de l'Amérique centrale, les ministres des affaires étrangères de neuf pays de la région se sont séparés samedi sur un constat d'impuissance.

Ils n'ont pu sortir de l'impasse le conflit larvé qui oppose le Nicaragua aux quatre autres pays d'Amérique centrale : Costa-Rica, Honduras, Guatemala et Salvador. Dans un communiqué publié à l'issue de la conférence, les neuf pays réunis à l'initiative du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) ont décidé de se retrouver le mois prochain pour reprendre leurs efforts de paix.

M. Lloreda Caicedo, ministre colombien des affaires étrangères, a déclaré que les pays d'Amérique centrale étaient tombés d'accord sur la nécessité d'un départ de tous les conseillers étrangers de la région. « La plupart comprennent que cela doit faire partie d'un accord général », a-t-il précisé. Mais aucun des autres ministres n'a accepté d'exposer les points de divergence qui ont conduit à l'impasse.

Le groupe de Contadora n'est pas prêt à envisager la suggestion de M. Reagan de saisir l'Organisation des États américains (O.E.A.) pour qu'elle se prononce sur les conflits d'Amérique centrale, estime-t-on de source autorisée. Des responsables nicaraguayens ont vu dans cette proposition un subterfuge pour court-circuiter les Nations unies, où le gouvernement de Managua compte plus d'alliés que parmi les membres de l'O.E.A.

M. Juan José Amado, chef de la diplomatie panaméenne, a déclaré que le groupe de Contadora devra encore multiplier ses efforts « pour trouver une solution avant que la crise militaire n'atteigne un point de non-retour ».

Les pessimistes ont vu un nouveau présage d'affrontement vendredi quand le Nicaragua a signalé qu'un avion non identifié avait tiré des missiles sur un objectif près de Comintin. Selon les États-Unis, ce

port est utilisé pour décharger des armes soviétiques destinées à l'armée sandiniste.

Un navire soviétique, l'Oulianov, est attendu dans le port de Corinto. M. Reagan a déclaré que ce navire transportait des armes et du matériel pour le Nicaragua. M. Cesar Delgadillo, directeur du port, a déclaré samedi que l'Oulianov n'apportait « qu'une cargaison de médicaments, de machines agricoles et de biens de consommation ». Les journalistes ont d'ailleurs été invités à assister au déchargement pour vérifier par eux-mêmes que le cargo ne transportait pas d'armes. M. Delgadillo a précisé que sur un total de deux cent dix-huit bateaux ayant fait escale à Corinto pendant la première moitié de 1983, « vingt navires soviétiques n'ont apporté que des engrais, du blé et des biens de consommation ».

Les États-Unis ont annoncé l'envoi de deux puissantes flottes au large des côtes d'Amérique centrale et des manœuvres conjointes avec le Honduras à partir du mois d'août.

Ces exercices ont constitué le principal point de discordance entre le groupe de Contadora et les pays d'Amérique centrale. Les ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora ont tenté en vain de persuader les nations d'Amérique centrale d'accepter un plan de paix avancé dans le courant du mois par les quatre pays et préconisant un appel en faveur du départ de tous les personnels militaires étrangers à la région.

Pour M. Edgar Chamorro, l'un des dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.R.) basée au Honduras et dont le mouvement soutenu par Washington lutte contre le gouvernement sandiniste, la conférence de Panama n'a été qu'un écran de fumée, « un simple rituel », et il a déclaré que « les États-Unis s'apprêtaient à envahir le Nicaragua ».

Mexique

M. DIAZ SERRANO, ANCIEN DIRECTEUR DE LA PEMEX, EST ACCUSÉ DE CORRUPTION ET ARRÊTÉ.

Mexico (Reuter). — M. Diaz Serrano, ancien directeur de la Pemex, compagnie pétrolière nationale mexicaine, a été arrêté, samedi 30 juillet, pour « détournement de fonds » après avoir été déchu de son immunité de sénateur.

M. Diaz Serrano, qui a dirigé la compagnie de 1976 à 1981, est accusé d'avoir détourné 34 millions de dollars en 1981 à la faveur de l'achat de deux pétroliers.

Il a été placé en détention provisoire et présenté à un juge d'instruction dans les heures qui ont suivi la décision du Parlement de le priver de son immunité parlementaire.

Un porte-parole de la Chambre a déclaré que la levée de l'immunité n'impliquait nullement que M. Diaz Serrano soit coupable ou innocent, mais permettait seulement de l'inculper. M. Diaz Serrano, qui a démissionné de la Pemex à la suite d'une controverse sur les prix pétroliers, s'est déclaré innocent. S'il est reconnu coupable, il encourt une peine de trois à douze ans de prison.

PROCHE-ORIENT

M. Arafat demande aux chefs d'État arabes d'intervenir « d'urgence » pour que Damas renonce à son intransigeance

De notre correspondant

La radio libanaise a annoncé, le 31 juillet, que les affrontements entre Palestiniens loyalistes et dissidents du Fath ont repris, dimanche soir 31 juillet, dans la région de la Bekaa, à l'est du Liban. Selon un porte-parole des forces loyalistes, la première brigade du Fath stationnée dans cette région aurait été encerclée par les forces syriennes samedi soir, ainsi que le centre d'approvisionnement de l'Organisation.

A Tripoli (Liban), un porte-parole des partisans de M. Arafat a démenti que ceux-ci aient demandé aux autorités libanaises de les évacuer de la plaine de la Bekaa vers Tripoli.

Tunis. — Dans un appel qu'il a adressé le 30 juillet aux chefs d'État arabes, M. Yasser Arafat leur demande d'intervenir « d'urgence » pour tenter de vaincre l'intransigeance de Damas, qui continue à faire la sourde oreille à toutes les méditations.

« Intervenez avant qu'il ne soit trop tard et que la nation arabe ne paie un prix très cher », écrit le président de l'O.L.P., qui dénonce les attaques « aux armes lourdes, aux roquettes et avec des chars » menées par des « forces syriennes et libanaises » contre les bases palestiniennes « assiégées » dans le nord du Liban et dans la plaine de la Bekaa. « Ce qui se déroule, estime M. Arafat, n'est qu'un prélude à un nouveau massacre, semblable à celui de Tell-el-Zaator en 1976 ».

Le président de l'O.L.P. rappelle que, depuis le début de la crise syro-palestinienne, il n'a pas cessé de manifester sa bonne volonté et ses dispositions à une normalisation des rapports avec les dirigeants syriens. « Nous avons frappé à toutes les portes de la médiation, écrit-il. Nous avons ouvert nos cœurs. Nous avons tendu la main à toutes les tentatives engagées pour panser les blessures. Hélas ! nous nous sommes heurtés à l'obstacle de fermeté et à une détermination plus grande dans l'application du plan de liquidation politique et organisationnelle de l'O.L.P. » Il est un fait que

jusqu'ici la Syrie a opposé une fin de non-recevoir à toutes les missions de conciliation émanant notamment de l'U.R.S.S., de Cuba, de l'Inde (au nom du groupe des non-alignés), de l'Arabie Saoudite, de l'Algérie et de la Ligue arabe, dont le secrétaire général, chargé depuis le 21 juillet, de prendre contact avec le président Assad, attend toujours sa réponse pour effectuer le déplacement à Damas.

La commission spéciale désignée par le comité exécutif pour négocier avec les autorités syriennes et les dissidents du Fath n'a paré, pas avoir eu plus de chance, au point que son président, M. Khaled el-Fahoum, a envisagé, selon le journal le Temps de Tunis, de donner sa démission.

Au lendemain de son expulsion de Syrie, M. Arafat avait souhaité qu'un sommet arabe, ou tout au moins un conseil des ministres des affaires étrangères, auquel la Syrie n'aurait pu se dérober, se prononce sur le différend (le Monde du 28 juin), mais ses interlocuteurs lui avaient tous fait comprendre que mieux valait ne pas en débattre « à chaud » et laisser se développer les méditations qui se dessinent alors. Celles-ci ayant toutes échoué, à la veille de la réunion à Tunis du conseil central de l'O.L.P., qui doit débattre de la crise, M. Arafat paraît vouloir relancer cette idée.

Le président de l'O.L.P. se réfère, d'autre part, à la récente fusillade à l'université islamique de Hébron, et à divers autres incidents. « Ces massacres, assure-t-il, constituent la prolongation de l'application du plan criminel sioniste destiné à terroriser la population palestinienne et à la pousser à l'exode ».

MICHEL DEURÉ.

La guerre du Golfe

NOUVELLE OFFENSIVE IRANIENNE DANS LE SECTEUR CENTRAL DU FRONT

Les Iraniens ont lancé vendredi 29 juillet une offensive dans le secteur central du front — « troisième phase » de l'opération Auroré, selon Téhéran, — mais les informations en provenance d'Irak et d'Irak étaient contradictoires, dimanche 31 juillet, sur le bilan de cette nouvelle opération. Dans le même temps, Téhéran faisait état de la poursuite de l'offensive Auroré Deux déclenchée le 22 juillet dans le nord de l'Irak. Environ 400 kilomètres séparent ces deux fronts.

Selon un communiqué militaire diffusé dimanche par Radio Téhéran, la nouvelle offensive « a permis la conquête de trois hauteurs et de deux postes frontaliers, près de la ville irannienne de Mehran », à 150 kilomètres à l'est de Bagdad. « Mille deux cents Iraniens ont été tués ou blessés », affirme la radio iranienne, précisant que les combats se déroulent au sud de Mehran, à l'ouest de la route Delhoran-Mehran, sur la frontière.

Côté irakien, l'agence officielle INA, reprise à Manama, s'est contentée d'indiquer qu'une « nouvelle attaque » irannienne dans le secteur central du front, « à l'est de Zurbatiyah », avait été « mise en échec » dimanche 31 juillet à l'aube. — (A.F.P.)

Koweït

SIX HÉLIOPÈRES FRANÇAIS ÉQUIPÉS D'EXOCET SERONT LIVRÉS EN 1984

Koweït. — Le ministère koweïtien de la défense et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) ont signé, dimanche 31 juillet à Koweït, un accord pour la fourniture à l'équipement de six hélicoptères « Super-Puma » équipés de missiles anti-surface « Exocet ».

La fourniture de ces six « Super-Puma » était en cours de négociation, ainsi que cela avait été annoncé durant la visite en France en mai dernier du ministre de la défense koweïtien Cheikh Al-Sabah (le Monde du 7 mai 1983). Les premiers appareils seront livrés en 1984.

Le Koweït, est déjà équipé de chasseurs « Mirage-F1 », et dispose de trois escadilles d'hélicoptères de type « Gazelle », et de dix « Puma ». — (A.F.P.)

Françoise MALLET-JORIS de l'Académie Goncourt

Le clin d'œil de l'ange



« Au-delà de situations d'apparence disparates, ses personnages nous convient à une réflexion profonde et emue sur la création autant que sur le couple et sur le temps. »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Françoise Mallet-Joris a le génie de la réalité, du détail savoureux. Dix lignes lui suffisent pour nous plonger dans le vrai. »

François Nourissier / Le Figaro Magazine

GALLIMARD

051201424

ASIE

Sri-Lanka sous le choc

(Suite de la première page.)

Cette impression est confirmée par le porte-parole du gouvernement, qui expliquait la prolongation du couvre-feu jusqu'à 4 h 30 lundi matin, par la nécessité d'accorder à des forces de l'ordre harassées un repos supplémentaire, afin qu'elles soient en mesure de parer au risque inhérent à un retour à la normale. Normalisation toute relative puisqu'il faut aussi préciser que le couvre-feu serait réimposé ce lundi à 14 heures et, ce, jusqu'à mardi à l'aube.

Que la situation reste tendue et préoccupante, plusieurs faits en témoignent. D'abord, le régime de censure appliqué aux comptes-rendus de la presse et les strictes limitations imposées aux déplacements des journalistes; ensuite, les appels réitérés sur les ondes nationales, pour remédier à la pénurie de sang dans les hôpitaux; enfin, les consignes données aux ambassades ceylannaises afin qu'elles découragent les visiteurs éventuels et l'annulation de tous les vols charters. Les quelque quarante-cinq mille Tamouls réfugiés dans quatre camps installés à Colombo pourrout être évacués par bateau s'ils le souhaitent (environ huit mille en auraient exprimé le désir) vers le nord du pays, fief de leur minorité.

En fait, ce qui à l'origine pouvait apparaître comme une nouvelle manifestation de l'antagonisme endémique entre la majorité cinghalaise bouddhiste et la minorité tamoule indoueiste - la mort de treize militaires dans une embuscade tendue près de Jassa par des terroristes tamouls ayant constitué le détonateur de l'explosion - est désormais présenté par les autorités comme un véritable « complot » visant à renverser le gouvernement en place. Dès vendredi soir, le premier ministre avait accusé « ceux qui n'avaient

pu s'emparer du pouvoir par la voie électorale d'avoir aujourd'hui recours à la violence pour atteindre leur but », en s'efforçant par tous les moyens de « provoquer une pénurie alimentaire » (on a dû procéder à des distributions de vivres), de paralyser l'activité économique et de semer la panique dans l'opinion en répandant notamment des rumeurs alarmistes (infiltrations de terroristes tamouls dans Colombo par exemple), rumeurs dont le chef du gouvernement assure qu'elles sont dénuées de tout fondement.

« Un plan préétabli »

Samedi soir, l'un des membres influents du cabinet a pris le relais et s'est attaché à démontrer qu'une « conspiration » avait tenté de renverser le gouvernement. Soulignant l'aspect systématique et méthodique des destructions, la similitude des actions commises en divers endroits, il a évoqué « un plan général préétabli, mis en œuvre par des personnes qui savaient exactement ce qu'elles faisaient et quelles étaient leurs cibles ». Selon lui, l'opération « comportait trois étapes » : d'abord provoquer un affrontement entre les Cinghalais et les Tamouls, en exploitant la tension créée par les actes de terrorisme commis dans le nord du pays; ensuite, tenter de pousser les uns contre les autres les Cinghalais et les musulmans; enfin diviser les Cinghalais eux-mêmes, notamment les bouddhistes et les chrétiens. L'entreprise, selon le ministre, visait également à semer la discorde au sein des forces de l'ordre et de l'armée, dont les membres appartenaient aux diverses religions. Avec, au terme du processus, l'effondrement du gouvernement, privé de leur soutien et incapable de maintenir l'ordre public.

Allant plus loin, le ministre a dénoncé le rôle joué par des « élé-

ments étrangers » (dans la version cinghalaise, il aurait même employé l'expression « puissance étrangère ») dans l'élaboration de ce plan d'ensemble, qui aurait été ensuite appliqué par des partis politiques locaux, certains en collusion avec les « terroristes du Nord ». Rendant hommage à l'efficacité des forces de l'ordre et à la discipline de la majorité de la population, il a conclu : « Le danger persiste; des groupes continuent d'utiliser tous les moyens pour provoquer de nouvelles émeutes, des pillards sont dans l'ombre pour profiter du désordre ».

Le discours explique l'interdiction, le jour même, de trois formations d'extrême gauche : le Front de libération populaire (L.F.P.), parti d'extrême gauche qui, en 1971, avait mené une insurrection gauchiste noyée dans un bain de sang; un groupuscule trotskiste, et le parti communiste ceylannais prosoviétique. Trois formations qui, selon le porte-parole du gouvernement, étaient directement impliquées dans les désordres et auraient été « partie prenante » du complot destiné à « renverser, ou du moins à déstabiliser, le gouvernement ». Ce plan, assure-t-il, « n'a pas pu être conçu en vingt-quatre heures, et l'embuscade de Jassa « n'en a été que le détonateur ».

« L'ennemi étant ainsi identifié », pour reprendre l'expression utilisée dimanche soir par un ministre, il reste maintenant à se pencher pour convaincre l'opinion qu'il n'exploite pas la situation actuelle pour mener une opération de répression politique. Répression qui, le président l'avait annoncé dès jeudi, devrait s'abattre également sur les partisans même modérés de la cause séparatiste, un amendement constitutionnel devant être voté à cet effet par le Parlement. Certes, le porte-parole du gouvernement a décliné le Front uni de libération tamoul, principal parti de l'opposition, de toute participation aux événements de la semaine dernière. Mais le nouvel amendement apparaît en fait, ainsi que l'a reconnu un ministre dimanche soir, comme une arme mortelle pointée contre les tamouls modérés. Ainsi, risquent de s'écarter encore l'isolement du pouvoir et la frustration d'une opposition qui, bien qu'ayant recueilli 47 % des voix à la dernière présidentielle se voit plus que jamais privée de perspectives d'avenir.

Le référendum de décembre dernier, qui visait déjà à déjouer un complot gauchiste, a en effet prolongé pour six ans l'écrasante domination du parti gouvernemental. Cette situation pourrait amener les forces d'opposition à recourir à des moyens « extra-parlementaires » pour renverser le régime en place. C'est la tentation à laquelle, selon la thèse gouvernementale, vient justement de céder l'extrême gauche locale. Avec, selon les autorités, l'active complicité d'« éléments étrangers », ne voyant pas nécessairement d'un bon œil l'ancrage occidental marqué de Sri-Lanka et la réussite de son expérience économique libérale.

PATRICK FRANCÈS.

● Conférence sur les réfugiés. - Des représentants des États-Unis, de la France, du Canada, de l'Australie et du H.C.R. (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) se réunissent, ce lundi 1^{er} août à Honolulu, pour étudier les problèmes de réinsertion des réfugiés d'Indochine. Plusieurs pays dits de « premier accueil », notamment la Thaïlande, ont, en effet, récemment reproché aux pays dits d'« accueil définitif » de n'avoir pas respecté leurs engagements, provoquant des engorgements dans les camps de réfugiés. - (A.F.P.)

Afghanistan

● Bombardements. - Des avions soviétiques ont bombardé la semaine dernière des places fortes de la guérilla dans les environs de Kaboul et détruit un village de quatre cents maisons, ont rapporté lundi 1^{er} août des sources de la résistance afghane. Les raids avaient visé des villages du district de Parnan, à 25 kilomètres au nord-est de la capitale afghane. - (A.F.P.)

Japon

● Tournée du ministre des affaires étrangères. - M. Shintaro Abe quittera Tokyo, mardi 2 août, pour une tournée de dix jours dans cinq États d'Europe de l'Est et du Proche-Orient dont le temps fort doit être l'appel à la paix qu'il lancera à l'Iran et à l'Irak lorsqu'il visitera ces deux pays. - (A.F.P.)

DIPLOMATIE

Les sentinelles de la frontière d'en haut

(Suite de la première page.)

M. Josani, pour être indien, n'en a sans doute pas moins lu, dans l'Apocalypse de Saint-Jean, que « la guerre dans le ciel » précéderait, à la fin des temps, « la montée de la mer d'une bête à dix cornes et sept têtes » - où chacun est libre de reconnaître, ou non, le sous-marin nucléaire lanceur d'engins - à têtes multiples - puis « la montée de la Terre d'une autre bête » - sortie de quel silo de missiles du Dakota ou du Kazakhstan ? - qui, à son tour, fera « descendre le feu du ciel... à la venue des hommes ».

Rien de tout cela n'est évidemment probable, mais une préoccupation nouvelle hante désormais les États-majors : celle de la « déstabilisation par l'espace ».

L'espace, à été, trois lustres durant, à partir du lancement de la « déstabilisation », la fois l'un de ses moyens privilégiés et son symbole. Moyen : c'est l'observation par satellite qui a rendu vérifiable, et donc acceptable, plusieurs traités de limitation des armements, dont les accords soviéto-américains SALT sont la quintessence.

Symbole : la convention de 1968, sur le sauvetage des astronautes en détresse. Or, ce même cosmos est, peu à peu, devenu un milieu militarisé, sinon, encore, un réceptacle d'armes. Depuis le lancement de Spoutnik 1, le 4 octobre 1957, quelque 2 500 satellites ont été mis en orbite, plus de 90 % d'entre eux par les deux Grands. Près des deux-tiers, croit-on, de ces engins avaient des fins militaires : l'incertitude des estimations étant, pour l'essentiel, le fait que les Soviétiques n'ont jamais donné de précisions sur les objectifs de leurs quelques 1 500 « Cosmos ».

La majorité des satellites militaires, plus de la moitié sans doute, sont des engins dits de « reconnaissance photographique ». Comme le sont, du reste, d'appareils conçus pour l'observation automatisée de territoires. L'Union soviétique est, évidemment, la principale cible de la curiosité américaine, et vice-versa. Mais on peut être assuré que chacun des deux Grands s'intéresse aussi de très près aux activités militaires nucléaires des autres (France, Grande-Bretagne et Chine), voire de pays qui ont la capacité de le devenir (Israël, Afrique du Sud...). En réalité, c'est la planète entière qui, depuis le début des années 60, est en permanence surveillée, au rythme de près de cinquante prises par Cosmos-10 montrant l'importance de la préparation militaire de Washington en Floride, juste en face de l'île cubaine, qui ont convaincu Moscou de la détermination de Kennedy et l'on incité au repli.

Une unité au bivoque

Ce permettent réellement de voir les appareils photographiques ultra-perfectionnés installés à bord des satellites de reconnaissance ? La finesse de ce qu'il est convenu d'appeler leur « pouvoir de résolution », c'est-à-dire leur capacité à distinguer les détails à terre, est l'un des secrets militaires les mieux gardés qui soient. Les spécialistes consentent seulement à leur reconnaître, vaguement, « une capacité décimétrique ».

Les publications sérieuses, telle Aviation Week, estiment que le pouvoir de résolution des meilleurs appareils actuels est de 10 à 15 centimètres (1). Cela ne signifie évidemment pas que tout élément à terre d'une dimension supérieure à 10 ou 15 centimètres est reconnaissable : on n'est pas encore à compter les hommes dans la cour d'une maison ! Mais un pouvoir de résolution de 15 centimètres permet tout de même de reconnaître très correctement la plupart des types d'armement à terre, d'identifier un avion au sol, une pièce d'artillerie, ou le type d'un radar.

Plus fins encore, les appareils embarqués à bord des satellites de reconnaissance photo permettent-ils une description très précise d'un point, d'une route, du matériel existant sur une base aérienne, d'un navire de guerre de moyen tonnage ou d'un sous-marin au mouillage, d'un quartier général, voire d'une unité au bivoque. Un radar embarqué sur certains engins d'observation permet de « voir » le sol, il est vrai avec une moins bonne résolution, même lorsqu'une épaisse couche de nuages couvre le territoire observé.

Les satellites de reconnaissance photographique sont intimement associés à l'histoire de la militarisation de l'espace - même s'ils ont d'abord puissamment contribué au maintien de la paix, de 1960 à 1962, puis à la consolidation de la détente, au moins jusqu'à la fin des années 70.

Toutes les tentatives lancées en vue d'aboutir à une forme ou une autre de désarmement après la seconde guerre mondiale avaient échoué sur le refus de l'Union soviétique de laisser ses anciens alliés, presque aussitôt devenus ses adversaires, procéder sur son territoire à des inspections destinées à contrôler, sur une base de réciprocité, l'état initial de ses forces, puis, éventuellement, la réalité des « délégitimes ». Aussi, en juillet 1955, le président Eisenhower avait-il proposé que les deux Grands « ouvrent leurs cœurs » à la vérifica-

tion aérienne. Khrushchev, avait vu là une tentative de légalisation de l'espionnage aussi intolérable que l'hypothèse de « vérification sur place ».

Lorsqu'il devint évident, en 1957, que les Soviétiques possédaient bien ce qu'ils appelaient eux-mêmes « l'arme absolue » - c'est-à-dire des missiles d'une grande puissance, aussi capables de projeter des bombes atomiques sur le territoire américain que de satelliser des Spoutniks - les États-Unis éprouvèrent l'impérieux besoin de vérifier la réalité du fameux « missile gap » : autrement dit leur retard en matière de fusées intercontinentales. Les vols d'U-2, ces avions-espions capables de voler sur de très longues distances, à 12 000 mètres au-dessus du territoire adverse, furent dès lors multipliés.

L'aventure, on s'en souvient, se termina pitoyablement, le 1^{er} mai 1960, lorsque l'appareil piloté par Gary Powers fut abattu au-dessus de l'Oural.

Légalisation de l'espionnage

Les États-Unis décidèrent aussitôt d'accroître leur programme de satellites de reconnaissance photographique, commencé début 1959. À la base californienne de Vandenberg, les départs de fusées Thor-Agena et Atlas-Agena se succédèrent, parfois de semaine en semaine. Le lancement décisif, assure Philip J. Klass dans son ouvrage *Sentinelles secrètes dans l'espace*, fut celui de Samos-2, le 31 janvier 1961. En un mois et quatre mille photos, il avait couvert les quelque 22 millions de kilomètres carrés du territoire soviétique, et repéré sans ambiguïté tous les silos de missiles. Alors que Khrushchev avait annoncé une production, pour 1959, de... 250 fusées à tête thermonucléaire, et que, connaissant le programme, les Américains en attendaient 140, il y avait 14 fusées intercontinentales ! Le « missile gap » dénoncé par le candidat à la présidence J. F. Kennedy n'existait pas.

En octobre 1962, les satellites de reconnaissance photographique contribuèrent pour la deuxième fois à apaiser une très grave crise internationale. Non que les tentatives d'installation de fusées soviétiques à Cuba aient été décelées par les satellites américains : ce sont tout simplement les U-2 qui les découvrirent. Mais les spécialistes sont aujourd'hui persuadés que ce sont les clichés pris par Cosmos-10 montrant l'importance de la préparation militaire de Washington en Floride, juste en face de l'île cubaine, qui ont convaincu Moscou de la détermination de Kennedy et l'on incité au repli.

La carrière des satellites de reconnaissance photographique allait connaître son apogée lors de la signature, en 1972, de l'accord SALT-1, par lequel les deux super-puissances s'engageaient mutuellement à plafonner le nombre de leurs fusées stratégiques et à limiter au minimum les systèmes de défense antimissiles.

C'est seulement, en effet, parce que les satellites de reconnaissance permettent une vérification sérieuse de la bonne observance par la partie contractante des prescriptions du traité - s'agissant en particulier du nombre et du diamètre des silos - que Soviétiques et Américains prennent ces engagements les uns envers les autres.

L'accord SALT-1 - et tout autant l'accord SALT-2 de 1979 (2) - prévoit d'ailleurs que les signataires ne devront mettre aucun obstacle à la vérification de ses prescriptions par les « moyens techniques nationaux », appellation pudique sous laquelle les satellites espions sont entrés dans l'histoire diplomatique ! Prodigieuse accélération : l'U.R.S.S., après avoir vertement refusé, en 1955, la proposition américaine « d'ouvrir les cœurs », après avoir vivement dénoncé, au début des années 60, l'inquisition spatiale dont son territoire était l'objet de la part des États-Unis, a contribué en 1972 à la légalisation internationale du plus moderne

moyen d'espionnage jamais conçu par l'homme !

Les signataires des SALT s'engagent en particulier à ne procéder à aucun camouflage gênant l'observation de leurs silos de missiles depuis l'espace. De façon plus large encore, ils se promettent de ne pas « entraver le fonctionnement de leurs moyens de vérification réciproques » : autrement dit, par le biais de ces accords, les satellites espions se voient dotés d'une protection dont ne bénéficient pas les autres engins spatiaux, automatiques ou habités, faute d'un traité international équivalent !

Un lieu de peu de droit

L'espace est, en effet, un lieu sinon de non-droit, du moins de peu de droit. Le traité qui le régit (« Outer Space Treaty ») est des plus vagues. Signé en 1967 sous les auspices du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, lui-même créé en 1959 par l'O.N.U., il prévoit, outre la liberté d'accès à l'éther pour toutes les nations, l'interdiction d'y placer, soit en orbite, soit sur des corps célestes, ces armes de destruction massive, nucléaires et autres (3) : il prohibe enfin l'aménagement de bases et d'installations militaires, les essais d'armes et l'excécution de manœuvres sur la lune et autres lieux naturels élevés. Mais rien n'interdit, jusqu'à présent, les autres utilisations bellicieuses du cosmos : la destruction ou la mise hors d'état de fonctionner de tout satellite civil ou des engins militaires de télécommunication ou d'aide à la navigation, ainsi que l'usage d'explosifs conventionnels ou de rayons laser. La protection des seuls satellites-espions, par les SALT, est donc bien un paradoxe !

Le monde a eu un exemple de l'efficacité de la méthode lorsque, en 1977, l'Union soviétique a accusé l'Afrique du Sud de préparer un essai nucléaire dans le désert de Kalahari, alertant ainsi les États-Unis et interrompant finalement les préparatifs.

Depuis 1971 au moins, les engins des Deux Grands surveillent systématiquement toutes les guerres dites « périphériques » qui s'allument sur la planète. Par ce moyen, ils peuvent tirer eux-mêmes les enseignements militaires des batailles en cours et jauger la valeur opérationnelle d'armes souvent livrées par courtoisie ou par l'autre. Ils peuvent aussi informer le combattant ami des préparatifs et mouvements de son adversaire. Il y a bien là, pour Moscou et Washington, un moyen de « gérer les crises », comme on dit volontiers aujourd'hui dans les chancelleries, c'est-à-dire d'éviter l'élargissement de ces conflits qui émaillent notre « drôle de paix », au risque d'amener les géants au face-à-face.

JEAN-PIERRE CLERC.

Prochain article :

LE CIEL, UN CONDOMINIUM SOVIÉTO-AMÉRICAIN

(1) Ce pouvoir de résolution, encore appelé « pas d'échantillonnage », des satellites militaires est évidemment bien plus élevé que celui des satellites civils d'observation de la Terre, tel est le LANSAT américain ou le futur SPOT français : 40 mètres pour LANSAT-3, 10 mètres pour SPOT. Capables, en outre, de photographier en différentes couleurs, ces engins peuvent fournir des indications complémentaires utiles aux armées. Aussi, l'Union soviétique a-t-elle déjà fait savoir aux Nations unies qu'elle trouverait tout à fait inadmissible la diffusion, à des fins commerciales, de photos spatiales d'une résolution par trop fine... On sait que la Banque aux grains de Chicago travaille déjà beaucoup à partir des prévisions de récoltes soviétiques effectuées grâce à des observations spatiales des « terres à blé » d'Ukraine ou du Kazakhstan.

(2) L'accord SALT II n'a jamais été ratifié par le Parlement américain. Pourtant, les États-Unis en ont, jusqu'à présent, observé les dispositions.

(3) En 1963, avait été signé un traité interdisant les expériences nucléaires dans « les trois milieux » - dans l'atmosphère, sous la mer et dans l'espace.

EN TOURNÉE EN AMÉRIQUE LATINE

M. Claude Cheysson doit rencontrer le président Siles Zuazo à La Paz

M. Claude Cheysson est arrivé samedi 30 juillet, en début d'après-midi, à La Paz, pour une visite officielle de trois jours. Le ministre français des relations extérieures - le premier à séjourner officiellement dans le pays andin - devait discuter des programmes d'aide économique à la Bolivie et des possibilités d'une coopération plus étroite dans divers secteurs.

Les relations entre la France et la Bolivie se sont renouées avec l'arrivée au pouvoir d'un régime démocratique à La Paz, le 10 octobre 1982, l'expulsion du criminel de guerre nazi Klaus Barbie vers la France et la visite effectuée à Paris en mars par le président Siles Zuazo. Au cours de cette visite, des accords préliminaires pour l'octroi

d'une aide française de 14 millions de dollars avaient été conclus, une moitié de cette aide étant destinée à la construction d'un hôpital à La Paz et l'autre représentant une dotation en aliments.

Le ministre français est arrivé en Bolivie au moment où l'exécutif affronte une nouvelle crise, après la démission collective présentée par les ministres boliviens la semaine dernière pour permettre à M. Siles Zuazo de restructurer son gouvernement. M. Cheysson, qui a été accueilli par le ministre des affaires étrangères par intérim, M. Marlon Roncal, devait rencontrer le président Siles Zuazo ce lundi 1^{er} août. Il doit se rendre ensuite en Colombie et à Cuba. - (A.F.P.)

Violences à Paris : deux morts

En marge des événements de Sri-Lanka, de violents affrontements ont opposé pendant le week-end, à Paris, des membres des communautés tamoule et cinghalaise dans la capitale, provoquant la mort de deux personnes.

Les premières bagarres entre représentants des deux ethnies avaient eu lieu, samedi après-midi 30 juillet, rue Spontini, à Paris (septième arrondissement), où un groupe de Cinghalais avait attaqué des Tamouls. Cet affrontement s'était soldé par quatre blessés, dont un grave, et une première intervention de la police procédant à une douzaine d'interpellations.

Dans la soirée, les incidents pro-

maient un tour encore plus dramatique. En riposte, semble-t-il, à l'agression de l'après-midi, une vingtaine de Tamouls pénétraient, vers 1 heure du matin, dimanche 31 juillet, dans un appartement situé rue Levis, à Paris (dix-septième arrondissement), et occupé par des Cinghalais. Au cours des bagarres, l'un des occupants de l'appartement, M. Pradesator Bannachige, trente-quatre ans, devait trouver la mort, défendant du sixième étage.

Les violences entre Tamouls et Cinghalais reprenaient dans la journée de dimanche, où les représentants des deux ethnies allaient se pourchasser dans les rues de la capitale. Ces affrontements entre groupes d'une vingtaine de personnes armés de couteaux et de gourdin commençaient peu après 20 heures. A 21 heures, une première personne était blessée d'un coup de couteau, après une rixe au bois de Boulogne. Peu après, vers 22 heures, dans les couloirs du métro, porte Maillot, un Tamoul, Mahendran Gyan-Billai, vingt-neuf ans, demeurant à Neuilly-sur-Seine, était poignardé et succombait des suites de ses blessures.

Enfin, à 23 heures, rue du Faubourg-Saint-Honoré (huitième arrondissement), une troisième personne était gravement blessée à la tête d'un coup de couteau. Une nouvelle intervention de la police procédant à une quinzaine d'interpellations devait mettre un terme à ces violences.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle et d'Apprentissage

■ Préparation complète
Septembre

■ Places limitées

Centre AUTJUIL 6, Av. Léop.-Heuzey
75016 Paris - Tel. : 224.10.72

Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. : 585.59.35

هكذا من الأصل

AFRIQUE

EUROPE

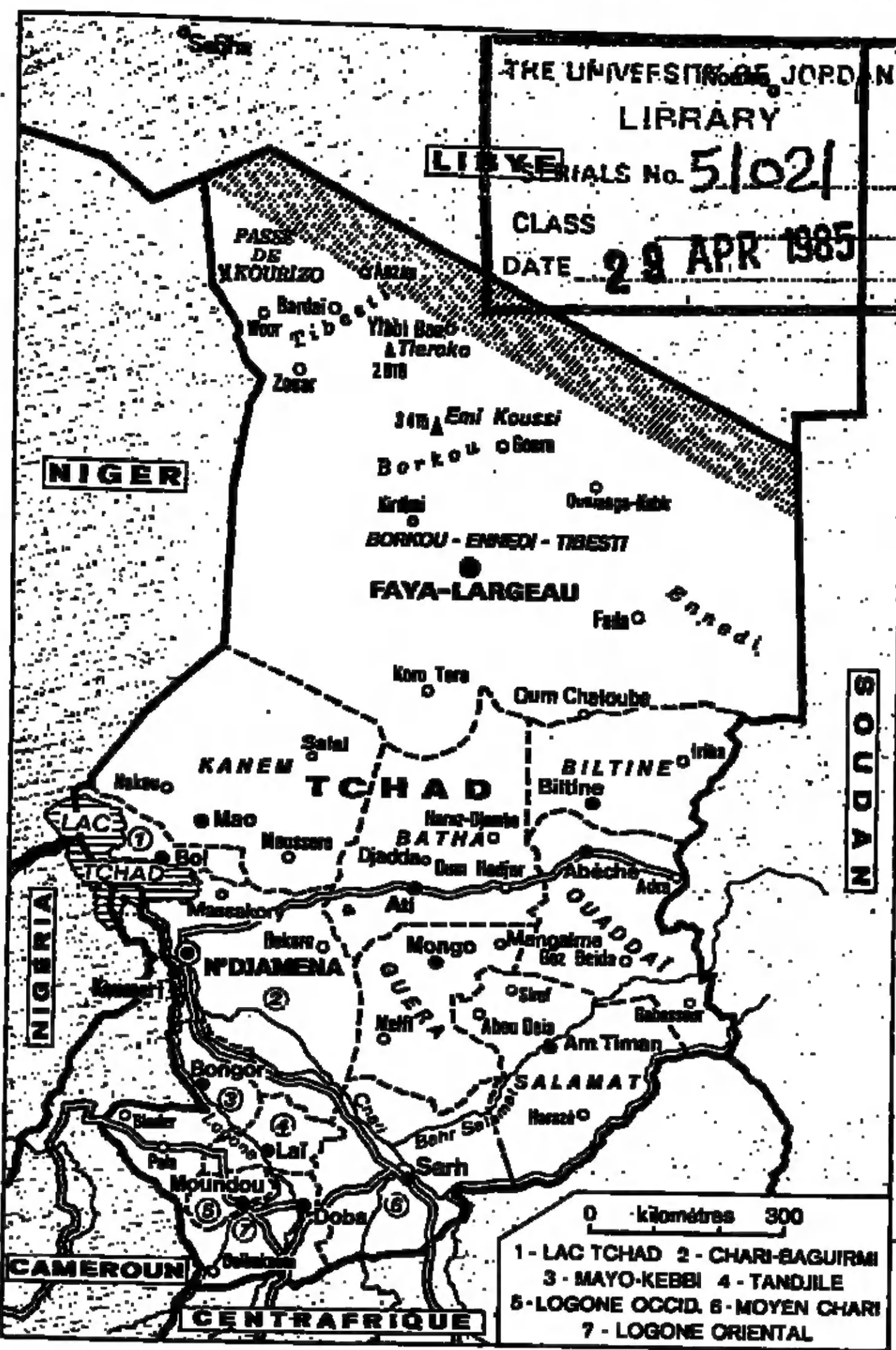
L'intervention libyenne au Tchad

(Suite de la première page.)

Samedi, en milieu d'après-midi, et dimanche, dans la matinée, des chasseurs et des hélicoptères armés ont bombardé Faya-Largeau. Malgré les démentis « catégoriques » de Tripoli, Washington a qualifié ces attaques d'« agression ouverte » des forces armées libyennes contre le Tchad et paré d'« escalade dangereuse » du conflit. Dans un communiqué diffusé dimanche, le département d'Etat américain a également annoncé avoir entamé des « consultations urgentes » avec les gouvernements amis de la région et avec la France pour examiner la situation.

Au même moment, des milliers de manifestants se sont répandus dans les rues de N'Djamena pour appeler la France, les Etats-Unis, le Zaïre et le Maroc à envoyer des avions. Kinshasa a déjà dépêché trois Mirage-5 et trois Aermacchi à N'Djamena, mais il s'agit seulement d'avions d'appui tactique et non d'intercepteurs.

Selon des sources bien informées à Paris, des éléments gouvernementaux tchadiens seraient déjà remontés au nord de Faya-Largeau, notamment en direction du Tibesti, où se sont repliés les partisans de M. Koukoui Ouedet, mais on ignore encore si des poches de résistance subsistent dans certaines palmeraies de la région. D'autre part, en cas de poursuite des raids aériens libyens, les FANT seraient contraints de demeurer à Faya-Largeau, le terrain découvert au-



tour de la palmeraie interdisant un repli dans de bonnes conditions de sécurité.

Les FANT ne disposent d'aucune défense anti-aérienne digne de ce nom, hormis quelques missiles SAM-7 de fabrication soviétique, récupérés sur leurs adversaires, et de canons bitubes du type ZSU de 14 millimètres et de 23 millimètres, démunis de radars. Ces armes peuvent être efficaces contre des raids hélicoptères, mais elles sont trop légères en cas d'attaque par les Mig-23, dont l'aviation libyenne est dotée. Le cas échéant, les appareils de Tripoli pourraient donc être en mesure de clouer au sol les FANT, ne serait-ce que le temps nécessaire aux rebelles pour se regrouper et se réorganiser au Tibesti. Ils pourraient également empêcher tout ravitaillement de la palmeraie.

J.-C. POMONTI.

Ce lundi matin 1^{er} août, il n'y avait aucun changement dans le dispositif militaire français qui est stationné dans les pays africains proches du Tchad. Les forces françaises antennes en République Centrafricaine, qui sont évaluées à environ mille deux cents hommes, n'ont pas été augmentées. A Libreville (Gabon), une unité de quatre avions d'appui tactique Jaguar est maintenue en état de prendre l'air si l'ordre devait lui en être donné. Enfin, à Kousséri (Cameroun), la France a détaché des éléments d'intervention qui seraient chargés, le cas échéant, d'aider au rapatriement des ressortissants étrangers de N'Djamena, de l'autre côté du fleuve Tchad, qui fait la frontière entre les deux pays.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

L'ANCIEN EVÊQUE DE LA PROVINCE DE RIOJA, Mgr ENRIQUE ANGELELLI, officiellement décédé en 1976 dans un accident de la circulation, a été en fait assassiné, affirme l'évêque de la province de Neuquén (ouest de l'Argentine), dans un texte publié dimanche 31 juillet et qui indique que le prélat était en possession, lors de l'accident, d'un dossier « rempli de preuves irréfutables » concernant des assassinats politiques, comprenant notamment une liste de personnes à liquider dans laquelle il figurait. — (A.F.P.)

Australie

LES RELATIONS AVEC PÉKIN. — M. Bill Hayden, ministre australien des affaires étrangères, est arrivé samedi 30 juillet à Canton, première étape d'une visite d'une semaine en Chine au cours de laquelle il rencontrera, mercredi à Pékin, son homologue chinois, M. Wu Xueqian. Des divergences existent entre l'Australie et la Chine à propos du Cambodge. M. Hayden ayant récemment reproché à la diplomatie chinoise de manquer de « souplesse » sur cette question.

Bangladesh

AFFRONTEMENTS. — Plus de cent personnes ont été blessées, dimanche 31 juillet, lors d'affrontements entre des membres de factions politiques rivales au sein d'un même parti, ont rapporté les autorités. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des matras pour disperser les militants qui se sont affrontés à coups de barres de fer et de bâtons devant le siège de la Ligue Awami, le principal parti politique du Bangladesh, dans le centre de Dhaka. Ils ont apparemment pour origine les divergences idéologiques qui opposent, au sein de la Ligue, les pro-soviétiques et les pro-américains d'autre part. — (A.F.P.)

Canada

LES REPRÉSENTANTS DES ESQUIMAUX DU CANADA, DU GROENLAND ET DE L'ALASKA (Inuits), réunis depuis une semaine en assemblée générale à Frobisher Bay (Territoires du Nord-Ouest), ont adopté, dimanche 31 juillet, une résolution en dix points sur l'environnement.

Chine

EXÉCUTION D'UN FONCTIONNAIRE. — Pour avoir empoisonné sa femme et détourné 40 290 yuans (160 000 F), un fonctionnaire a été exécuté samedi 30 juillet. Selon Radio Pékin, Xie Jiafu, qui habitait Shanyang (province de Shaanxi), détournait des fonds depuis 1978 et il était protégé par « un réseau de relations » qu'il avait créé en versant de l'argent à une soixantaine de responsables, dont quarante et un membres du parti. Le supplicié avait également été reconnu coupable de plusieurs vols. — (A.F.P.)

Espagne

DEUX GARDES CIVILS ont été tués, dimanche 31 juillet, près de Saint-Sébastien, par deux jeunes gens qui les ont mitraillés avant de prendre la fuite en voiture. Cet attentat porte à vingt-six le nombre de victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année.

Italie

RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre correspondant à Rome « L'armée italienne en « série C » ? » (Le Monde daté 31 juillet-1^{er} août), il convient de rétablir la phrase suivante : « [le budget militaire] représentait 11,8 % du total des dépenses en 1974 et est tombé à quelque 5 % en 1983 » (et non 50 % comme une coquille nous l'a fait écrire).

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPÈDE, PARIS-5^e
Téléphone (le soir) : 707-85-54

Philippines

LE TRIBUNAL MILITAIRE, qui avait condamné à mort l'an dernier l'ancien sénateur Aquino pour meurtre, subversion et détention d'arme, a confirmé sa sentence à l'encontre du principal opposant philippin, en exil aux Etats-Unis, à l'indiqué dimanche 31 juillet le quotidien philippin Metro Manila Times. Le tribunal a précisé que M. Aquino, qui a manifesté son intention de rentrer au mois d'août aux Philippines, serait arrêté dès qu'il y pénétrerait. — (A.F.P.)

R.F.A.

CENT CINQUANTE TURCS ont été enfermés samedi 30 juillet, à Bonn, une grève de la faim illimitée, par solidarité avec les détenus politiques turcs déjà en grève de la faim depuis le 7 juillet en Turquie. Quelque deux mille cinq cents prisonniers politiques, selon l'opposition turque en R.F.A., refusent depuis cette date de s'alimenter dans quatre prisons d'Istanbul pour protester contre les mauvais traitements et les conditions de détention. — (A.F.P.)

Union soviétique

MOSCOU RENOUVELLE SA MISE EN GARDE A L'OCCIDENT. — Dans une interview à l'agence Tass, le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, déclare à nouveau que, en cas d'installation de Pershing-2 et de missiles de croisière de l'OTAN en Europe, l'U.R.S.S. « ripostera de sorte que, chez l'agresseur potentiel, l'instinct de conservation l'emportera sur l'intention de lancer une agression. Nous prendrons des mesures de rétorsion qui rendront la menace militaire contre le territoire des Etats-Unis et les pays où auront été déployés les fusées américaines égale à celle que les Etats-Unis cherchent à faire peser sur l'U.R.S.S. et ses alliés ». — (A.F.P.)

Thaïlande

INCIDENTS DES FRONTIÈRES. — Alors que M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, arrivait, samedi 30 juillet, à Bangkok pour une visite officielle de quatre jours, la « Voix de l'Asie libre », radio du ministère thaïlandais des affaires étrangères, a accusé les forces vietnamiennes stationnées au Cambodge d'avoir violé le territoire thaïlandais à neuf reprises entre le 17 juin et le 14 juillet. La Chine a affirmé à plusieurs reprises que le passé qu'elle ne « resterait pas inactive » en cas de violation de la souveraineté thaïlandaise par les forces vietnamiennes. — (A.F.P.)

Algérie

AUGMENTATION DU PRIX DES PRODUITS DE BASE

Le gouvernement algérien a annoncé dimanche 31 juillet que le prix des denrées de base augmenterait de 10 à 30 %. Les denrées visées sont le pain, l'huile de table, les œufs. Les nouveaux prix entrent en vigueur lundi 1^{er} août. Pour stimuler les producteurs de céréales, les autorités ont augmenté d'environ 15 % le prix à la production du blé tendre.

Dans le souci de justifier ces mesures, l'agence de presse algérienne écrit notamment : « La décision de procéder au rajustement des prix de ces produits vise à corriger certains déséquilibres du marché intérieur, à réduire les importations par la promotion de la production nationale et à améliorer la situation du petit commerçant tout en préservant au mieux le pouvoir d'achat du consommateur ». — (Reuter.)

Nigeria

L'ARMÉE EN ÉTAT D'ALERTE A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

L'armée a été placée en état d'alerte, pour faire face à toute éventualité au cours des élections qui doivent débuter le 6 août, a annoncé, samedi 30 juillet à Kano (nord du pays), le président Shagari. Le président, qui brigue un second mandat, a déclaré, dans une réunion électorale, qu'il n'hésiterait pas à envoyer la troupe « en cas de troubles, comme ce fut le cas à Kano en 1980, où, selon un bilan officiel, quatre mille cent soixante-dix-sept personnes avaient trouvé la mort.

Les soldats seront cantonnés dans leurs casernes durant les élections présidentielle, législatives et provinciales, prévues entre le 6 août et la mi-septembre, et seront engagés si la police ne parvient pas à maintenir l'ordre. La campagne électorale, entamée en janvier et mettant en lice six partis politiques, a déjà provoqué plusieurs incidents, qui ont fait au moins vingt morts. La tension est particulièrement vive dans l'état de Kano, où trois partis se livrent une lutte acharnée pour l'emporter dans l'une des régions les plus peuplées de la Fédération. — (A.F.P., Reuter.)

Restrictions imposées aux journalistes. — Réunis dimanche 31 juillet à Kadoma (Zimbabwe), les ministres de l'information des six Etats de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), ainsi que celui du Nigeria, ont fait savoir que « les correspondants étrangers accrédités en Afrique du Sud et travaillant dans les bureaux régionaux installés dans ce pays ne seront plus, en principe, autorisés à travailler dans les pays de la ligne de front ». Cette mesure a été décidée, ont-ils déclaré, parce que ces correspondants donnent, depuis leurs bureaux de Johannesburg, une « image tronquée » des Etats de la « ligne de front ». — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

Tous les religieux franciscains arrêtés ont été relâchés

Prague (A.F.P.). — Les franciscains tchécoslovaques se sont tirés sans trop de mal, au moins provisoirement, de leurs dernières difficultés avec la police : les quatre femmes et les douze hommes appréhendés pendant les fêtes des rameaux (23-29 mars) à travers tout le pays et accusés d'activités religieuses « clandestines et illégales », ont tous été remis en liberté, les derniers à la mi-juillet, a-t-on appris avec deux semaines de retard.

Les quatre femmes ont été relâchées dès la mi-mai, à la suite, semble-t-il, de démarches des autorités locales — y compris de responsables communistes — réclamant leur retour à l'hôpital en raison de leurs qualités professionnelles d'infirmières et de leur disponibilité.

Les hommes, pourvus d'une autorisation officielle d'exercer un ministère séculier, ont presque tous été libérés en mai et juin, à l'exception de deux d'entre eux, qui ont été condamnés le 13 juillet à des peines de six et huit mois de prison. Une « clémence » qui avait choqué le procureur. Ce dernier avait fait appel. Les deux hommes ont tout de même recouvré la liberté sur décision du tribunal, probablement pour raisons de santé. La justice aurait abandonné toute poursuite contre les trois derniers emprisonnés, un prêtre clandestin et deux frères laïcs.

Un dénouement aussi rapide et heureux dans ce pays, où l'Eglise a mené contre l'Eglise la lutte la plus dure et la plus efficace, puisque l'on y prévoit l'extinction du clergé laïc : le nombre des prêtres prenant leur retraite dépasse de loin celui des jeunes ordonnés, qui est fixé par le pouvoir.

Cependant la police poursuit ses activités antireligieuses sous des formes multiples et on n'en a connaissance qu'avec retard. Ainsi elle a arrêté le 27 mai un prêtre qui était déjà privé depuis vingt ans de l'autorisation officielle d'exercer son ministère et elle a longtemps persécuté, le 1^{er} juin, dans une maison de religieux retirés à Prelova (à l'est de Prague).

Enfin, on apprend qu'un autre franciscain, M. Jan Svoboda, vingt-cinq ans, ne figure pas sur la liste officielle des nouveaux prêtres publiée par l'hebdomadaire catholique (contrôlé par les autorités). Sa photo a été retirée au tout dernier moment de la maquette : on venait de découvrir qu'il était déjà membre de l'ordre des franciscains, et il semble qu'un règlement administratif interdisait une telle appartenance à tous les jeunes candidats à la prêtrise. Le cardinal Tomasek l'avait pourtant ordonné prêtre avec les autres séminaristes à la mi-juin. Il devra donc trouver un emploi laïque pour éviter l'accusation de « parasitisme social ».

Belgique

Six personnes blessées au cours d'une fusillade dans les Foursins

De notre correspondant

Bruxelles. — Ce n'est certes pas la première fois que les Foursins sont le théâtre de manifestations violentes depuis que les extrémistes flamands ont pris l'habitude d'organiser ce qu'ils appellent des « promenades » dans cette enclave francophone située sur le territoire de la Flandre. Cependant, les choses ont pris une tournure nouvelle samedi 30 juillet, dans les premières heures de la journée, des inconnus en voiture ont mitraillé un café francophone à Fourou-le-Comte. Six personnes ont été blessées, dont une assez grièvement.

Jusqu'ici, l'enquête n'a donné aucune indication sur les auteurs de l'attentat. Mais le bourgmestre provisoire des Foursins, M. Happort, a tout de suite dénoncé le caractère « politique » cette agression. Telle est aussi la réaction de la plupart des organisations wallonnes.

Donnant, pour une fois, l'exemple de la modération, la minorité des

conseillers municipaux flamands a condamné cet « acte criminel » et suggéré qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes, sans aucun rapport avec le conflit qui oppose les deux groupes linguistiques.

Les Foursins constituent depuis plus de vingt ans un terrain privilégié des affrontements entre Wallons et Flamands, le nord du pays n'ayant jamais accepté qu'un noyau francophone défende vigoureusement son indépendance, bien qu'il soit inclus dans la zone flamande. Le succès de la liste favorable au « retour à Liège » lors des élections municipales de l'automne dernier a même failli provoquer une crise gouvernementale à Bruxelles. Un compromis a finalement été trouvé : le bourgmestre francophone ne sera nommé définitivement qu'un mois de décembre de cette année, ce qui lui laissera le temps de se familiariser avec la langue flamande.

J. W.

Suède

LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DU PARTI Le dangereux déclin des libéraux

De notre correspondant

Stockholm. — Le président du parti libéral suédois, M. Ola Ullsten (ancien premier ministre et ancien ministre des affaires étrangères), a annoncé le vendredi 29 juillet sa démission « pour laisser la place à des forces plus jeunes et plus dynamiques ».

Cette décision n'est pas une surprise après la déroute des libéraux aux législatives de septembre 1982. Ils avaient alors perdu près de la moitié de leur électorat en ne recueillant que 5,9 % des voix contre 10,6 % trois ans plus tôt. Leur situation ne s'est guère améliorée depuis puisque les derniers sondages ne les créditent que de 4 % environ des intentions de vote, soit exactement le pourcentage de suffrages qu'un parti politique doit réunir pour siéger au Parlement.

Au lendemain des élections, M. Ullsten avait été vivement critiqué parmi les siens, de nombreux militants et responsables n'hésitant même pas à le traiter publiquement d'« incompétent ». Ne voulant pas faire figure de bouc émissaire, il avait refusé de quitter la scène dans ces conditions plutôt humiliantes. On comprend aisément qu'après cette campagne d'une rare violence qui s'était pourtant calmée ces derniers temps, M. Ullsten ressente aujourd'hui sa décision de démissionner comme une « libération ».

Une image technocratique

Les libéraux suédois étaient encore la première formation « bourgeoise » il y a une quinzaine d'années avec plus de 20 % des suffrages. « Antisocialistes », mais pas « antisociaux », défenseurs de l'aide au tiers-monde, des droits de l'homme, de la liberté individuelle et de l'égalité entre les sexes, leurs idées ont été petit à petit récupérées

par les autres partis non socialistes, à commencer par les conservateurs, qui n'ont cessé de progresser à leur détriment. Ceux-ci vont même jusqu'à dire à présent : « Les libéraux en Suède, c'est nous... »

C'est cependant sous la direction de M. Ola Ullsten que le parti libéral a enfin atteint son objectif « historique », à savoir : gouverner seul. Ce fut le cas pendant un an, entre octobre 1978 et octobre 1979, avec l'aide des sociaux-démocrates, qui s'étaient abstenus dans le vote d'investiture et qui semblaient envisager à l'époque une coalition social-libérale sur le modèle ouest-allemand. Mais ce gouvernement minoritaire, qui ne contrôlait que 39 des 349 sièges du Parlement, s'est contenté d'expédier les affaires comme un cabinet de fonctionnaires aurait pu le faire.

En perte de vitesse constante, les libéraux ont toujours hésité — et c'est là leur dilemme — entre deux voies pour tenter de remonter le courant : le rapprochement avec la social-démocratie ou une franche collaboration avec les conservateurs et les centristes dans la très fragile « alternative bourgeoise ». Dans les deux cas, ils risquent de se faire « manger ». Par ailleurs, l'entrée au bureau directeur de personnalités en vue du monde industriel (comme M. Gyllenhammar, P.-D.G. de Volvo), des banques et de l'université, n'a pas eu les effets positifs escomptés. Au contraire, peut-être renforce-t-elle l'image technocratique du parti libéral. M. Ullsten était considéré comme un homme de compromis. Son successeur, qui sera désigné lors du congrès national, début octobre, sera sans doute un « libéral de droite ».

ALAIN DEBOVE.

DANS UNE INTERVIEW AU « QUOTIDIEN DE PARIS »

M. Mauroy estime qu'il faut pratiquer
« une gestion sociale et personnalisée du chômage »

Des décisions gouvernementales pour l'emploi sont en préparation, semble-t-il, après la réunion, vendredi 29 juillet, d'un conseil interministériel consacré à ce sujet. Elles pourraient même intervenir lors du prochain conseil des ministres du 3 août.

A en croire les interventions ministérielles de cette fin de semaine - M. Pierre Bérégovoy sur R.T.L. vendredi, M. Pierre Mauroy dans une interview au *Quotidien de Paris* publiée ce lundi 1^{er} août, - la réflexion gouvernementale se précise, notamment sur l'hypothèse d'une mise à la retraite anticipée des travailleurs qui sont entrés jeunes dans la vie active et qui exercent des travaux pénibles et répétitifs.

Le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale a estimé, sur ce point, que l'on pouvait envisager « d'établir une différence de traitement entre ceux qui peuvent prétendre à un repos anticipé et les autres qui exercent une activité plus stimulante et peuvent aller au-delà, même après soixante ans (...) ».

Le premier ministre, pour sa part, est encore allé plus loin, expliquant que les chômeurs depuis plus d'un an et âgés de plus de cinquante-cinq ans comme ceux qui, ayant « travaillé au dur », selon son expression - « sont usés et méritent leur retraite » devraient pouvoir prendre une retraite anticipée à cinquante-cinq ans.

S'il ne précise pas les conditions de cette mesure à l'étude, M. Pierre Mauroy a toutefois indiqué que,

parmi les chômeurs de longues durées âgés de plus de cinquante-cinq ans, il se trouve « 30 à 40 % de handicaps partiels » et qu'il faudrait « les traiter socialement comme autant de cas particuliers ». Les entretiens pour ces chômeurs seront multipliés, comme ils le sont pour les autres demandeurs d'emploi.

Au travers de cette mesure, il s'agit, pour le premier ministre, de pratiquer « une gestion sociale et personnalisée du chômage » avec le souci de libérer des emplois pour les jeunes (un million de moins de vingt-cinq ans sont demandeurs d'emploi). « Pour cela », affirme M. Mauroy, certains de nos concitoyens devront sortir volontairement du marché de l'emploi.

L'aide aux jeunes sera donc maintenue et amplifiée. « Nous avons huit cent mille jeunes en formation. Nous tirons jusqu'à un million », a indiqué le premier ministre en affirmant : « Nous leur trouverons un emploi ».

Au-delà, M. Pierre Mauroy souligne que « le vrai remède au chômage, c'est davantage de croissance ». En France, précise-t-il, si l'on n'a pas quatre points de croissance, on perd des emplois industriels. C'est pourquoi nous faisons tant d'efforts, sur l'électronique par exemple. Puis il ajoute : « Nous faisons tout ce qui est humainement possible pour obtenir la meilleure croissance dans cette période de crise ».

En bref

● M. Jean-Baptiste Doumeng, président d'Intergrag et militant communiste, invité du « Forum » de Radio-Montecarlo, a indiqué dimanche 31 juillet : « Il n'est pas exclu que je présente une liste aux élections européennes ».

Favorable à une sortie de la France de la C.E.E., le président de la principale coopérative agricole commerçant avec les pays de l'Est a rappelé qu'il souhaitait notamment une augmentation de la T.V.A. sur les produits importés, avant d'indiquer : « Si la France reste dans une Europe ouverte, accablée du dollar, elle aura du mal à surmonter les problèmes actuels ».

M. Doumeng a affirmé, en évoquant les difficultés de l'économie française et la rigueur, qu'aucun gouvernement précédent n'avait apporté une telle aide à l'industrie.

Le président d'Intergrag, qui est membre du P.C.F., a estimé également que la situation sociale reste « dans la limite d'un mécontentement raisonnable ». « Les Français ont encore confiance dans la gauche pour sauver l'économie française », a-t-il déclaré, en précisant toutefois que « cela ne pourra pas durer longtemps, si la lutte contre le chômage ne porte pas ses fruits ».

● M. Michel François, chargé de mission à l'Elysée et premier secrétaire de la Fédération socialiste de l'Oise, estime que « le goût de la politique aueille le jugement » de M. François-Michel Gonnou (U.D.F.), adjoint du maire de Compiègne et conseiller régional de Picardie. M. Gonnou avait protesté, le 28 juillet (*Le Monde* du 30 juillet), contre l'attribution, par le bureau du conseil régional, d'une subvention de 50 000 F à une association qui se consacre notamment à l'alphabetisation des populations de l'Afghanistan et du Salvador et que préside M^{me} Danielle Mitterrand.

LA « COHABITATION » DANS LES GRANDES VILLES

Châtelleraut : le maître de musique
victime d'un contretemps

De notre envoyé spécial

Châtelleraut. — Le 20 mars dernier, la gauche, ici, sauvait l'honneur. Châtelleraut était la seule ville de plus de trente mille habitants qui n'avait pas élu à la droite, laquelle avait enlevé à la majorité une quinzaine de ces villes, au premier tour, le 13 mars. Le sursaut du second tour permettait de garder plusieurs grandes mairies menacées : la victoire de M^{me} Edith Cresson sur M. Jean-Pierre Abelin relevait ce soulagement d'une pointe de fierté, en montrant que la gauche à direction socialiste pouvait encore être séduisante dans une région traditionnellement gouvernée par un centre, qui, depuis ses défaites de 1977, n'avait pas su trouver de nouveaux chefs de file.

Il est vrai que M^{me} Cresson s'était battu pendant presque huit ans, contre Pierre Abelin, d'abord, puis, après la mort de celui-ci, en 1977, pour soustraire au fils la succession de son père. Dès l'élection législative partielle de 1975, M^{me} Cresson avait obtenu la majorité des voix sur la ville de Châtelleraut, et l'ancien ministre de la coopération avait dû sa réélection à la mairie, en mars 1977, à sa popularité, certes, mais surtout au fait que la liste de gauche était conduite par le P.C.F. En mars dernier, M^{me} Cresson dirigeait cette liste, et les communistes, qui avaient besoin de porter leur chef de file, M. Paul Fromont, au conseil régional, se mobilisaient en faveur de celle qui était, alors, ministre de l'Agriculture. Dans ces conditions, « c'est la victoire de l'opposition qui aurait été une surprise », estime M. Jean-Pierre Abelin.

Étonné ou sûr d'elle, voilà la gauche au pouvoir dans cette ville industrielle qui entoure un département et une région plutôt tournés vers l'agriculture et le tourisme. Étonnée, sans doute, de l'avoir emporté à contretemps, la gauche tire aussi une certaine assurance de la confiance que lui ont accordés les Châtellerautais : s'ils ont voté pour elle, contre la tendance nationale, c'est qu'ils attendaient d'elle un vrai changement. Ces deux sentiments transparaissent dans le comportement de la nouvelle municipalité depuis quatre mois.

Un sérieux orage

Le conseil municipal doit voter un crédit pour le voyage de trois de ses membres, avec leur conjoint, dans une ville anglaise avec laquelle Châtelleraut est jumelée. L'ordre du jour ne mentionne pas le montant de ce crédit : un journaliste s'en enquit à bonne source et le publie. Une note de service du premier adjoint au maire adjoint, alors, que seuls les élus sont habilités à fournir des informations aux journalistes. Ceux-ci s'étonnent. La note de service liberticide est reproduite par un hebdomadaire d'extrême droite. La gauche en conclut qu'elle a raison de se méfier.

Ces incidents donnent la mesure des conflits qu'a pu entraîner l'alternance. La transition n'a pas déchaîné de tempêtes. Le contrat d'un vacancier, chargé de l'information, n'a pas été renouvelé. L'information n'était pas le fort de l'ancienne municipalité, et la nouvelle, au vu de la voir, a des idées précises dans ce domaine. Au chapitre du personnel encore, il fallait un secrétaire gé-

PATRICK JARREAU.

● Le conseil général de la Corrèze, que préside M. Bouchetel (P.C.), a bien du mal à expédier les affaires courantes depuis que l'opposition est redevenue majoritaire à la faveur de l'élection partielle dans le canton de Donzenac (*Le Monde* du 31 mai).

Les séances de travail qui se sont déroulées les 27 et 28 juillet ont donné lieu à des affrontements assez vifs entre les conseillers de gauche minoritaires et les conseillers d'opposition conduits par M^{me} Chirac et Charbonnel (R.P.R.). La droite corrézienne a proposé l'annulation de récentes déclarations afin de réduire ou de supprimer, dans un souci d'économies, des postes administratifs créés depuis l'élection de M. Bouchetel à la tête de l'assemblée départementale.

D'autre part, M. Chirac et les deux sénateurs du département, M^{me} Mouly (gauche démocratique) et Belcour (R.P.R.) ont annoncé qu'ils vont déposer à l'Assemblée nationale et au Sénat une proposition de loi visant à modifier la loi de décentralisation. (Corresp.)

Le pasteur Mehl dénonce le corporatisme

L'hebdomadaire protestant *Réforme* publie dans son numéro du 30 juillet un éditorial du pasteur Roger Mehl, doyen honoraire de la faculté protestante de Strasbourg, intitulé « La France, un pays ingouvernable ».

Selon le pasteur Mehl, « indépendamment de la crise économique, qui est mondiale et dont personne ne voit l'issue, la France souffre de deux maux : l'un est d'ordre constitutionnel, l'autre est d'ordre sociologique ». Après avoir souligné que « la Constitution de 1958 nous a imposé le bipartisme », Roger Mehl écrit : « La stratégie électorale conduit à la formation de deux blocs, mais ce sont des blocs mal soudés et qui n'ont pas envie de se souder ». « Tout cela, ajoute-t-il, ne résulte pas (...) des jeux subtils et pervers des états-majors. Tout cela traduit au contraire le mécontentement des Français qui ne trouvent pas leur compte dans les blocs qu'on leur propose. Ceux qu'on appelle les « déçus du socialisme », qui, à l'heure actuelle, font baisser dangereusement la cote de popularité du président de la République et de son gouvernement, n'ont sans doute jamais été socialistes, ni même socialisants. Tout simplement, las de la politique giscardienne, de ses échecs et de sa suffisance, ils ne pouvaient faire autre

chose que de voter pour Mitterrand... »

Quant au « mal sociologique », M. Mehl constate que « les Français sont farouchement divisés, sans motifs idéologiques très apparents ». « Ils sont divisés, écrit-il, parce que la France est un agglomérat de corporations, et chacune d'elles ne pense à autre chose qu'à la préservation de ses « droits acquis » selon à leur extension ».

Le pasteur Mehl conclut : « Oui, c'est vrai, nous avons une Constitution qui n'a pas été taillée à notre mesure et qui ne permet pas aux différentes familles politiques de s'exprimer librement. Mais c'est peut-être un mal nécessaire, si nous voulons avoir un gouvernement stable et par suite efficace. Mais le corporatisme nous ronge plus profondément encore. Ceux qui rêvent de déstabiliser les institutions et ceux qui s'accrochent désespérément à leurs « droits acquis » souffrent du même mal : l'absence de civisme (...). Devant une crise sans précédent, devant l'effacement général du monde occidental lui-même, nous ne disposons que de l'arme des pauvres, le civisme ».

« Prenons-y garde : si nous ne consentons pas, comme des citoyens libres, à ce civisme, il nous sera un jour ou l'autre imposé. Or, un civisme imposé, cela s'appelle toujours appelé une dictature ».

Quarante-sept candidats
au concours de l'ENA
par la troisième voie d'accès

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a signé les arrêtés fixant la liste des candidats admis à se présenter aux concours d'entrée à l'ENA à la session qui commence le 12 septembre. Le ministre a suivi, sans les modifier, les conclusions de la commission présidée par M. Kerver, conseiller d'Etat, qui a examiné la recevabilité des demandes.

Pour la première fois, la troisième voie d'accès à l'ENA, instituée par la loi de janvier 1983, va donc s'ouvrir. Pour les dix postes à pourvoir, soixante-trois candidats avaient déposé un dossier : quarante-sept ont été retenus, parmi lesquels trois femmes. Vingt-cinq candidats (soit 53,2 %) sont domiciliés à Paris ou dans la région parisienne, et vingt-sept possèdent un diplôme supérieur au baccalauréat. L'âge moyen des candidats est de trente-sept ans dix-huit mois au 1^{er} janvier 1983, alors que la limite d'âge imposée est de quarante et un ans.

Ce sont surtout les responsables syndicaux, et principalement ceux appartenant à la C.G.T., qui ont profité de cette possibilité nouvelle d'accéder à la haute fonction publique. Trente-quatre candidats (soit 72,3 %) sont en effet des syndicalistes, alors que onze (soit 23,4 %) sont des élus locaux et deux (soit 4,3 %) des élus d'associations reconnues d'utilité publique.

Pour les deux autres concours - l'externe, réservé aux étudiants, et l'interne, réservé aux fonctionnaires -, on constate cette année une certaine évolution. Le gouvernement, par un décret de septembre 1982, a voulu encourager la promotion interne en facilitant l'accès à l'ENA à ceux qui sont déjà la fonction publique. Soixante-deux places sont mises au concours cette année, contre soixante-quatre l'année dernière. La limite d'âge a été portée de trente à trente-six ans, et il est exigé d'avoir effectué cinq années de service public effectif, ce qui écarte les « faux fonctionnaires », comme, par

ANDRÉ PASSERON.

ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement *Le Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Je m'abonne au *Monde* pendant les vacances pour
du au Versement joint

DRONT
Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01.47.27.22.33.71/354.45.47

TERRASSE FLEURIE
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS

*L'après-midi, je monte à Longchamp,
et le soir, je cours à la "Terrasse Fleurie".*

3, RUE DE CASTIGLIONE - 75001 PARIS - Tél. 260.37.80

NEUBAUER

Un choix considérable
de Peugeot-Talbot
en livraison immédiate

PRIX SPÉCIAUX
derniers modèles 1983

M^r GUILLOUX - 821-60-21

NEUBAUER

Un choix considérable
de Peugeot-Talbot
en livraison immédiate

PRIX SPÉCIAUX
derniers modèles 1983

M^r GUILLOUX - 821-60-21

SCIENCES

ARCHITECTES

LA QUESTION ARMÉNIENNE ET LE TERRORISME

Un appel pour la reconnaissance par l'ONU du génocide de 1915

Plusieurs personnalités viennent de publier un manifeste pour la reconnaissance par l'ONU du génocide des Arméniens. Ce texte a été signé par MM. Maxime Rodinson, Jacques Derrida, Gérard Chazotte, Yves Ternon et Pierre Vidal-Naquet. Les signataires déclarent :

Dès la signature, le 26 juin 1945, à San Francisco, de la Charte des Nations-unies, l'Organisation entame la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la commission des droits de l'homme est saisie d'un projet de convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui sera adopté, par l'Assemblée générale, le 9 décembre 1948.

Or cette convention, qui a force de droit depuis son adoption et sa ratification par la plupart des États membres de l'ONU, est demeurée à ce jour purement académique. La Cour criminelle internationale prévue par cette convention n'a jamais vu le jour.

Au surplus, la convention du 26 novembre 1948 sur l'imprescriptibilité du crime de guerre et du crime contre l'humanité, est également ignorée et n'est pas devenue un instrument effectif de droit international.

Cette carence et le silence des États font que les déportations et les massacres nement au génocide des Arméniens sous le gouvernement des Jeunes-Turcs en 1915-1917 ne

sont toujours pas reconnus - et, à plus forte raison, moralement sanctionnés - par l'ONU. Mieux, le simple rappel de l'existence de ce génocide a provoqué, entre 1973 et 1979, l'opposition active de l'État turc qui a réussi à en faire disparaître la mention lors de la préparation, par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, d'un rapport sur « la prévention et la répression du crime de génocide ».

Les Arméniens se trouvent dans la situation qui serait celle des Juifs si l'État allemand déniait, depuis 1945, la réalité du génocide perpétré par les nazis.

Le terrorisme qui a attiré l'attention sur ce génocide ne saurait y apporter de réponse.

Les États démocratiques accompliraient un acte de justice élémentaire en portant devant l'ONU la question du génocide des Arméniens, ce qui ne modifierait en rien les alliances stratégiques basées sur des intérêts mutuels, mais contribuerait à ne pas encourager, par le silence, d'autres crimes contre l'humanité.

Le cas des Arméniens n'est pas isolé et, à chaque fois, sauf s'il s'agit d'un État vaincu, comme à Nuremberg, la carence des institutions internationales est patente. Il est temps, à cet égard, que soit créée une cour criminelle internationale qui contribuerait à moraliser les relations internationales.

TÉMOIGNAGE

Où sont passés les « seigneurs » ?

M^{me} Nicole Kasbarian, de Paris, qui précise qu'elle est « née en 1936 », nous a adressé un témoignage dont voici les passages essentiels :

Si je n'ai jamais tiré vanité de mes origines, je n'en étais pas fière non plus, il s'en faut. L'Arménie, en langue arménienne, se prononce phonétiquement Hovastan. Traduction : « Pays des seigneurs ».

Mais où sont passés ces seigneurs ? De quoi se composent les membres de l'ASALA, sinon de « seigneurs » ? A cause de leur folie homicide, nous avons perdu notre honneur, nous avons perdu le droit d'être fiers de notre race. Après les événements tragiques d'Orly, pouvons-nous encore garder la tête haute ?

Je suis née dans une ville universitaire, j'ai vécu entourée de Français dont nous étions amis. Très vite, la langue française prit le pas sur la langue maternelle dont la pratique me manquait.

J'ai pris mon essor au milieu de Français. Tout au long de ma vie, je n'ai eu qu'à me louer de la coexistence de leur amitié, de leur générosité, de leur dévouement sans limites. C'est auprès d'un couple d'amis français,

dans un coin de Dordogne, que j'ai appris le drame d'Orly.

Qui peut comprendre ce qui se passe alors dans la peau d'une Française d'origine arménienne qui aime profondément la France, terre d'adoption de ses parents qui ont vécu douloureusement le génocide de 1915 ?

Cessons de pleurer nos morts, nous ne les ferons pas revenir.

Où, le génocide aurait dû être reconnu.

Où, le Traité de Gènes de 1920 reconnaissant l'indépendance de l'Arménie n'aurait jamais dû être dénoncé. Ce fut un manquement grave. L'ensemble du peuple arménien s'est senti trahi.

Il n'est pas que je condamne les extrémistes terroristes de l'ASALA qui n'ont eu pitié ni des Arméniens résidents en Turquie, ni des Arméniens réfugiés en France, ni des Français d'origine arménienne.

Au nom des Arméniens de France, je demande pardon pour ce crime irréparable de certains de nos compatriotes. Nous avons perdu notre cause et le droit au respect.

DÉFENSE

Fausse alerte à la bombe.

A la suite d'une alerte à la bombe, samedi 30 juillet, vers 9 heures 30, revendiquée par téléphone au nom de l'ASALA, deux avions de la compagnie Air Inter, à destination de Brest et d'Hyères, se sont posés respectivement à Rennes et à Lyon-Satolas. Les passagers ont dû quitter les appareils qui ont été fouillés et qui ne sont repartis qu'une heure plus tard. Ce même jour, une autre alerte à la bombe émanant d'un correspondant anonyme se réclamant de l'ASALA visait l'aéroport de Lille-Lesquin. L'aéroport où se trouvaient six cents personnes a été évacué et le trafic a été interrompu pendant plusieurs heures. D'autre part, un feu s'est déclaré dans la nuit de vendredi 29 à samedi 30 juillet sur la zone industrielle de l'aéroport d'Orly dans le secteur d'Air Inter. Ce feu qui n'a provoqué que des dégâts peu importants pourrait être, selon les enquêteurs, d'origine criminelle.

SCIENCES

La première mission du laboratoire spatial européen Spacelab n'aura lieu que le 28 octobre, soit avec un retard d'un mois environ sur le calendrier initialement prévu. La raison de ce report tient aux difficultés que la NASA rencontre avec le fonctionnement de son satellite géant de télécommunications (T.D.R.S.) indispensable pour transmettre l'énorme volume de données scientifiques que fourniront les expériences de Spacelab. Ce laboratoire emporté par la navette spatiale américaine au cours de son neuvième vol devra rester une semaine en orbite.

Accord aéronautique entre la Grèce et la France.

Un accord a été signé entre l'entreprise grecque aéronautique (E.A.B.) et la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) pour la réparation en Grèce des réacteurs des avions militaires de type Mirage utilisés par l'Irak, la Jordanie et le Koweït. Signé dans le cadre des accords intergouvernementaux entre la France et la Grèce, ce contrat est d'une durée de quinze ans et donne à l'E.A.B. la possibilité de réparer des réacteurs de Mirage provenant d'autres pays. C'est la première fois que la SNECMA autorise la réparation de ses réacteurs par un pays tiers. (A.F.P.)

Coopération européenne pour la fabrication d'un lance-roquettes.

Un accord portant sur la création d'une société chargée d'organiser la fabrication sous licence en Europe d'un lance-roquettes multiple (M.L.R.S.) pour multiple launch rocket system, destiné aux armées européennes a été signé, le 25 juillet, entre quatre sociétés françaises, britannique, italienne et allemande, a annoncé vendredi 29 juillet, la société française Aérospatiale. La nouvelle société, de droit allemand, aura son siège à Munich (R.F.A.). Elle sera chargée d'organiser l'industrialisation et la commercialisation du système d'armes dont les partenaires européens se répartiront la fabrication des différents éléments. Une vingtaine de pays étrangers auraient déjà manifesté leur intérêt pour ce nouveau type d'arme.

ARCHITECTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e 342.21.32

NOUVELLES MENACES DU GROUPE « ORLY » A TÉHÉRAN

Téhéran (A.F.P.) - Un correspondant anonyme se réclamant du groupe arménien « Orly » a revendiqué le 31 juillet, à Téhéran, une tentative d'enlèvement visant un diplomate français non identifié, dans un quartier du nord de la capitale iranienne.

Dans un appel téléphonique au bureau de l'A.F.P. à Téhéran, un correspondant anonyme à l'accent arménien a déclaré : « Nous aurions pu facilement l'exécuter. Nous avons démontré que nous pouvons exécuter n'importe quel diplomate français dans le monde à n'importe quel moment. (...) Lors de la prochaine opération nous n'épargnerons aucun des représentants du gouvernement français dans aucun pays. » Le correspondant a terminé son communiqué par les mots suivants : « Vive les prisonniers arméniens dans les bastilles en France. Mort à ceux qui soutiennent le régime fasciste de Turquie. »

Selon l'ambassade de France, un Français titulaire d'un passeport de service circulait en voiture dans le quartier en question. Interrogé par l'A.F.P., ce Français a déclaré qu'il ne s'était pas rendu compte de l'existence d'une éventuelle menace.

Joué matin, le groupe « Orly » avait menacé de tirer à la roquette contre l'ambassade de France à Téhéran dans un délai de quarante-huit heures. La menace n'avait pas été mise à exécution.

Le groupe « Orly » a déjà revendiqué trois attentats réussis et une tentative avortée contre des objectifs français à Téhéran. Toutes ces revendications et ces menaces ont été faites auprès du bureau de l'A.F.P. à Téhéran.

ARRÊTÉ AU MONT-DORE

Un légionnaire déserteur est soupçonné d'avoir commis quatre meurtres

Un déserteur de la Légion étrangère, Pascal Blanc, vingt-trois ans, a été arrêté dimanche 31 juillet au Mont-Dore (Puy-de-Dôme). Il est soupçonné d'avoir commis quatre meurtres dans le centre de la France depuis un an, dont ceux de jeunes Naacfiens trouvés assassinés dans le bois de Palloffe (Ardèche) au mois d'avril.

Ce sont les gendarmes de Clermont-Ferrand qui ont procédé dimanche en début de soirée à l'arrestation de Pascal Blanc. Celui-ci, qui s'était installé peu de temps auparavant dans un camping proche du Mont-Dore, a été appréhendé dans un square de la ville où il prenait le frais. Les gendarmes qui avaient été mis sur sa trace par un renseignement parvenu quelques temps auparavant, ont attendu qu'il quitte le camping car l'homme est considéré comme dangereux.

Pascal Blanc a avoué lundi matin avoir tué au mois de juillet dernier la directrice d'un foyer de jeunes en difficulté, Mme Michelle Petit, quarante-deux ans. Il y a quelques années, Pascal Blanc avait été pensionnaire de ce foyer situé à Crevant-Lavigne (Puy-de-Dôme). Employé quelque temps dans une entreprise de Clermont-Ferrand, Pascal Blanc, qui est né le 20 mai 1960 à Bruny (Essonne), était entré ensuite dans la Légion étrangère à Calvi. Il avait déserté il y a un an environ.

MÉDECINE

Le commissaire de la République de l'Orne a annoncé l'attribution à l'hôpital d'Alençon des quarante-trois postes supplémentaires jugés indispensables au fonctionnement du service d'urgence et de réanimation. La revendication de ces quarante-trois postes par le personnel s'était traduite à l'hôpital d'Alençon par une série de grèves au cours des semaines écoulées (le Monde du 5 et du 27 juillet). (Corresp.)

TENNIS
entraîneurs et arbitres
tous niveaux
aux portes de Paris
Tél: 626.02.22 (4 lignes)
31, av. du Général de Gaulle, Paris 12^e

Le gouvernement veut restreindre la vente et la détention des armes de poing et de certaines carabines

Un projet de décret réglementant plus sévèrement la vente et la détention des armes de poing et de certaines carabines est actuellement à l'étude et devrait être proposé dans quelques semaines.

Ce projet de décret est préparé par le ministère de la Défense, à l'initiative du ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre. Il prévoit de renforcer non seulement la réglementation des armes de poing, mais également les formalités de déclaration de certaines carabines à plusieurs coups, actuellement en vente libre.

M. Gaston Defferre, qui se trouvait le 30 juillet à Sommières (Gard) à l'occasion d'un hommage rendu à Pierre Mendès France, a souligné que cette nouvelle réglementation « ne concernait en aucun cas les fusils de chasse ».

Ainsi, quelques semaines après que le ministre de la Défense a évoqué cette réforme (le Monde daté 5-6 juin), le ministère de l'Intérieur confirme qu'un texte est prêt. Toutefois, dans le communiqué diffusé par les services de M. Hornu au mois de juin, allusion était faite à une réglementation touchant non seulement aux armes de poing et aux carabines de calibre 22 long rifle, mais aussi aux fusils dits « à pompe » (armement par sous-garde), qui sont souvent utilisés à la chasse pour les tirs rapprochés.

Chaque accident dû à une arme, chaque mort due à un coup de feu, ne manque pas d'amener le grand public à se poser une question : comment se fait-il qu'il soit si aisé de se procurer ou de détenir une arme en France ? En réalité, le régime des armes est soumis à une réglementation très stricte.

Par millions...

La réglementation actuelle, qui date, pour le fond, d'avril 1939, a connu, au cours des années et des conjonctures politiques, plusieurs modifications. Elle prévoit essentiellement deux groupes d'armes : celui des matériels de guerre et de munitions, et celui des armes et munitions non considérées comme matériels de guerre.

Le premier groupe connaît trois catégories :

Première catégorie : armes à feu et leurs munitions conçues pour ou destinées à la guerre ;

Deuxième catégorie : matériels destinés à porter ou à utiliser au combat les armes à feu ;

Troisième catégorie : matériel de protection contre les gaz de combat et produits destinés à la guerre chimique ou incendiaire.

Le deuxième groupe, qui vise les armes et munitions non considérées comme matériels de guerre, comprend cinq catégories :

Quatrième catégorie : les armes à

feu dites « de défense » et leurs munitions ;

Cinquième catégorie : les armes de chasse et leurs munitions ;

Sixième catégorie : les armes blanches ;

Septième catégorie : les armes de tir, de foire et de salon ;

Huitième catégorie : les armes historiques et de collection.

L'acquisition, la détention, le transport, la transmission ou la cession d'armes ou de munitions de la première et de la quatrième catégorie sont interdites, sauf cas exceptionnels.

L'acquisition d'armes des autres catégories est soumise à enregistrement et à contrôle. En outre, il faut savoir que le législateur, pour classer telle ou telle arme dans telle ou telle catégorie, s'est souvenu de l'encadrement de l'arme, en distinguant armes d'épaule, difficiles à dissimuler, et armes de poing, plus facilement camouflables. Il s'est aussi inquiété du calibre du canon, du système de percussion et du nombre de balles contenues dans le chargeur.

Ces distinctions sont fondées. Ainsi est-il très rare qu'une arme de chasse serve - sauf si l'on s'agit des canons et la crosse du fusil, ce qui risque d'entraîner des inconvénients pour le tireur - à des attaques à main armée.

Il en est de même pour les armes de foire, de tir ou de salon et les armes de collection. Ces armes sont généralement encombrantes, donc

visibles, voire peu efficaces. En revanche, on leur doit de nombreux accidents, des suicides, et, dans la liste de ces armes, certaines de petit calibre peuvent tout de même tuer. C'est le cas des 22 long rifle, notamment.

Les armes les plus couramment utilisées par la police sont les armes de guerre (première catégorie), et personne n'ignore que les truands ne se soucient guère de se procurer légalement ce type d'armes. Les vols dans les armuriers ou les casernes - sur les bases américaines de R.F.A. notamment, - la contrebande, sont bien plus profitables. Les ventes se font sans grande difficulté dans les officines qui recueillent les quartiers mal famés des grandes villes.

On ajoutera à cela que, durant la dernière guerre, des dizaines de milliers d'armes ont été parachutées sur les maquis, dans toute l'Europe, que des dizaines de milliers d'armes ont été « récupérées » sur les troupes allemandes en retraite. Aussi est-il bien difficile de savoir combien d'armes à feu de première ou de quatrième catégorie, celles précisément qui sont le plus souvent utilisées par les criminels « de métier », sont illégalement en circulation en France.

En revanche, on estime à une dizaine de millions de fusils de chasse ou de carabines de tir le nombre des armes détenues légalement par les Français.

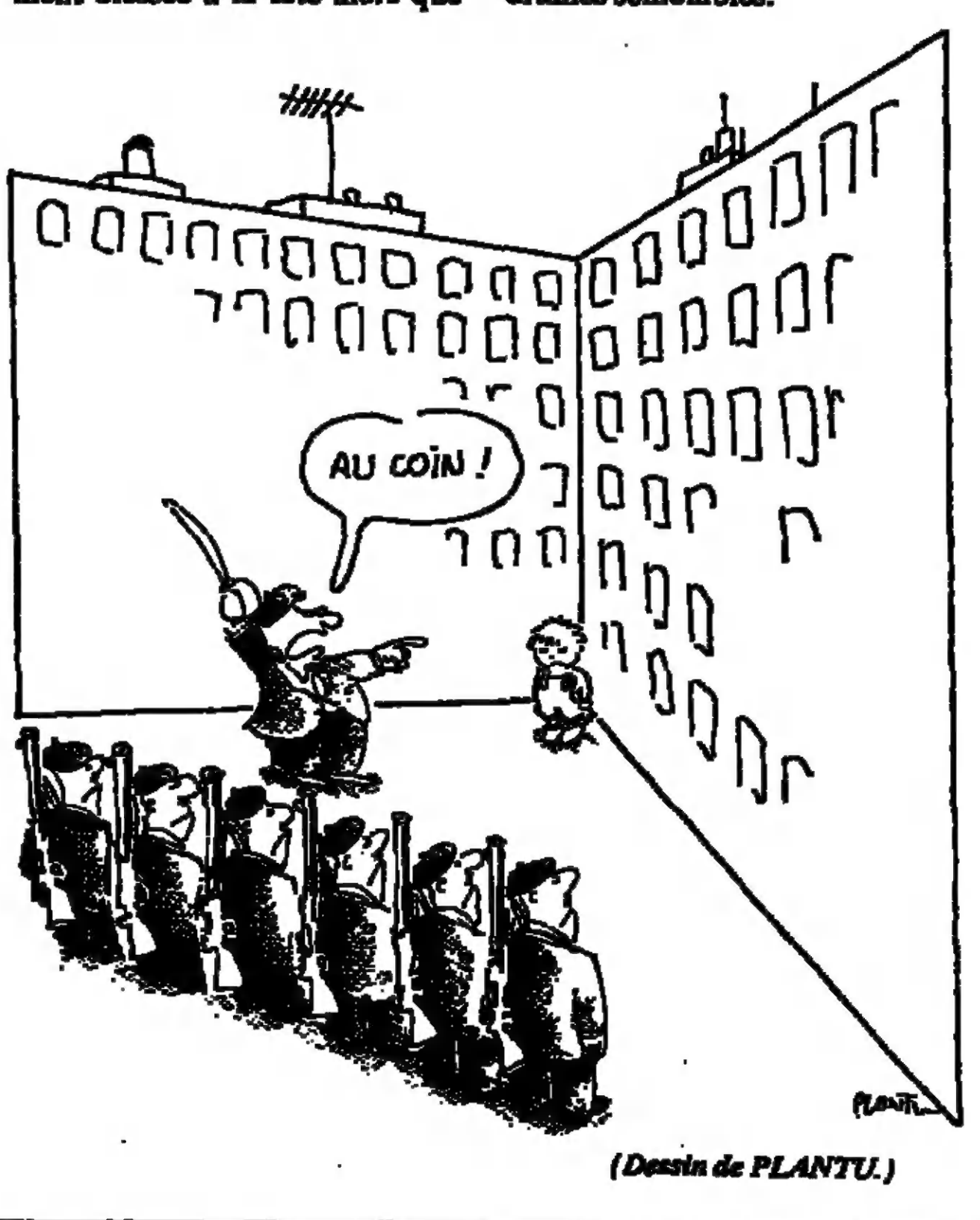
C. L.

Le « cow-boy » de Saint-Denis

Deux enfants ont été les victimes d'une nouvelle agression armée, dimanche 31 juillet après-midi, à la cité F.L.M. de la Courtille, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Un homme de trente-cinq ans, M. Robert Tavet, excédé semble-t-il par le bruit, a tiré avec sa carabine 22 long rifle sur Laura, neuf ans, et Paulo, dix ans, qui jouaient au pied des immeubles de la cité. Laura a été atteinte au front et à une jambe. Paulo a un bras. Les enfants ont été immédiatement conduits à l'hôpital Delafontaine. Leur état est jugé satisfaisant mais exige une hospitalisation.

M. Tavet, qui s'occupait de sa mère, invalide, l'aurait également blessée à la tête alors que celle-ci essayait de l'empêcher de se servir de son arme. Surnommé « le cow-boy » par les habitants de la cité de la Courtille parce qu'il porte habituellement un chapeau et un ceinturon, il a été arrêté et placé en garde à vue. La police a découvert quatre pistolets à son domicile. M. Tavet a, semble-t-il, utilisé dimanche des cartouches garnies de grenaille.

Le 28 juillet déjà, une agression armée similaire avait eu lieu à Saint-Denis, à la cité des Francs-Moisins. Un enfant de huit ans avait été touché par une balle (le Monde du 30 juillet). Depuis un mois, deux jeunes ont été tués et plusieurs grièvement blessés lors de drames semblables.



(Dessin de PLANTU.)

Une manifestation contre les « crimes racistes ». - Près de quatre cents personnes ont participé, samedi 30 juillet, à une « manifestation contre les crimes racistes », organisée, à Paris, par l'Association des travailleurs algériens en France, du métro Mémorial au boulevard Barbès. En tête du cortège, quelques femmes brandissaient des photos d'enfants morts et demandaient « le châtiment des tueurs ».

Les slogans repris par les manifestants dénonçaient « le climat raciste créé de toutes pièces par la droite », « en prenant à M. Chirac et appelant à l'unité de tous les travailleurs pour l'égalité des droits ». Les organisateurs ont empêché un groupe de manifestants gauchistes de déployer une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Filles hors des syndicats ».

Le Monde

sports

SPORTS ÉQUESTRES

Les championnats d'Europe de saut d'obstacles Apothéose suisse

Disputé du 28 au 31 juillet en Grande-Bretagne, à Hickstead (Sussex), sur les terres de l'honorable Douglas Dunn, roitelet évidemment bien doté d'un petit État dans la nation, le championnat d'Europe de saut d'obstacles aura confondu les amateurs de pronostics les plus écoulés. Jusqu'à la presse britannique, pourtant peu tendre pour tout ce qui n'est pas made in England, qui saluait par avance la victoire des Français dans la Coupe des nations, l'épreuve reine courue vendredi 29 juillet par une chaleur étouffante, onze pays s'alignant au départ.

Or la France n'a pu mieux faire que de se classer cinquième, les Suisses, rompus à tous les grands chocs et leurs nerfs laissés aux écuries, triomphant devant les Britanniques, puis les Allemands de l'Ouest, et les Pays-Bas qui soufflent la quatrième place à la formation française.

Une première explication à cet échec de la France peut être risquée. L'équipe pechait, semble-t-il, par son absence d'homogénéité. Sur les quatre cavaliers engagés, Frédéric Cottier (Flambeau), Michel Robert (Grand Cœur), Pierre Durand (Jappeloup), Philippe Rozier (Jiva), les deux derniers cités, au rebours des premiers, manquant d'expérience internationale, le talent ne leur était pas dénié. Philippe Rozier, vingt ans, apparemment impressionné par l'importance de l'enjeu, se payait huit points à chacun des tours. Pierre Durand, après un bon début, quittait la piste avec huit points de pénalisation. Dans une épreuve d'aussi haut niveau, une seule faute peut être fatale, ce qui prouve les progrès énormes réalisés en dressage.

Et les anciens de l'aventure, qu'ont-ils fait ? Beaucoup mieux pour l'un, Frédéric Cottier, réalisant la performance sur l'incassable Flambeau de boucler les deux tours avec seulement quatre points de pénalisation. Contre toute attente, la découverte nous vint de Michel Robert, pilier de l'équipe et subtil tacticien. Trop subtil peut-être : il se payait trois perches au premier tour, une au second. C'était écarter les Français de toute chance à la couronne. Mais ne piétons pas l'infortuné, offrons plutôt à la curiosité de l'amateur cette réflexion du cavalier de Grand Cœur qui en dit long sur l'inconstance des chevaux, fussent-ils les mieux élevés. « En fait, déclarait Michel Robert, l'étrier à peine déchaussé, quand je l'amène trop bien en équilibre, mon cheval se néglige : alors au second tour, tirant la leçon de ses fautes, je l'ai mis dans une situation difficile et ça a marché ».

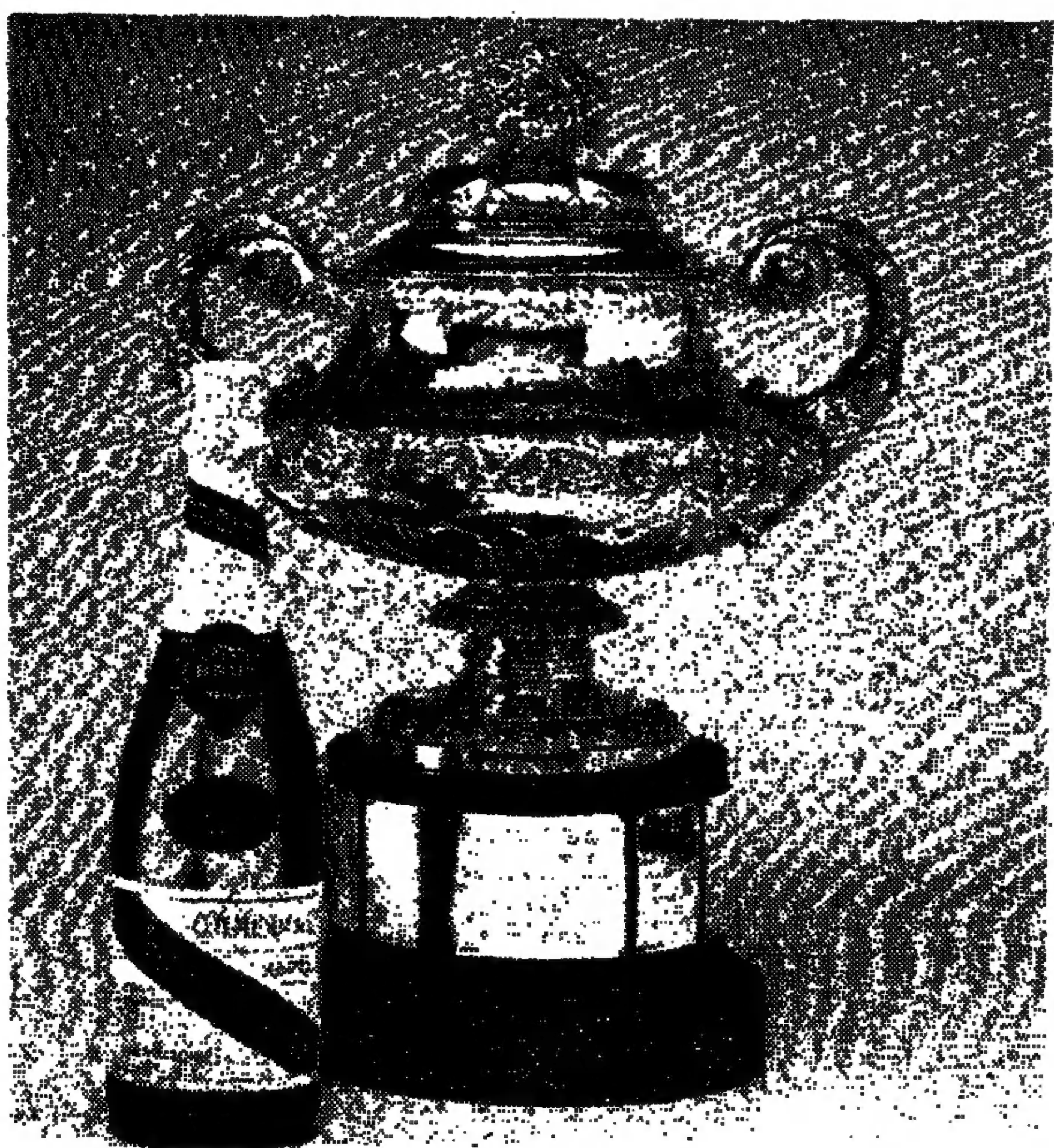
ROLAND MERLIN.

FRANCE 3/COINTREAU

UN COCKTAIL AU GOÛT DE DÉFI

SPONSOR OFFICIEL DU DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMÉRIQUE.

CHAMPAGNE MUMM ADMIRAL'S CUP



WORLD CLASS

VOILE

L'Admiral's Cup et L'America Quand la France se disperse

France 3 a été écarté de la Coupe de l'America avec une célérité et une netteté qui en surprendront beaucoup. Le bateau français risquait même d'être définitivement éliminé ce lundi 1^{er} août, en cas de nouvelle défaite contre l'Australien Challenge 12. L'opinion se réjouit de voir nos équipages et nos solitaires se distinguer dans les grandes épreuves transatlantiques. Mais nous demeurons surclassés dans des confrontations internationales aussi prestigieuses que la Coupe de l'America et l'Admiral's Cup.

La Coupe de l'America, le Yacht Club de New-York la déient depuis 1851. On nous a assuré que la supériorité des États-Unis s'amenait sans cesse. C'est vrai, à certains égards. On a ajouté que la victoire pouvait se trouver à notre portée, si le défi français s'appuyait sur un vaste effort national. Plus récemment, on nous a affirmé que France 3, peu convaincant lors de ses premières sorties, ne cessait de s'améliorer au fil des jours.

On sait ce qu'il en est. Sur sept candidats au titre de challenger, il se classe avant-dernier. Loin d'inquiéter les États-Unis, nous sommes distancés par l'Australie, en vedette, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Italie.

Ce bilan peu exaltant ne surprend guère ceux qui s'intéressent à la façon dont les États-Unis, et l'Australie, préparent la Coupe. L'argent et le temps qu'ils consacrent à cette entreprise, leur richesse en spécialistes comme en expérience, sont sans commune mesure avec ce dont nous disposons.

Si bon barreur que soit Bruno Troublé, si amélioré que puisse être France-3, ils ne peuvent rien contre les machines de guerre qu'ils affrontent. Un défi français ne se justifie que s'il a quelque chance d'accéder au duel final avec le défendeur. Ce n'est pas le cas.

Parmi les handicaps dont souffre la France, le plus lourd pourrait bien être le suivant : nous ne possédons qu'un seul 12 mètres de jauge internationale (mesurant en fait 20 mètres, avec onze hommes à bord), alors que les États-Unis et l'Australie se permettent de choisir entre plusieurs voiliers rivaux, très affûtés. En Amérique, la sélection nationale pose souvent plus de problèmes que la finale elle-même ! A elle seule, la rivalité qui oppose la Californie à la côte est porte le débat au plus haut niveau.

Les États-Unis disposent de moyens considérables et de spécialistes exceptionnels. Dennis Conner, qui a mené à la victoire Freedom en 1980 et qui va sans doute être appelé au même honneur avec Liberty, fait figure de géant. Il passe plus de la moitié de son temps sur l'eau et choisit ses équipiers parmi deux cents volontaires expérimentés. Cette année, les Américains sont armés jusqu'aux dents. Déjà, en finale, ils avaient remporté deux

YVES ANDRÉ.

CANOE-KAYAK

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE Des Français sans médaille et sans bassin

Correspondance

Tampere. — La ville finlandaise de Tampere a accueilli pendant quatre jours, du 28 au 31 juillet, les championnats du monde de canoë-kayak en ligne. Cette discipline est dominée depuis plusieurs années par la République démocratique allemande. Celle-ci s'est encore imposée dans les courses de vitesse (500 m et 1 000 m) sur les différents types d'embarcations. Elle a conquis sept des treize titres attribués, délaissant les épreuves de fond sur 10 000 m parce qu'elles ne sont pas inscrites au programme olympique.

La France a démontré ses capacités en se qualifiant pour sept finales de vitesse et en étant privée d'une médaille sur 10 000 mètres en kayak, où Philippe Boccard a été victime d'une non-observation du règlement par deux des trois concurrents qui l'ont précédé. A un an des Jeux olympiques, ces résultats sont prometteurs.

Sur les bords du Kaukajärvi, un joli plan d'eau dentelé de sapins au bord de Tampere, Marcel Venot, le président de la Fédération française de canoë-kayak, Daniel Curil, le directeur technique national, et Jean-Paul Gars, l'animateur fédéral de la course en ligne, scrutent en vain l'horizon des médailles. Il est bouché. Ils comptent bien le décaler alors que les championnats s'achèvent, en portant une réclamation justifiée contre les adversaires de la France, le kayak sur la vague du vainqueur norvégien Rasmussen.

Le règlement interdit en effet de se placer dans le sillage d'un bateau concurrent, car on se trouve alors littéralement porté par le rouleau d'eau comme une planche de surf. Respectant un autre point du règlement, les plaignants déposent un billet de vingt-cinq dollars dans la corbeille du jury international, composé davantage de diplomates que de défenseurs de l'équité sportive. Le résultat des délibérations ne surprend pas : les pontes de la Fédération internationale préfèrent contenter l'U.R.S.S. et la Yougoslavie, dont le poids dans ce milieu est supérieur à celui de la France.

Le « cocorico » ne retentira pas. Or il est toujours bon de l'entendre, surtout dans une épreuve concernant des sports de l'ombre. L'écho aurait été renvoyé sur les bords de la Seine, serait tombé dans les oreilles des autorités et aurait ainsi sans doute aidé à faire avancer certains dossiers, dont celui de la création d'un bassin olympique.

Dépendance

Si les « cistes » (pratiquants du canoë) et kayakistes de la majorité des pays représentés à Tampere possèdent une installation de ce genre où ils peuvent tranquillement se préparer, les Français évoluent parfois autour des planches à voile ou sous les lazis des pêcheurs sur des plans d'eau où ils vivent sous la dépendance, même si elle est amicale, de leurs gestionnaires. La timidité des gens de cette « fédération de copains », explique sans doute que cette revendication n'a jamais pris un côté spectaculaire. Ils en parlent.

LIBERT TARAGO.

Les résultats

Athlétisme

RECORD DU MONDE

Le relais 4 x 100 mètres féminin de la République démocratique allemande, composé de Silke Glotch, Maria Koch, Ingrid Auerswald et Marlies Göhr, a amélioré de 7/100 de seconde le record du monde en remportant 41 secondes 53/100, le 31 juillet à Berlin-Est.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Dans le cadre de la semaine fédérale, le Nivernais Jean-François Bernard est devenu champion de France des routiers amateurs, le 31 juillet à Wintzenheim (Alsace), après une échappée solitaire de 163 kilomètres. Jeannie Longo a obtenu son cinquième titre national féminin sur route.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième division)	
(Deuxième journée)	
GROUPE A	
Nice b. Béziers	3-0
Angoulême b. St-Etienne	2-0
Grenoble b. Metz	3-1
Beaune b. Montpellier	4-0
Alès b. Gueugnon	0-0
Cusazeaux b. Limoges	0-0
Libourne b. Caen	2-0
Thonon et Lyon	1-1
La Roche-sur-Yon b. Marseille	2-0
Exempt : Villefranche	
Classement. — 1. Grenoble, 4 pts ; 2. Nice, Gueugnon, Limoges, 3 pts ; 3. Beaune, St-Etienne, La Roche-sur-Yon, Angoulême, Villefranche, Libourne, Thonon, Caen ; 4. Montpellier, 2.	
GROUPE B	
Racing C.P. b. Valenciennes	3-0
Reims b. Le Havre	2-0
Mulhouse b. Quimper	2-1
Abbeville et Orléans	0-0
Tours b. Châteauroux	4-1
Stade Français et Angers	1-1
Dunkerque et Guingamp	0-0
Sedan b. Roubaix	2-0
Red Star et Montceau	1-1
Classement. — 1. Racing C.P., 1 pt ; Reims, Tours, Mulhouse, 4 pts ; 3. Orléans, Stade Français, Guingamp, 3 pts ; 4. Sedan, Le Havre, Valenciennes, 2.	

Voile

LA COURSE DU FIGARO

La deuxième étape de la course en solitaire du FIGARO, disputée sur 340 milles entre Kinsale (Irlande) et Crozon-Morvan (Finistère), a été gagnée en 47 heures 27 min. 14 sec. par Lionel Péau (Hilachi) qui a devancé Henard (F.R.G. Bonjour) de 5 min. 36 sec. et Fournelle (Mater-Lignes) de 7 min. 37 sec. Au classement général provisoire, Péau précède Founelle (Finistère-Morvan) de 30 min. 47 sec. et Henard (Sous-Vêtements Caddy) de 33 min 51 sec.

MOTOCYCLISME

Première pour la « Pernod » à Sylvestone

Disputé le 31 juillet à Sylvestone, le Grand Prix de Grande-Bretagne de vitesse a été marqué par une grande première : la victoire en 250 centimètres cubes d'une moto de conception et de fabrication 100 % françaises, la « Pernod », mise au point en 1981 par Jean Bidalot et pilotée par Jacques Bolle. Cette moto avait effectué sa première sortie en compétition, le 3 mai 1981, au Grand Prix d'Allemagne où elle avait été confiée à Thierry Espié. Son moteur est un bicylindre deux temps de 250 centimètres cubes placé face à la route, dit « carré », à cylindres et culasses indépendants en alliage d'aluminium, incliné de 35 degrés vers l'avant.

Ces succès français ont été complétés dans la même course par la deuxième place de Thierry Espié au guidon d'un Chevallier (bloc propulseur Yamaha reconstruit par Alain Chevallier, un artisan de Vendôme) et par la troisième place de Christian Sarron sur Yamaha.

L'épreuve reine, la course des 500 centimètres cubes, gagnée par l'Américain Kenny Roberts sur Yamaha devant Freddy Spencer sur Honda, qui reste en tête du classement provisoire du championnat du monde, a été endeuillée par la mort de l'Irlandais Norman Brown et du Suisse Peter Huber qui se sont percutés. Brown est décédé sur le coup, tandis que Huber est mort un peu plus tard à l'hôpital.

ESCRIME

L'or pour les épéistes français

Les escrimeurs français ont dû attendre la dernière épreuve des championnats du monde, qui ont pris fin le 30 juillet à Vienne, pour remporter leur première médaille. Malgré l'absence de leur leader Philippe Riboud, Olivier Lenglet, Michel Salles, Jean-Michel Henry et Philippe Boisse ont réussi l'exploit de conserver leur titre mondial par équipes à l'épée en battant en finale les Allemands de l'Ouest par 9 victoires à 7 après plus de trois heures d'assauts.

Ce résultat un peu insipide relègue au second plan l'échec des fleuretistes, surtout au niveau de l'équipe masculine. Il y a incontestablement un problème d'entraînement, a reconnu Jean-Michel Oppendek, le directeur technique national de l'escrime. Les fleuretistes n'ont pas assez travaillé, à l'inverse des autres équipes. Leur volume de travail sera augmenté.

Ces championnats, où la France a pris la quatrième place dans la Coupe des Nations derrière l'Italie, la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique, auront donc confirmé la valeur actuelle des épéistes, les progrès des sabreurs et les inquiétudes au niveau des fleuretistes à un an des Jeux olympiques de Los Angeles.

INFORMATIONS « SERVICES »

CANOE-KAYAK

LES CHAMPIONNATS DU MONDE

Francis sans médaille et sans bassin

Correspondance

Le 25 août 1983, les championnats du monde de canoë-kayak ont débuté à Tampere, en Finlande. Les Français ont obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis, le meilleur français, a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë. Francis a obtenu une médaille d'argent en kayak à deux, mais aucune en canoë.

TROISIÈME AGE

Vieillesse et droit au travail

La retraite à soixante ans, c'est une grande conquête sociale selon les uns, jumelée à un grand gâchis humain pour d'autres ; parce que l'abaissement à soixante ans du seuil de la retraite a fait descendre d'autant les autres seuils de cessation d'activité. Aujourd'hui, c'est des cinquante ans qu'il faut s'attendre au risque de devoir quitter son emploi. Les cadres âgés de quarante-cinq ans disent eux aussi sentir la menace les guettant.

La Fondation nationale de gérontologie ne pouvait rester indifférente à un tel phénomène. Un de ses numéros de *Gérontologie et Société*, intitulé « De nouveaux insectes », est consacré à ceux qu'on appelle « préretraités », par ce mot, mais injustement, car ils reçoivent de statut très divers (licenciés, démissionnaires, bénéficiaires de contrat de solidarité, etc.) et transitoires avant d'atteindre le seuil de la « retraite ».

On ne pourra plus ni faire du maintien de l'emploi le seul objectif, ni continuer à lier aussi étroitement couverture sociale et exercice d'une activité économique, affirme M. Paul Palliat dans son éditorial, « Le décalage de la vie en sections franches répond de moins en moins aux besoins d'une société en mutation ». « La pesanteur sociologique s'oppose à elle à la profondeur de la réflexion ? », s'interroge-t-il, si l'on en croit : la faible durée que nous consacrons aux formules de statut multiple et réversible (périodes d'activité à temps partiel) ou les passages progressifs d'une phase à une autre ?

C'est pourtant bien la proposition que soutient M. Pierre Laroque, dans un article qu'il a appelé « Le coût social et humain de l'inactivité après cinquante-cinq ans ». Il regrette qu'une modification du volume des activités « réduise » aux salariés qui craignent de voir diminuer prestige, gain et niveau de vie, et que les formules de retraite progressive, combinant pendant quelques années l'exercice d'une activité à temps partiel et la perception d'une pension complète, aient connu jusqu'à présent si peu de succès.

Il est vrai que la période de transition est mal vécue, même si quelques « préretraités », prévoyants ou optimistes, con-

sent cette règle. Anne de Lannuon-Thomasson a enquêté auprès de cadres et analysé leurs réponses. Leur « discours » dit-elle, renforce l'hypothèse d'une « identité ébranlée » et d'un « état de crise ». « L'article toujours autour d'une dévalorisation de soi par rapport à l'environnement, que ce soit le monde du travail, la famille, les amis... » Et, « il n'est pas étonnant que cette perte de l'estime de soi entraîne un désinvestissement social à allure dépressive ». Le « temps libre forcé » devient lui-même culpabilisant.

Mais ce problème de la retraite imposée, progressive ou à la carte, n'est pas nouveau. Les États y répondent différemment suivant leurs préoccupations philosophiques ou économiques. C'est à cet analyse comparée dans les pays européens que s'est consacrée Anne-Paule Gollot, détaillant, entre autres, l'exemple suédois, souvent cité en matière de politique sociale et, en l'occurrence, paraît être un échec. « Quoi qu'il en soit, la « retraite » sonne encore, pour beaucoup, l'heure de la vieillesse, comme l'explique Anne-Marie Guillemard, qui en voit émerger une nouvelle définition. « La vieillesse commence plus tôt, avec le rejet précoce du marché du travail. On y entre par l'expérience traumatique du licenciement et du chômage. Ce n'est plus au nom d'un droit au repos et à la pension que l'on cesse de travailler, mais parce que l'on voit s'effacer devant soi l'horizon d'une vieillesse dévalorisée et d'indignité publique. L'âge est dirigé en facteur principal de discrimination dans le partage du travail. » « D'une certaine manière, poursuit-elle, la signification du retrait d'activité se clarifie. Les préoccupations sociales cèdent le pas à l'impératif économique. »

On a tendance à ne retenir des politiques sociales que leurs effets financiers, mais les aspects symboliques ne sont pas moins à considérer que les incidences économiques. Finalement, la vieillesse se définit comme « l'âge où le travail est légitime ».

CHRISTIANE GROLIER.

(1) *Gérontologie et Société*, n° 24, 1983. Edité par la Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris. Tél. : 525.92.80. 105 p., 58 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 31 juillet :

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application de l'article L. 143 du code de la santé publique et complétant la liste des substances vénéneuses ou dangereuses dont l'emploi est interdit dans la fabrication des jouets ou des amusements.

● Portant publication des accords conclus entre la France et divers États européens en dérogation aux annexes A et B de l'accord européen relatif au transport des marchandises dangereuses par route. (A.D.R.) signés entre le 28 janvier et le 18 septembre 1981.

DES ARRÊTÉS

● Autorisant l'émission d'un emprunt de 2 500 millions de francs par la Caisse nationale des télécommunications.

● Relatif aux prix et tarifs applicables aux usagers scolaires sur les services réguliers routiers de voyageurs pour l'année scolaire 1983-1984.

VIE QUOTIDIENNE

LES HAUSSES AU 1^{er} AOÛT

● PAIN. Comme prévu, le prix du pain augmente d'environ 4 % à partir du 1^{er} août. A Paris, la baguette coûte 2,40 F, le pain de 400 g, 3,45 F, et celui de 500 g, 3,50 F.

● TRANSPORTS. — On enregistre une hausse moyenne de 8 % à la R.A.T.P. et sur le réseau banlieue de la S.N.C.F. Le carnet de dix billets R.A.T.P. passe de 22 F à 24 F, au deuxième classe. A l'unité, le billet passe de 2,20 F à 2,4 F.

Sur le réseau de banlieue de la S.N.C.F., les prix du billet de deuxième classe, les abonnements d'élèves, d'étudiants et d'apprentis augmentent de 9,3 %, la carte hebdomadaire de travail de 9,4 %.

Baisse du taux d'intérêt

du livret d'épargne

Les textes relatifs au livret d'épargne (notamment les livrets A et B de la Caisse d'épargne) ont été publiés au Journal officiel du 30 juillet. La réduction du taux d'épargne s'étend aux livrets de Trésor à jérémy progressif, aux livrets d'épargne des P.T.T. et aux livrets de Crédit agricole. Le « livret rose » (livret d'épargne populaire) n'est pas touché par cette mesure, son taux plancher de rémunération restant fixé à 8,5 % (le 1^{er} août).

BREF

LOISIRS

SPORTS ET DÉTENTE. — Comme chaque été depuis cinq ans, la direction départementale Température, Jeunesse et Sports de Paris offre aux habitants de la capitale la possibilité de pratiquer pendant le mois d'août des activités de détente et de loisir à caractère sportif dans les disciplines suivantes : badminton, base-ball, basket-ball, boules, canoë-kayak, cyclotourisme, danse (classique, de caractère, contemporaine, modern jazz, africaine, de société), équitation, escalade, escrime, golf, gymnastique, jeu de quille, hockey, jogging, marche, judo, natation, self-défense, squash, tennis, tir, varappe, voile, planche à voile, volley-ball, yoga.

● Les tarifs varient de 10 F à 60 F par mois, par activité. Pour tout renseignement, téléphoner au 359-01-69.

RECRUTEMENTS

AU MANS. — La ville du Mans recrute pour son Palais des congrès et de la culture : un(e) chargé(e) d'action culturelle (programme).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 AOÛT

● Chemilly. 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{re} Legros.

● Hôtel de Sully. 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Garnier-Ahlberg.

● L'île de la Cité. 15 heures, Pont-Neuf, statue d'Henri IV, M^{re} Oswald.

● Notre-Dame. 15 heures, Portail central, M^{re} Zujovic (Caisse Nationale des monuments historiques).

● Edouard Manet. 15 h 45, Grand Palais (Approche de l'art).

● Le Père-Lachaise. 14 h 45, entrée boulevard de Ménilmontant (Arts et curiosités de Paris).

● L'île Saint-Louis. 15 heures, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

● Le Marais. 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filles).

● Le quartier de l'Horloge. 14 h 30, 3, rue du Renard (Paris autrefois).

● Le Val de Grâce. 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

● Rue du Cherche-Midi. 14 h 30, métro Anceau (Paris pittoresque et insolite).

● Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

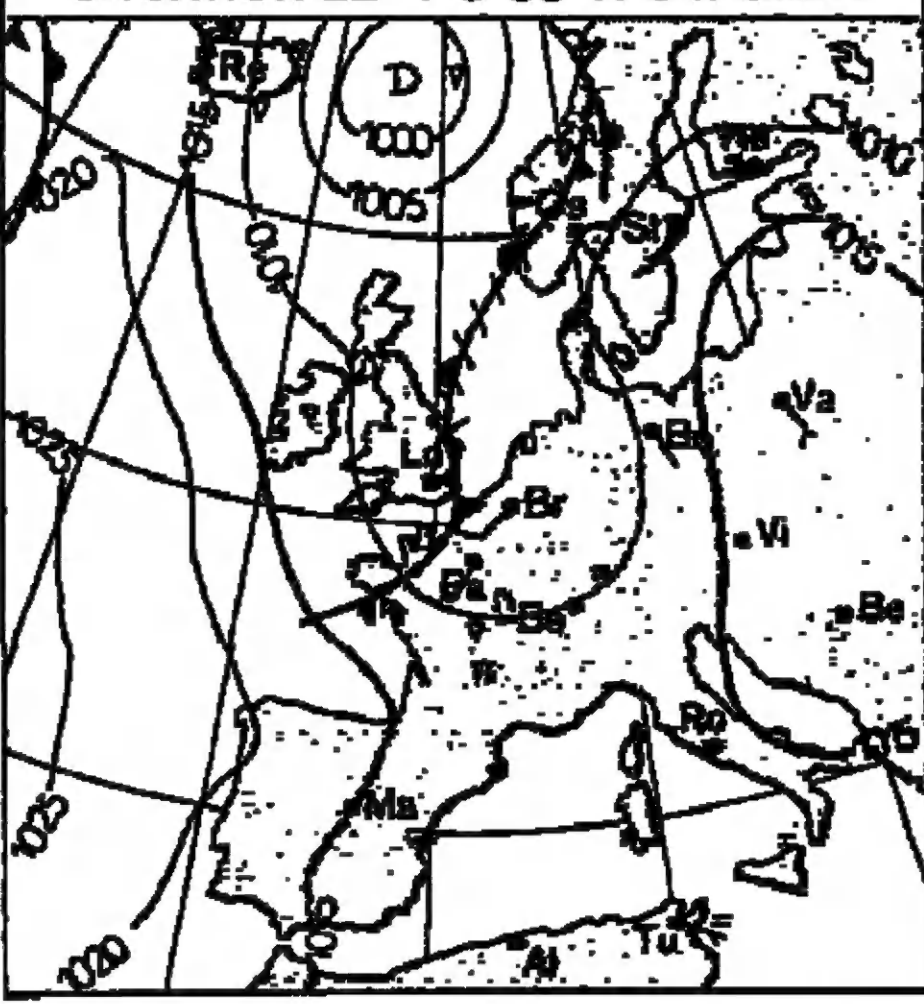
● Le Marais. 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{re} Roman).

● Les Gobelins. 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

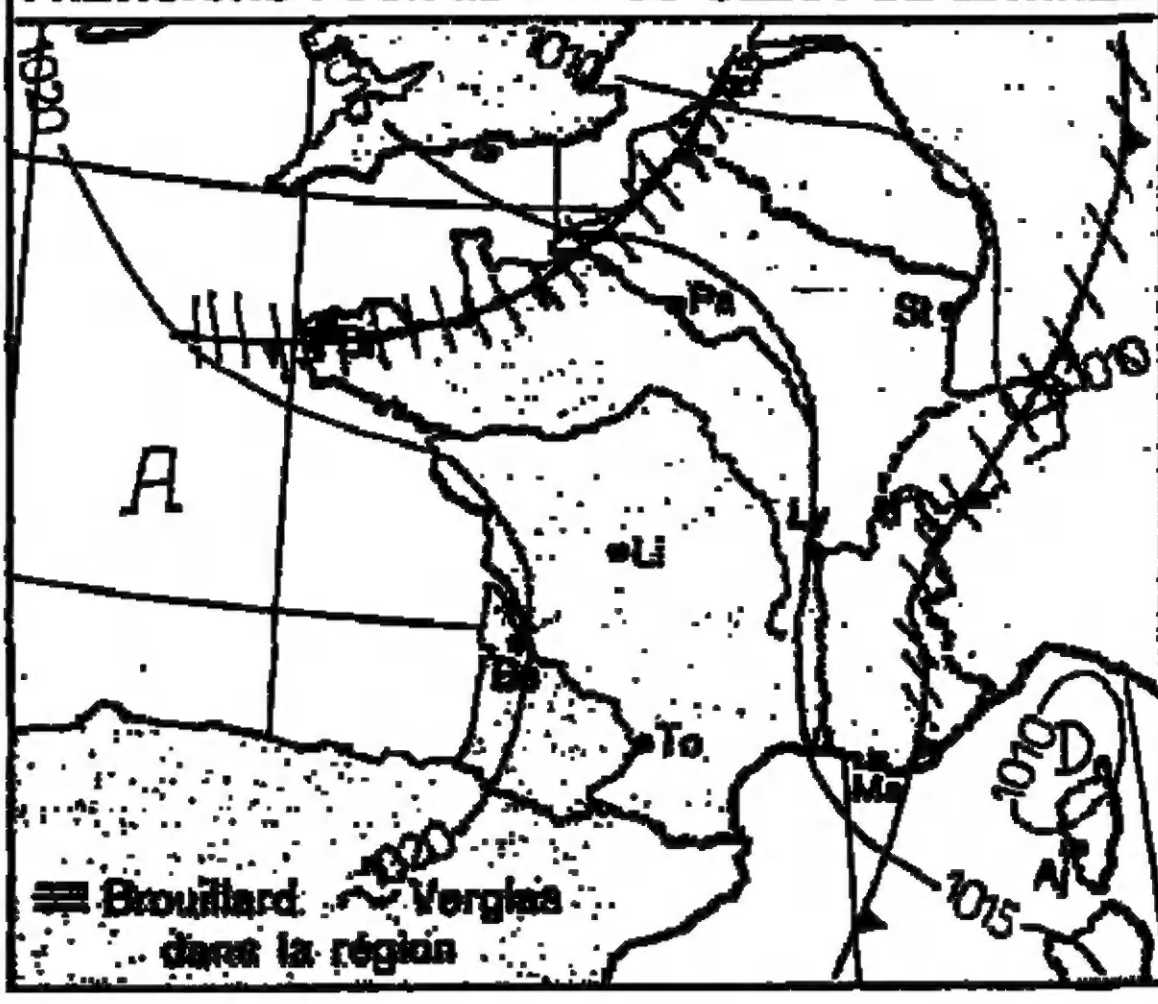
● Les Halles. 14 h 30, 16, rue Etienne-Marcel (Le Vieux Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1-8-83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2-8-83 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable de temps en France entre le lundi 1^{er} août à 0 heure et le mardi 2 août à midi.

Le thalweg d'altitude axé de la mer de Norvège à l'Espagne traversera la France lundi et mardi ; de l'air nettement plus frais envahira le pays dans un flux de nord-ouest, et l'air chaud et orageux s'éloignera vers l'est.

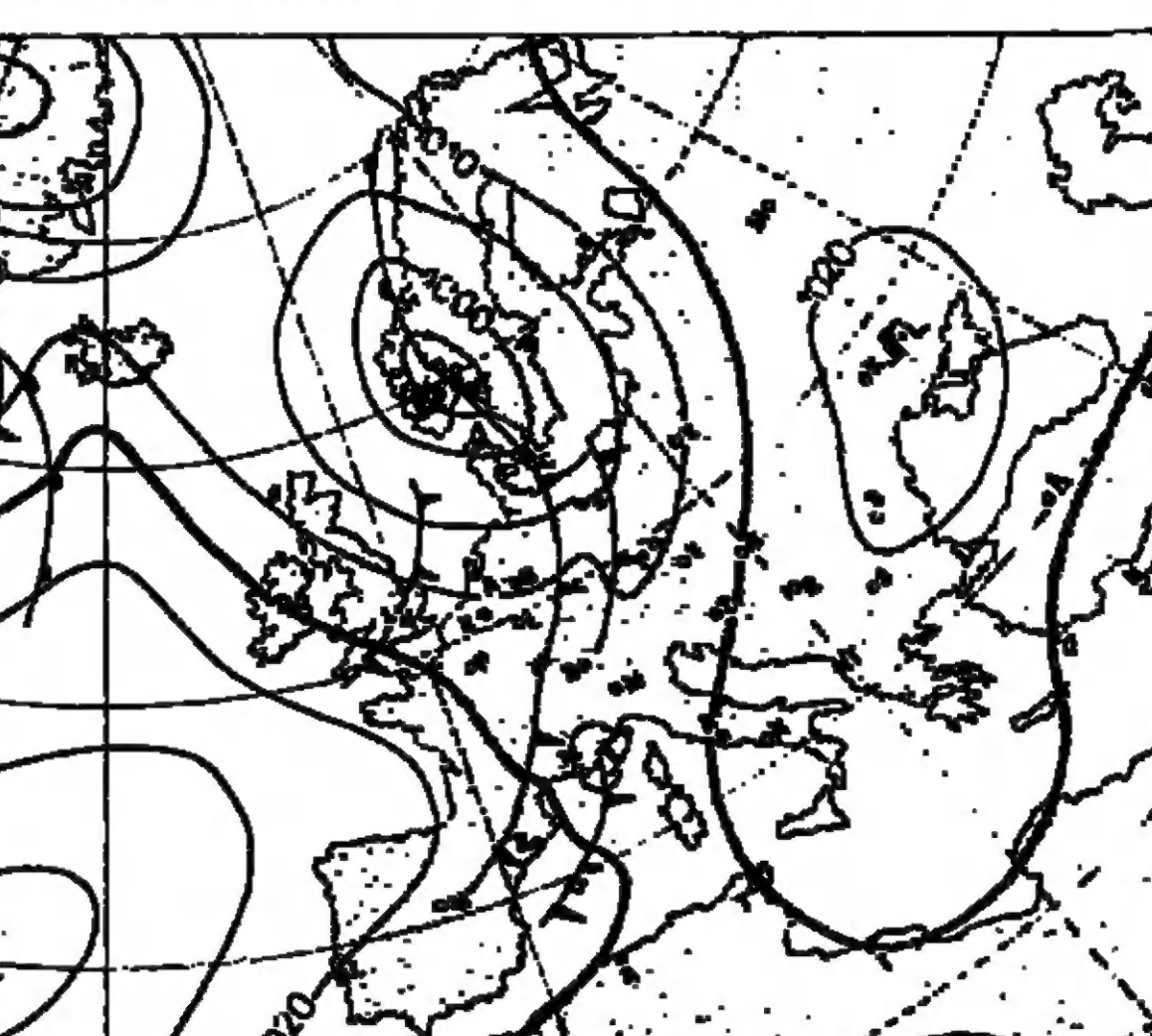
Mardi, une activité orageuse résiduelle persistera le matin des Pyrénées-Orientales au sud du Massif Central et au sud des Alpes, mais le temps redeviendra ensoleillé au cours de la journée, et le mistral et la tramontane souffleront, ce qui maintiendra le beau temps sur les régions méditerranéennes. Sur les régions situées au nord de la Loire, le temps sera variable, avec alternance de belles périodes ensoleillées et de quelques passages nuageux accompagnés parfois d'averses plus fréquentes près des côtes de la Manche et sur le Nord-Est. Beau temps ensoleillé sur les autres régions. Les températures seront en baisse significative sur toutes les régions et avoisineront, l'après-midi, 20°C à 25°C sur les régions de la moitié nord du pays, 25°C à 30°C sur les régions de la moitié sud. Le vent de nord-ouest soufflera modérément.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 1^{er} août à 8 heures : 1 007,1 millibars, soit 755,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août) :

Ajaccio, 34 et 21 degrés ; Biarritz, 25 et 20 ; Bordeaux, 24 et 19 ; Bourges, 35 et 18 ; Brant, 28 et 14 ; Caen, 29 et 17 ; Cherbourg, 23 et 14 ; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 2 AOÛT A 0 HEURE (G.M.T.)



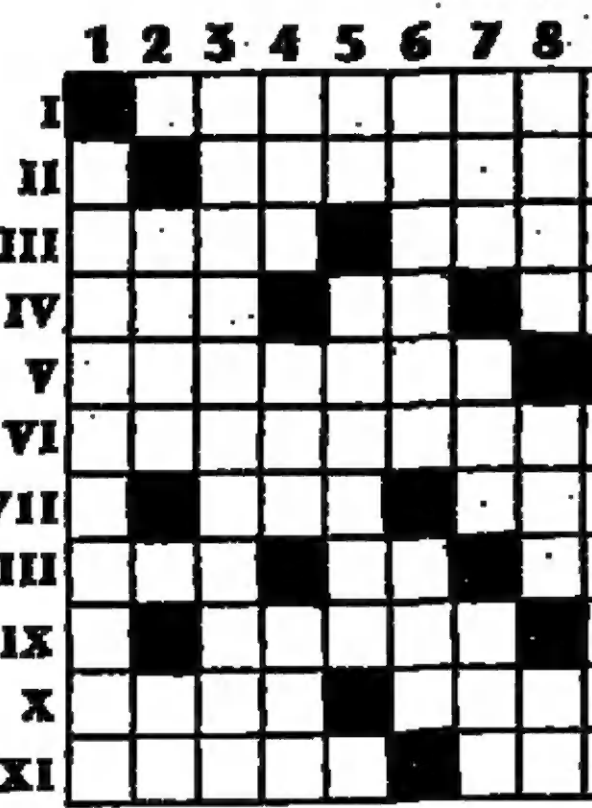
Ferrand, 41 et 20 ; Dijon, 38 et 21 ; Grenoble, 36 et 22 ; Lille, 31 et 18 ; Lyon, 38 et 21 ; Marseille-Marganne, 36 et 25 ; Nancy, 38 et 22 ; Nantes, 32 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 32 et 24 ; Paris-Le Bourget, 32 et 20 ; Pau, 26 et 19 ; Perpignan, 31 et 23 ; Rennes, 30 et 16 ; Strasbourg, 35 et 22 ; Toulon, 28 et 19 ; Toulouse, 32 et 20 ; Poitiers-Père, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 21 degrés ; Amsterdam, 30 et 18 ; Athènes, 31 et 24 ; Berlin, 30 et 20 ; Bona, 34 et 22 ; Bruxelles, 32 et 20 ; Le Caire, max. 40 ; Des Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 21 et 16 ; Dakar, 29 et 26 ; Djibouti, 34 et 24 ; Genève, 35 et 24 ; Jérusalem, 30 et 20 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 29 et 15 ; Luxembourg, 34 et 21 ; Madrid, 30 et 18 ; Moscou, 23 et 13 ; Nairobi, 24 et 12 ; New-York, 29 et 22 ; Palma-de-Majorque, 40 et 21 ; Rome, 32 et 21 ; Stockholm, 24 et 13 ; Tazour, 42 et 27 ; Tunis, 35 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3505



HORIZONTALEMENT

I. Utilisé par ceux qui veulent descendre rapidement. — II. Plus elle est chaude et plus elle devient douce. — III. Peut faire penser à la lune. Port de l'Hérault. — IV. Bon, c'est un article de Paris. Sous-sol. Article arabe. — V. Une partie du bouchier canadien. — VI. Une importante relation. — VII. Mot qui peut faire croire qu'on parle à un chien. Qui a donc pu nous enrichir. — VIII. Plus vieux que jamais. Pronom. Pas annoncé. — IX. Utile en cas d'embarras. — X. Couche sur une feuille, par exemple. Faire des liaisons. — XI. Fait un travail vraiment assommant. Coule en Angleterre.

VERTICALEMENT

I. Ce qu'on prend quand on commence à collectionner les livres. — II. Une bataille qui compte dans la campagne de Saxe. Dans l'altern-

tive. — 3. Circule plus facilement quand il y a de bons conducteurs. — 4. Dont on ne donnerait pas cher. Peut évoquer un triomphe. Quantité insuffisante. — 5. Difficulté. Ne doit pas être ramassée quand on ne nous a rien demandé. — 6. Donnez des raisons de se plaindre. Portait les armes. — 7. Perce bien quand elle est bonne. Langue. On peut y mettre tout ce qui est piquant. — 8. Maison. Un mot qui prouve qu'on est allé trop loin. Fin de bail. — 9. Bien vrai. Hors de combat.

Solution du problème n° 3504

Horizontalement — II. Relèvement. — III. Onomatopée. Ca. — IV. Pulsion. Epsom. — V. Paire. Saif. Lane. — VI. Inné. Ge. Rage. — VII. Etc. El. Estocade. — VIII. Relèves. Etc. Ex. — IX. Co. peu. Anons. — X. Pépin. Important. — XI. Adaptation. Agio. XII. Enlacs. — XIII. Antoine. Tatonner. — XIV. L.L. Oreste. Ivo. — XV. Usine. Pralines.

Verticalement — 1. Crouper. Pa. Alu. — 2. Yen. Antécédents. — 3. Clopin-clopant. — 4. Lémure. Epiploon. — 5. Ovale. Événement. — 6. Nets. Aléa. Acné. — 7. Émois. Suites. — 8. Éponge. Mic. TP. — 9. Nénies. Apostrophe. — 10. Ute. Te. — 11. Se Rotor. Étal. — 12. Go. Placenta. — 13. Eu. Saxe. Sagouin. — 14. Nicomède. Ni. Eve. — 15. Trame. Exotiques.

GUY BROUTY.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande



Pour les vacances ou pour la vie... Mais vite!

Apprendre l'anglais très vite en partant à zéro ? Se remettre dans le bain avant les vacances à Londres ou la prochaine réunion du staff à New York ? C'est possible, c'est facile, c'est pratique avec FAST ENGLISH. FAST ENGLISH est la nouvelle méthode progressive d'Adrienne, le célèbre auteur des "Gimmicks".

FAST ENGLISH by Adrienne
55 F.

J.C. LATTES

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE-TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre au chèque leur demande d'envoi par avion.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'imprimerie.

dolp c

Bonne « musculée ».

dolp c : Libère le muscle, avant et après l'effort.

Obtenir son maximum : 1ère et dernière édition de l'ouvrage.

75477 PARIS CEDEX 09

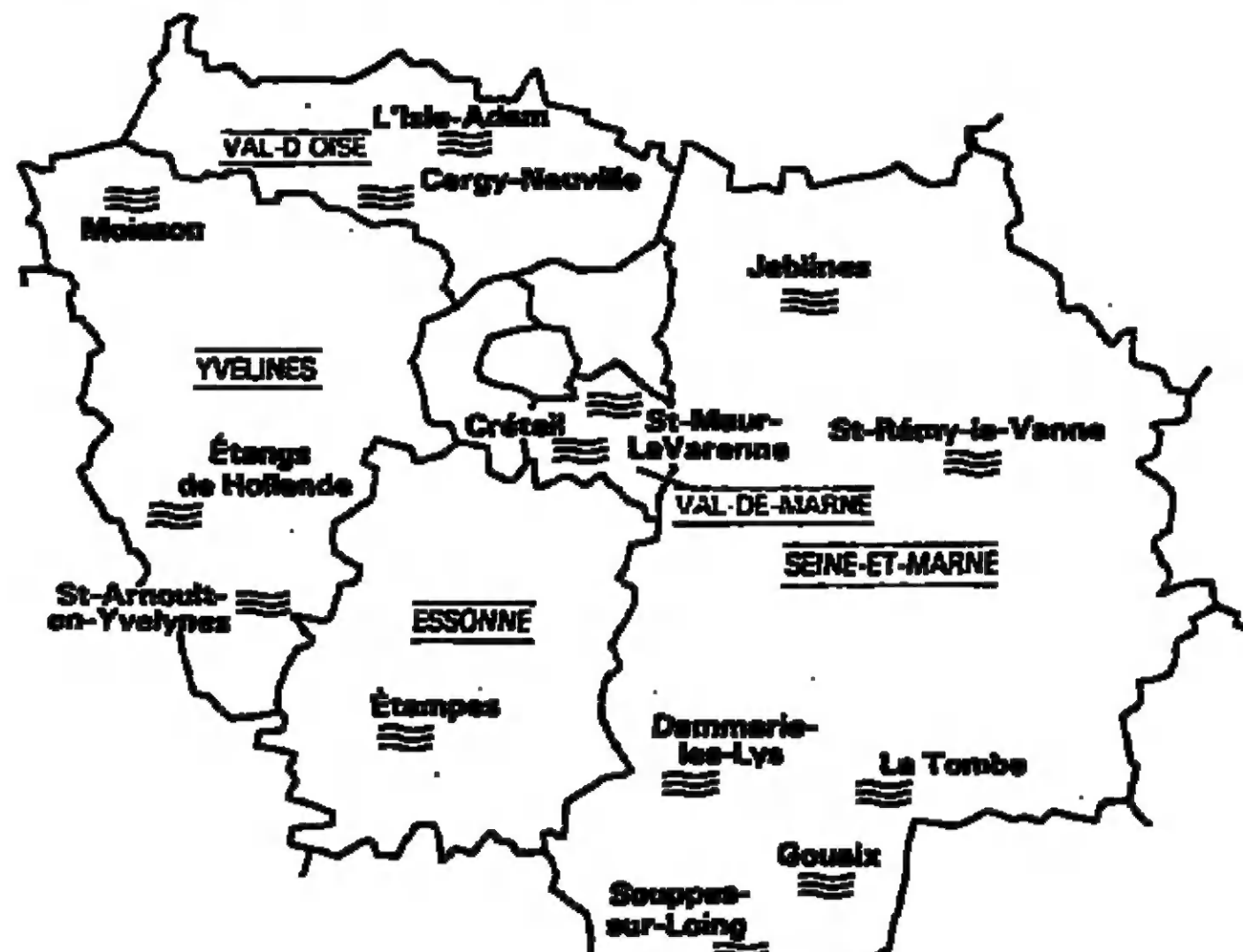
Le Monde

Ile-de-France

Quatorze plages, ni plus ni moins. L'Ile-de-France n'est pas toujours celle que l'on croit. Ici aussi, on peut se détendre, pieds dans l'eau ou allongé sur le sable, au bord des quatorze baignades d'eau douce, pour quelques

francs. Pour tout savoir sur ces bases de loisirs mais aussi sur les circuits touristiques peu connus, la randonnée pédestre, le cyclotourisme, l'escalade, l'équitation, etc., le Comité régional du tourisme et des loisirs

d'Ile-de-France publie régulièrement des brochures gratuites que l'on peut se procurer à son siège, 101, rue de Valenciennes, à Paris, dans le sixième arrondissement, ou par téléphone en appelant le (1) 222-74-43.



● A Créteil Les tours les pieds dans l'eau

Créteil presse au soleil et se prend pour Deauville. Le sable en moins, les pelouses en plus. Depuis le début de ce mois de juillet, la base de loisirs et les abords du lac, aménagés à deux pas du centre commercial, ne désemplissent pas. On y vient en famille, des tours voisines comme des confins du Val-de-Marne, pour taquiner le gijou ou se laisser aller, sans bourse délier. 43 hectares de plan d'eau, 21 hectares de pelouses plantées d'arbustes et parsemées de tournoyants et de toboggans... De quoi s'offrir une journée de vraies vacances, à moins d'une heure de la Tour Eiffel.

Plancher à voile autorisés de 10 heures à 19 heures sur une partie du lac, école de voile animée par l'U.C.P.A., tout est permis, excepté la baignade. Pour piquer une tête, il faut se rendre à la piscine en plein air, toute proche, un bassin de 1500 mètres carrés en forme de grain de café, flanqué d'une patinoire réservée aux enfants.

Depuis le 25 juin et jusqu'au 15 septembre, elle accueille chaque jour une moyenne de mille cinq cents personnes, entre 11 heures et 18 heures (fermeture retardée d'une heure le samedi, ouverture avancée à 10 heures le dimanche). « Une semaine exceptionnelle », commente le chef de bassin avec l'assurance d'un hôtelier : nous avons eu des points à trois mille le week-end.

Financée pour moitié par la ville de Créteil et pour l'autre par le département, la piscine dispose d'un atout de taille, la modicité du droit d'entrée : gratuit pour les moins de quatorze ans, 4 francs pour les jeunes de quatorze à seize ans, les chômeurs, les étudiants et les militaires, 7,50 francs pour les adultes.

Côté sécurité, rien à craindre, affirme M. Didier Roquet, directeur de la base de loisirs. La direction départementale de l'action sanitaire et sociale contrôle régulièrement la qualité de l'eau : quatre maîtres nageurs et un responsable de bassin veillent sur les baigneurs.

Depuis son ouverture voilà cinq ans, la piscine de la rue Jean-Gabin a conquis une clientèle d'habitants : mères de famille avec leurs enfants le matin, centres aérés l'après-midi, employés de retour de l'usine ou du bureau en début de soirée.

Chevalerie folle, un anneau à l'oreille, Patrick figure parmi les fidèles. « J'habite derrière le lac, dans un immeuble des Planètes, explique-t-il. En cinq minutes, je suis sur place. Le truc, c'est que la flotte est super-froide ! »

Tel n'est pas l'avis de ce Cristolien de soixante-deux ans qui accompagne son petit-fils chaque après-midi. « Le soleil a vite fait de chauffer le bassin. L'eau n'est pas plus froide que dans une piscine couverte, et en plus elle me semble parfaitement propre ».

VINCENT HUGUEUX.
* Piscine de la base de loisirs de Créteil et pour l'autre par le département, la piscine dispose d'un

LES INCENDIES DE FORÊT La situation reste préoccupante en Corse où des renforts sont arrivés

En dépit d'une accalmie sur le front des incendies de forêt, la situation reste préoccupante en Corse cinq jours après le déclenchement du plan Orsec.

Samedi 30 juillet, plusieurs centaines d'hectares de maquis ont été dévastés dans le département de la Haute-Corse. Les principaux foyers, survenus dans le Cortinais et la Balagne (région de Calvi et de l'Ile-Rousse), ont été circonscrits dimanche. En Corse-du-Sud, où deux pompiers ont été sérieusement brûlés, onze nouveaux incendies ont éclaté samedi dans la région de Sartène, d'Aullène et dans la vallée de la Gravone. L'accalmie intervenue dimanche a permis aux sapeurs-pompiers d'entreprendre une action de prévention, en installant, notamment, des pare-feu sur les lisières afin d'éviter les reprises. Les vents violents et les températures élevées, parfois voisines de 40 °C, suscitent l'inquiétude des équipes de secours.

Un renfort de cent soixante-cinq sapeurs-pompiers et hommes de troupe, venant du Sud-Est, était attendu lundi matin à Ajaccio.

Dans le département du Gard, un incendie d'origine criminelle a ravagé dimanche 120 hectares de pinède et de garrigue, près de Nîmes. Samedi, 50 hectares de résineux ont été détruits au sud de Bagnols-

sur-Cèze. En Ardèche, le feu a dévasté dimanche plusieurs dizaines d'hectares près d'Amboise.

Dans les Bouches-du-Rhône, la circulation, le stationnement et le séjour des personnes et des véhicules à l'intérieur des massifs forestiers sont interdits depuis le 30 juillet, sur décision du commissaire de la République de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A l'étranger, deux pays sont particulièrement touchés : l'Italie et la Yougoslavie. Les incendies continuent de faire rage en Calabre et en Sardaigne, où sept personnes ont trouvé la mort depuis le milieu de la semaine dernière. En Yougoslavie, le feu a dévasté plusieurs centaines d'hectares dans le sud de la côte Adriatique, menaçant pendant quelques heures les villes de Split et Dubrovnik.

RETARDANTS A L'AMÉRICAIN

Utilisés à grande échelle depuis de nombreuses années aux États-Unis, les retardants chimiques sont devenus récemment en France l'une des armes courantes de la lutte contre les incendies. En 1982, environ 30 % des sinistres dans le Midi ont été traités partiellement avec des produits mélangés à l'eau et largués par avion en avant du front de feu.

Les retardants actuellement commercialisés se présentent sous la forme d'une solution à base de polyphosphates d'ammonium, c'est-à-dire d'engrais dotés de propriétés ignifugantes, auxquelles sont ajoutées diverses substances chimiques.

Ils ont pour effet de diminuer l'intensité de la combustion et de ralentir la vitesse de propagation des flammes en agissant sur les trois principaux éléments du feu : la matière combustible, l'apport de chaleur et l'apport d'oxygène.

Depuis l'an dernier, la sécurité civile utilise presque exclusivement un produit d'origine américaine, le Fire 931, qui s'est révélé après des tests comparatifs plus performant pour un prix compétitif.

Techniquement, l'efficacité des produits retardants n'est pas contestée mais... ils coûtent cher. À raison de 5,50 F le kilo, pour une concentration moyenne d'emploi en volume de 20 %, chaque largage de DC 6 revient à environ 15 000 F. « À côté ça fait », estime le colonel André Hourcade, qui commande jusqu'en juin dernier le service départemental d'incendie du Var et qui se range parmi les détracteurs les plus résolus des retardants, « il vaut mieux renforcer l'encadrement des centres de secours qui sont dramatiquement insuffisants ».

La rapport coûts-efficacité des retardants reste à établir. Il est vrai que les mélanges retardants ont une efficacité très supérieure à celle de l'eau pure (de quatre à cinq fois selon les responsables de la sécurité civile) où une économie proportionnelle en heures de vol (1).

Un produit à perfectionner
« Des progrès restent à faire dans le domaine technique », reconnaît le colonel Marc Egloff, directeur du centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSCI). « Nous nous employons notamment à améliorer la coordination entre les moyens aériens et le commandement au sol, de façon que la barrière de retardants remplisse parfaitement son rôle d'appui pour les sapeurs-pompiers. Nous avons également commencé à expérimenter l'utilisation des produits retardants par des moyens terrestres, qui constitue une solution d'avenir ».

Si la technologie d'emploi des retardants doit être affinée, le produit lui-même reste à perfectionner. Le centre de recherche anti-incendie de l'université de Nice (CRAI), dirigé par le professeur Aimé Cambon, directeur du laboratoire de chimie organique du fluor, travaille notamment à la mise au point de nouveaux inhibiteurs de corrosion, les thioles fluorés, qui ont déjà donné des résultats encourageants.

GUY PORTE.
(1) Une heure de vol de DC-6 coûte 24 000 F.

Politique agricole commune de l'Europe

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

La politique agricole commune de l'Europe... (Text continues with details of agricultural policy and its impact on various regions.)

TRANSPORTS

POINT DE VUE

A l'automne prochain, le gouvernement doit théoriquement prendre les décisions pratiques entraînant, ou non, la construction du T.G.V.-Atlantique. L'opposition républicaine, qui aura à gérer la France de l'après-socialisme, et qui préside aux destinées de toutes les régions pouvant être servies par le futur T.G.V. (Centre, Pays de la Loire, Aquitaine, Bretagne, etc.), à l'exception de Poitou-Charentes, doit avoir sur ce projet une position claire et mesurer sans parti pris ses avantages et inconvénients.

Au titre des avantages, les pouvoirs publics et le S.N.C.F. utilisent les arguments suivants : la proximité saturation des axes Paris-Tours et Paris-La Mans, l'accélération de la desserte grâce au T.G.V., les besoins de l'industrie ferroviaire, un parti d'aménagement du territoire au profit de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Tous ces points sont fort confortables : la future saturation des axes Paris-Tours et Paris-La Mans n'est pas une donnée certaine, même si la France vivait demain une très forte relance de son économie, rien ne prouve que la forte croissance du trafic marchandises actuellement enregistrée ne se poursuivrait pas. De même en ce qui concerne le trafic voyageurs, son développement ne correspond pas, malgré tous les efforts remarquables engagés par Jean Ravel (1), aux espoirs de l'entreprise, et rien n'indique que de substantielles parts de marché puissent s'ouvrir demain pour le S.N.C.F.

Sur le plan financier, le chiffre de 6,9 milliards de francs avancé par le S.N.C.F. pour améliorer les structures existantes (2) paraît fort élevé : Sur le plan technique, les axes actuels sont loin d'être saturés, et nombre d'aménagements moins coûteux sont réalisables (contournement de l'agglomération tourangelaise, tri-

T.G.V.-Atlantique : il est urgent d'attendre

par DOMINIQUE BUSSEREAU (*)

Le plan d'aménagement du territoire : la grande question est de savoir, à l'achèvement, sous le dernier septennat, des autoroutes Aquitaine et Océane, la grande qualité des actuelles liaisons ferroviaires et aériennes, font des régions Centre, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Aquitaine et Bretagne des zones parfaitement reliées à l'agglomération parisienne. D'ailleurs, dans une bonne optique d'aménagement du territoire, il vaut mieux privilégier les liaisons intra-régionales, (pour lesquelles le T.G.V. n'est pas un instrument adapté) que les liaisons province-Paris, qui accentuent les relations de dépendance entre l'agglomération parisienne et les régions périphériques.

Tout cela prouve à l'évidence que le T.G.V.-Atlantique peut attendre : que les régions traversées soient véritablement demanderesse et que l'Etat, cessant de se décharger sur elles de certaines de ses actions, leur laisse suffisamment de ressources pour participer au projet, enfin que le S.N.C.F., après les errements du financement, rétablisse sa situation financière pour pouvoir prendre en charge un tel projet sans s'endetter de manière outrancière, au moment où son déficit d'exploitation se creuse.

Si, malgré tout cela, le gouvernement entreprend la mise en œuvre de ce projet, ce sera pour des raisons de prestige ou pour céder, une fois de plus, aux pressions du parti communiste ou de son bras séculier cheminot, la C.G.T. Cela est une autre histoire.

(1) Ancien directeur commercial voyageurs de la S.N.C.F., « remercié » par M. Fiterman en mars dernier.

(2) Chiffre cité dans Le Monde du 21 juillet.

Privilegier les liaisons intra-régionales

Ces temps de parcours sont tout à fait suffisants. Air Inter offrant par ailleurs aux voyageurs très pressés une remarquable desserte de Bordeaux, Nantes et de la Bretagne :

Les besoins de l'industrie ferroviaire : ils sont réels, car, malgré ses performances à l'exportation, notre industrie, très attaquée par de nouveaux et rudes concurrents (Canada, Brésil, Japon), a besoin des commandes de la S.N.C.F. Mais le moment n'est-il pas venu d'une indispensable opération-verté et de la reorganisation de ce secteur qui ne peut plus être aussi dépendant des

(*) Secrétaire national du parti républicain, animateur du groupe transports de la commission économique du P.R.

Le Monde ECONOMIE

LES INCENDIES DE FORÊT

Incendie très préoccupant en Corse où des renforts sont arrivés

Un incendie sur le versant sud de la Corse, le dimanche 30 juillet, a entraîné la destruction de plusieurs dizaines d'hectares de forêts.

Les incendies de forêts en Corse sont devenus une véritable épidémie. En 1982, 10 000 hectares ont été détruits. En 1983, le chiffre est déjà de 12 000 hectares. Les incendies de forêts en Corse sont devenus une véritable épidémie. En 1982, 10 000 hectares ont été détruits. En 1983, le chiffre est déjà de 12 000 hectares.

Les incendies de forêts en Corse sont devenus une véritable épidémie. En 1982, 10 000 hectares ont été détruits. En 1983, le chiffre est déjà de 12 000 hectares. Les incendies de forêts en Corse sont devenus une véritable épidémie. En 1982, 10 000 hectares ont été détruits. En 1983, le chiffre est déjà de 12 000 hectares.

RETARDANTS À L'AMÉRICAIN

Un grand nombre de retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits. Les retardants utilisés en France ont été interdits.

Politique agricole commune : il ne s'agit pas seulement de maîtriser les dépenses

La maîtrise, voire la réduction des dépenses agricoles de la C.E.E., est au centre de la négociation qui va se dérouler jusqu'à la fin de l'année et probablement au-delà sur la réforme de l'Europe. Conformément aux recommandations du conseil européen de Stuttgart, la Commission européenne a arrêté le 22 juillet dernier ses propositions sur la modification à apporter à la politique agricole commune (PAC). Le projet de Bruxelles ne comporte pas de surprises : « La rationalisation » de l'Europe verte passe avant tout par la fin de la garantie de prix pour des produits agricoles et la diminution des aides à la production et à la consommation.

La prolifération des aides

Dans ces conditions, il était fatal que la Commission propose de mettre un terme au système de garantie financière illimitée pour les productions excédentaires (produits laitiers, céréales, viande bovine). Il était également logique que Bruxelles demande de mettre de l'ordre dans l'attribution des aides à la production et, à un degré moindre, à la consommation, qui ont proliféré suivant les caractéristiques de chaque agriculture nationale au cours de ces dernières années. A telle enseigne qu'elles sont devenues le principal poste de dépenses du budget agricole : 43,5 % en 1983 contre 38 % pour les subventions à l'exportation et 18 % pour le financement du stockage. Cela a sensiblement modifié la nature de la PAC, dont l'objectif initial était d'assurer des prix garantis aux producteurs, la protection aux frontières de la C.E.E. (perception de prélèvements agricoles) et la recherche de débouchés extérieurs (contrat de « restitutions » à l'exportation).

L'argument choc

Les idées britanniques conjuguées aux pressions américaines ont fait leur chemin. Outre la part de l'Europe verte dans le budget des Dix, l'argument choc utilisé à Bruxelles est l'accroissement des dépenses en 1983 : + 28,2 % par rapport à 1982. Pris tel quel, un pourcentage aussi élevé d'accroissement est, pour employer une épithète à la mode chez les responsables européens, « intolérable ». A y regarder de plus près, cette appréciation doit être sensiblement nuancée.

Il faut tout d'abord relever l'augmentation du coût de la PAC due à l'entrée de la Grèce dans le Marché commun en 1981. Cette année-là, les transferts au bénéfice d'Adès ont atteint 140 millions d'ECU (1 ECU = 6,57 F), alors qu'ils avoisinaient 1 milliard d'ECU au terme de 1983. Ces dépenses élevées sont surtout imputables aux versements des primes à la production (tabac, huile d'olive, blé dur, coton, fruits et légumes). C'est dire combien il est vain d'appeler de ses vœux l'adhésion du Portugal et de l'Espagne - « pays pauvres et agri-

coles » - sans s'assurer des moyens d'accroître les ressources financières de la C.E.E. L'autre correction qu'il faut apporter aux coûts de l'agriculture des Dix concerne les conséquences de la gestion menée par la Commission en 1981 et 1982. Sur instruction « d'en haut », les services bruxellois se sont attachés à faire des économies à tout prix. L'opération a parfaitement réussi sur le plan budgétaire : des dépenses en diminution de 3 % en 1981 et en augmentation relative de 1983 (13 %). Les économies ainsi réalisées ont permis de payer l'élargissement (1,3 milliard d'ECU) des contributions du Royaume-Uni et de la R.F.A. au budget communautaire en 1982.

Les contraintes budgétaires

Les résultats sont moins probants si l'on considère la situation des marchés agricoles. Au 31 décembre 1982, les Dix avaient en stock des produits pour une valeur de 4 milliards d'ECU. Le coût pour la C.E.E., qui prend à sa charge les frais de stockage, est évalué pour l'exercice 1983 à 1,3 milliard. Le commentaire d'un haut fonctionnaire européen est révélateur : « Nous avons trop tenu compte de nos contraintes budgétaires immédiates et pas suffisamment de l'évolution des marchés ».

La Commission elle-même reconnaît implicitement son erreur. Dans son projet de budget supplémentaire pour cette année, adopté le 22 juillet dernier par les Dix - qui porte sur un accroissement des dépenses de 1,8 milliard d'ECU - elle écrit : « Si en 1983 les besoins de crédits s'avèrent supérieurs au montant des crédits initiaux, il est à noter que la cause en est essentiellement le caractère très aléatoire des dépenses au titre des marchés agricoles, caractéristique qui a fait également que des parts importantes des crédits initiaux ont pu être utilisées par le FEOGA-garantie (1) : respectivement 1 753,6 millions d'ECU et 1 459,2 millions d'ECU ».

Toujours est-il que ce n'est pas la première fois que la C.E.E. enregistre une augmentation substantielle du coût de soutien à son agriculture : de 1975 à 1979, elle a atteint 23 % en moyenne annuelle. Les deux années suivantes ont permis d'assainir la situation grâce à une politique dynamique à l'exportation. A l'époque, non seulement les cours sur le marché mondial étaient élevés - ce qui permettait aux exportateurs européens d'être concurrentiels avec des « restitutions » faibles - mais surtout les États-Unis n'avaient pas déclenché leur dernière offensive contre les ventes subventionnées du Marché commun.

Fléchissement du marché

La situation a fondamentalement changé au cours de l'année 1982. D'abord le marché international des denrées alimentaires a nettement fléchi en raison de l'abondance de l'offre (bonnes récoltes de tous les pays grands producteurs) et de la faiblesse de la demande due aux dif-

Convention fiscale et devoir d'accueil

C'EST une négociation délicate que la fonctionnaires de la rue de Rivoli mènent, depuis plusieurs mois avec leurs collègues de Stockholm au sujet de l'imposition des résidents suédois en France. Au-delà des questions de gros sous qui, outre les personnes concernées, intéressent bien sûr les Trésors publics des deux pays, elle soulève plusieurs points touchant le droit effectif des hommes et des femmes à choisir librement leur lieu de domicile. Ce droit, en tout bien en tout mal, le droit d'hospitalité auquel la France se sent traditionnellement tenue de répondre, en ce qui concerne les personnes étrangères plus particulièrement, a été élargi, à l'origine, de la convention fiscale franco-suédoise à la nécessité d'adapter ce texte à l'innovation qu'a constituée l'introduction en France d'un impôt sur les grandes fortunes auquel pourraient être assujettis un certain nombre de citoyens suédois expatriés. Mais tel n'est pas l'objet principal de la discussion, ni de l'inquiétude de plusieurs milliers de ménages qui font partie de la colonie suédoise installée en France, riche d'environ dix mille personnes (un Suédois sur huit vivant à l'étranger habite la France). Parmi elles, on compte une majorité de retraités, ce qui explique que plus de la moitié de la colonie est concentrée sur la Côte d'Azur, tandis que le pays de Gex et la vallée de la Loire sont d'autres régions où, en dehors de Paris, on rencontre aussi d'assez nombreux Suédois.

Il faut savoir que la convention en vigueur confère au seul pays de domiciliation le droit de taxer les pensions de retraites tant publiques que privées. Beaucoup de Suédois, siècles ou moins siècles, complètent la retraite que leur sert l'État (elle est composée d'un montant de base égal en 1983 à 17 730 couronnes, soit à peu près autant de francs, et d'une pension variable selon les revenus que touche le retraité) par une rente viagère payée par une compagnie d'assurance privée en fonction des primes (déductibles du revenu imposable) versées pendant la vie active du retraité. Tel est le cas pour la plupart des quatre mille ménages suédois résidents en France et disposant d'une retraite supérieure à 100 000 francs par an.

Depuis 1975, le gouvernement suédois essaie de se réserver le droit d'imposer ses ressortissants installés à l'étranger non seulement pour les retraites, mais aussi pour celles qu'ils perçoivent en vertu de contrats privés. Il peut se prévaloir des règles de l'O.C.D.E. en ce qui concerne les premières mais pas pour les secondes, ce qui devrait donner aux négociateurs français de solides arguments pour s'opposer au moins à la partie la plus contestable des demandes de la Suède.

Celle-ci n'a réussi à imposer ses vues ni à l'Australie, ni à la Nouvelle-Zélande, ni au Bangladesh. En revanche, elle a conclu avec l'Italie (qui n'a pas encore ratifié) mais aussi avec l'Espagne, qui l'a fait, des conventions qui soumettent les résidents suédois dans ces pays au fisc suédois beaucoup plus lourd que presque partout ailleurs. Résultat : un certain nombre de Suédois installés en Espagne sont venus s'établir en France. La Suède avait d'abord accepté le régime fiscal réclamé par Stockholm, mais le parlement a refusé de voter la nouvelle convention, qui doit être renégociée.

De nombreux ménages suédois installés en France y possèdent une maison. Beaucoup d'entre eux ont préparé de longue date leur retraite dans les Alpes-Maritimes ou dans le Maine-et-Loire. Ils comptent légitimement sur un certain montant de revenus pour y passer agréablement le reste de leurs jours. La France profite aussi de leur présence. En prenant en considération leurs intérêts, elle défendrait aussi les siens tout en remplissant ses devoirs d'accueil.

PAUL FABRA.

Rivalité nippono-coréenne dans la construction navale

Les « tortues » d'Okpo à la conquête des mers

ENTRE ciel et mer l'hélicoptère saute une dernière fois l'horizon et plonge en traçant paraboliquement vers la baie d'Okpo. Après le défilé des villages de pêcheurs et des modestes bateaux qui abritent les lots jonchant la côte méridionale sud-coréenne, l'effet de contraste est saisissant. Au bord d'un important chantier naval qui domine les bras de grues s'élevant à 100 mètres du sol, des plates-formes aux structures grilles mais aux jambes de pachyderme, des navires de tous tonnages et un curieux hangar vert épinard flottent paisiblement. Dans la lumière médiane l'œil est attiré par l'écrit bleu des chevronneaux, par la masse sombre d'un gros moniteur et par six lettres partout estampillées : Daewoo.

Daewoo est le nom d'une puissante industrie à la mesure des ambitions de la Corée du Sud. C'est le titre d'un empire qui vient d'ajouter la construction navale à une panoplie de spécialités déjà peu banales : textiles, électronique, automobile, pétrochimie, finances, commerce, etc. A la manière japonaise - et avec ses rivaux nippons comme point de mire - Daewoo est l'un des plus grands parmi les neuf trusts sud-coréens qui dominent le secteur privé et contrôlent le moitié des exportations du pays.

Le renom d'Okpo est plus ancien. C'est dans cette baie, diront d'ambassadeurs de la Corée du Sud, que s'élève le plus grand chantier naval japonais - ce qui fit de lui l'un des héros les plus populaires de Corée. Cela explique aussi que, quatre siècles plus tard, le site d'Okpo ait été choisi, de préférence à d'autres moins historiques, pour une bataille navale plus pacifique mais non moins acharnée entre Coréens et Japonais. Autre symbole, Daewoo Shipyard a choisi pour emblème l'un des fameux bateaux cuirassés de fer - les « tortues » de mer - conçus par l'armistice Yi. Bref, la « tortue » court aujourd'hui dans le sillage du « héros » nippon qui, avec près de 50 % du marché mondial de la construction navale, possède une formidable

avance : cinq fois plus que les Sud-Coréens.

Daewoo s'est lancé à l'eau il y a moins de deux ans, en octobre 1981, après avoir investi près d'un demi-milliard de dollars dans des équipements ultramodernes. Grâce à quoi, les chantiers sont en mesure de concevoir et de fabriquer des navires, des équipements de forage en zone maritime et des installations pétrochimiques dans des conditions d'intégration, de flexibilité et de rentabilité optimales. La tout est programmé et contrôlé par ordinateurs : plusieurs centaines d'ingénieurs sont affectés à plein temps à la recherche et au développement.

Faute d'expérience, et compte tenu des réticences mises par les Japonais à céder leurs technologies à la concurrence, les débuts ont été difficiles. D'autant plus que Daewoo Shipyard a d'emblée accepté des commandes réputées délicates. Les Japonais, que nous avions battus dans les appels d'offres, ont pensé que nous échouerions, mais nous avons tenu les délais, les prix et les normes. Pourtant nous nous sommes souvent attachés les cheveux, nous disait un responsable, M. Kim.

L'objet de fierté

Pour tourner la difficulté tout en se passant des Japonais, contrairement à leurs concurrents locaux, les dirigeants de Daewoo ont fait ce que d'autres ont fait avant eux : commencer par le Japon : ils ont acheté des technologies occidentales, loué les services d'experts étrangers et passé des accords techniques avec la Norvège, la Grande-Bretagne et les États-Unis notamment. Cela étant, la part des éléments importés dans les produits finis reste forte : environ 40 %.

Okpo, affirme-t-on ici, est dans son genre l'unité de production la plus complexe qui soit. L'une des cales sèches, qui bat tous les records avec 530 mètres de long, permet de faire travailler simultanément plusieurs équipes sur divers projets. En 1982, première année de production,

cette cale a servi à réaliser une vingtaine de projets en trois phases. La première, terminée en juin, a vu la construction d'une cale à quai de 128 000 tonnes (D.W.T.), de deux transporteurs de produits chimiques de 22 500 tonnes chacun et de trois plates-formes de forage semi-submersibles. La capacité annuelle du chantier est de 1,2 million de tonnes et doit être bientôt augmentée. La capacité totale des constructeurs sud-coréens est d'environ 4 millions de tonnes.

Pour sa première année Okpo a réalisé huit plates-formes de forage en zone maritime. Ce sont les structures pachydermiques survoilées dans la baie ; elles coûtent de 70 à 100 millions de dollars, peuvent héberger une centaine de personnes, résister à des vagues de 30 mètres et forer jusqu'à une profondeur sous-marine de 7 600 mètres dans 450 mètres d'eau. L'entreprise s'est fait la main avec succès sur des chantiers chimiques et des installations pétrochimiques d'une grande complexité.

Mais ce dont on se montre très fier, c'est de la Lumière du Nord qui s'apprête à partir pour l'interminable nuit polaire. Le curieux hangar vert ent'aperçu plus tôt est une usine flottante de traitement de l'eau de mer commandée pour des forages en Alaska. C'est une première, garantie vingt-cinq ans par moins 50 degrés.

Dans la forge géante d'Okpo, qu'alimentent les aciéries de Pusan, plus haut sur la côte, s'affaient jour et nuit, sans arrêt et par tous les temps, quelque 18 000 ouvriers. Ils vivent en vase clos, organisés quasi-militairement comme dans la grande industrie japonaise, avec la stricte discipline, les contraintes et les rites que cela suppose en échange d'une certaine stabilité de l'emploi. Jeunes pour la plupart, ils habitent des dortoirs et vivent en célibataires, travaillant jusqu'à onze heures d'affilée, touchent de modestes salaires et vont rarement « en permission ». L'isolement de l'île limite d'ailleurs les tentations.

R.P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 12.)

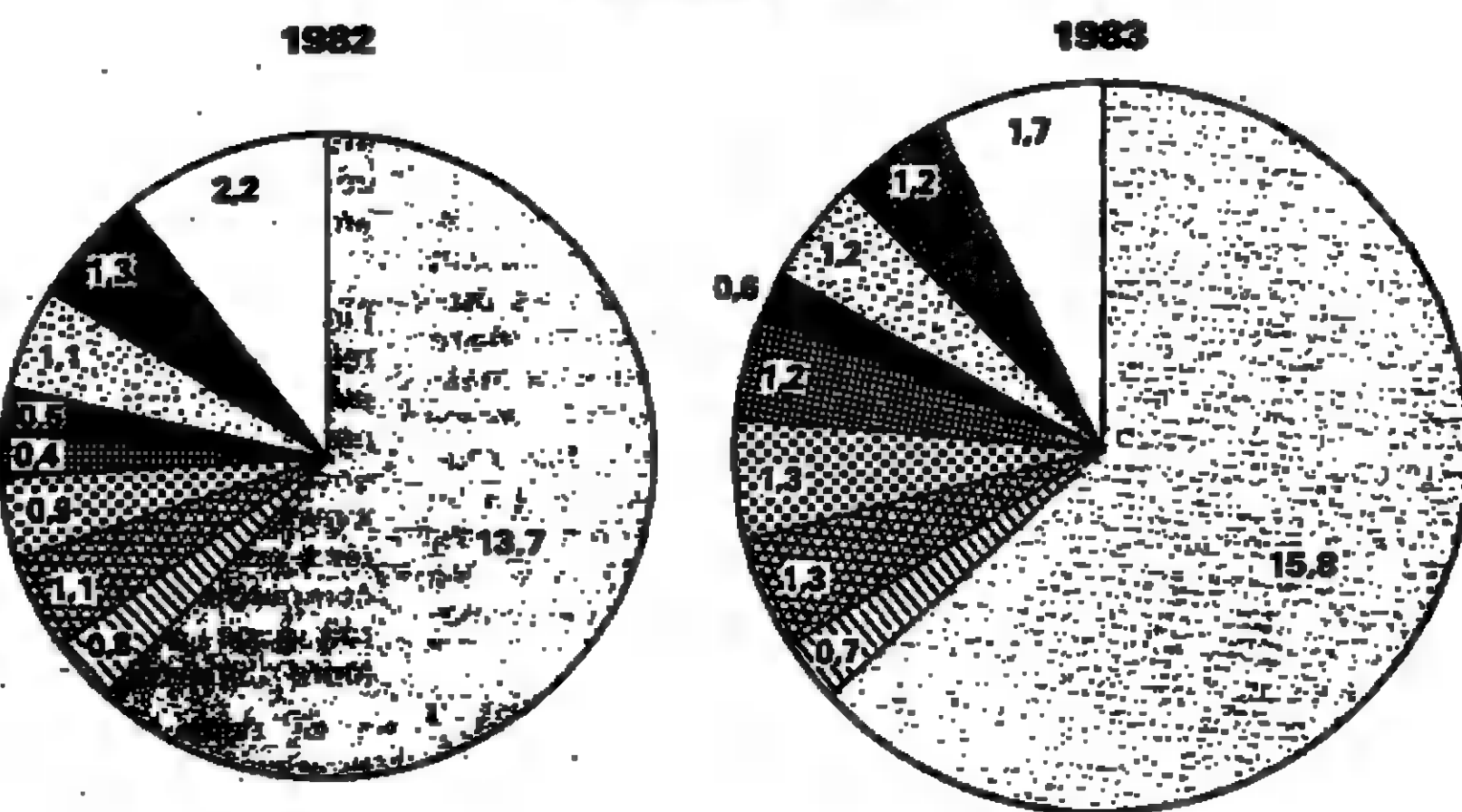
LES DÉPENSES AGRICOLES (*) DE LA C.E.E. ONT REPRIS LEUR FORTE ASCENSION EN 1983

EN MILLIONS D'ECUS (un écu = 6,57 F)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
VARIATIONS									
En millions	+ 1 063	+ 1 246	+ 1 835	+ 1 767	+ 868	- 340	+ 1 420	+ 1 489	
En pourcentage	+ 23,6 %	+ 22,3 %	+ 26,9 %	+ 20,4 %	+ 8,3 %	- 3 %	+ 13 %	+ 28,2 %	

Source : Office statistique des communautés européennes.
(*) Y compris les subventions pour les fournisseurs au titre de l'aide alimentaire F.V.D.

Les dépenses agricoles absorbent près de 60 % du budget total de la C.E.E., mais... seule l'agriculture fait l'objet d'une véritable politique communautaire (en milliards d'ECU)



22 milliards d'ECU (ou 172 milliards de francs environ) (1)
Garantie des marchés agricoles (y compris les aides) : 13
Politiques régionales : 0,8
Aide alimentaire (aux pays du tiers-monde) : 0,4
Remboursement au Royaume-Uni et à la R.F.A. : 0,1
Structures agricoles : 0,6
Recherche, énergie, industrie, transports : 0,2
Frais de personnel : 0,1
Divers : 0,1

(1) Sur la base d'un taux de conversion égal à 6,57 F

Un produit à perfectionner

Les dépenses agricoles absorbent près de 60 % du budget total de la C.E.E., mais... seule l'agriculture fait l'objet d'une véritable politique communautaire (en milliards d'ECU)

22 milliards d'ECU (ou 172 milliards de francs environ) (1)
Garantie des marchés agricoles (y compris les aides) : 13
Politiques régionales : 0,8
Aide alimentaire (aux pays du tiers-monde) : 0,4
Remboursement au Royaume-Uni et à la R.F.A. : 0,1
Structures agricoles : 0,6
Recherche, énergie, industrie, transports : 0,2
Frais de personnel : 0,1
Divers : 0,1

(1) Sur la base d'un taux de conversion égal à 6,57 F

GUY PORTE

DEUX POINTS DE VUE

Trois illusions d'optique à la base de la crise de la pensée économique

par CLAUDE ROCHE (*)

L'IDEE que l'opinion publique se fait des économistes est en train de changer. Il y a quelques années, la confiance était soumise à la règle. Désormais, on doute de leurs capacités à proposer des solutions pour surmonter la crise. Le discrédit dont ils commencent à faire l'objet est dangereux dans la mesure où il risque de susciter des réactions anti-intellectuelles, comme si tout effort d'abstraction dans ce domaine était considéré comme inutile, voire suspect. C'est pourquoi il convient d'analyser les causes d'un scepticisme qui résulte cependant d'une confusion entre la capacité de comprendre une situation et celle d'agir sur elle. Cette confusion, banale, serait aisément dissipée si elle n'était entretenue par les courants économiques dominants eux-mêmes. En effet, derrière leur apparente diversité, ils ont en commun de surestimer l'impact de la programmation économique. On ne retrouve pas cette erreur aux origines de l'économie politique. Cette surestimation est devenue inhérente à la discipline au fur et à mesure que celle-ci s'est institutionnalisée.

Mon propos est de montrer par quels glissements la pensée économique en est arrivée à nourrir elle-même cette illusion. On peut distinguer trois constantes dans la pensée économique moderne : la surestimation du rôle de l'Etat dans l'économie, la surestimation de la « capacité stratégique » des grandes firmes, l'isolement de l'organisation du travail de ses déterminants économiques.

Le premier préjugé d'où découlent beaucoup d'idées fausses consiste à croire que le gouvernement gouverne l'économie. Ce n'est pas exact. L'action gouvernementale est essentiellement réactive, en ce sens qu'elle a pour fonction de réguler une activité dont les ressorts fondamentaux lui sont extérieurs. Tout concourt pour donner à l'opinion publique une impression contraire. Le gouvernement paraît s'occuper de tout. « Le ministre qui prend personnellement les choses en main » est le menu quotidien de la TV à 20 h. Il s'agit en fait d'un faux semblant. Toute structure hiérarchisée en crise est caractérisée par un double mouvement :

— le niveau apparent où les décisions sont prises « remonte » ;
— les décisions sont de plus en plus « arbitraires » entre les différents facteurs de rupture.

Tel est bien le cas de l'action des pouvoirs publics français depuis déjà quelque temps. Elle consiste aujourd'hui à gérer un appareil d'Etat qui subit des impulsions de plus en plus contradictoires de l'économie.

Comment la science économique traduit-elle cette réalité ? Pour elle, l'Etat agit essentiellement sur la monnaie et sur la demande. Si nous écartons les fonctions plus classiques (éducation, défense), la description est globalement correcte. La mystification s'opère quand la science académique prend ces variables

Le rôle du profit

La deuxième erreur, qui consiste à penser que les grandes firmes sont véritablement maîtresses du jeu pour peu qu'elles soient capables de concevoir et d'appliquer la stratégie appropriée, est fréquente chez les spécialistes de l'économie d'entreprise. Avec l'avènement des oligopoles, on observe que les fonctions de gestion prennent de l'importance, s'autonomisant même du fait de la nécessité de programmer sur le long terme des investissements lourds et complexes. Peut-on cependant dire que, à la différence de l'entreprise moyenne, l'oligopole est capable de s'abstraire au moins relativement des contraintes de l'économie de marché ? Conclusion tentante pour les théoriciens de la firme, et qui va les conduire logiquement à ignorer le rôle central du profit dans son fonctionnement. La réputation de Galbraith repose largement sur une pareille illusion d'optique. Il écrit : « La grande firme moderne et l'appareil moderne de planification socialiste sont deux variantes qui expriment l'adaptation à un même besoin (les produits de haute technologie) ».

Phrase caricaturale, certes, mais induite par toute la tradition néo-classique — dont la domination est écrasante aux Etats-Unis — pour qui le profit est uniquement une différence, un résultat d'exploitation. On ne peut que pour les marxistes, autre nom de l'école néo-classique, les dernières unités produites par une firme le sont à profit nul (sic). On conçoit qu'armés de cette « théorie » les professionnels de l'économie surestiment la capacité de gestionnaire à dicter sa loi au marché.

Aujourd'hui encore, hélas ! le marginalisme, fondement de la micro-économie, le keynésianisme, (*) Responsable du département économie à l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Bretagne.

fondement de la macro-économie, demeurent l'alfa et l'oméga de l'enseignement académique.

La troisième erreur a trait aux rapports qu'on croit pouvoir établir entre le savoir, l'organisation et le travail. A l'évidence, l'expansion récente était liée aux progrès de la productivité du travail. La tentation va être forte pour certains économistes d'en attribuer la cause aux seuls progrès de la connaissance, au travers soit de l'organisation « scientifique » du travail (vrai nom du Taylorisme) soit de l'organisation nationale de l'ensemble de l'économie (confondue avec la planification). Ils en déduisent aisément que la révolution technologique à venir peut relancer à la fois productivité et croissance pour peu qu'elle soit « rationnellement » programmée.

Pour ce faire, on explique que, depuis les années 30, le mode d'accumulation dans l'industrie et donc les lois qui la régissent se sont qualitativement modifiés grâce, essentiellement, à l'utilisation massive des progrès de la science et de la technique et au recours à la planification gouvernementale de l'économie. Cette façon de voir est souvent le fait d'hommes de gauche. Ainsi de Jacques Attali, pour qui la crise, due « à la hausse des coûts d'organisation », sera résorbée quand « s'imposera une technologie réduisant les coûts d'organisation (et un) groupe social ayant intérêt et pouvoir à mettre en œuvre cette nouvelle technologie ».

Ce courant est issu du marxisme académique qui, à la suite d'Althusser, réduit le capitalisme à l'appropriation privée du surplus économique (exploitation du travail salarié), qu'il suffirait de combattre par l'étatisation.

Ces trois erreurs sont à la base de la pensée économique moderne « de droite » ou « de gauche ». Elles aboutissent à surestimer le poids du facteur subjectif (superstructure) sur le fonctionnement concret de l'économie. Ce faisant, elles justifient le rôle social du fonctionnaire étatique (courant keynésien) ou du technocrate gestionnaire (courant néo-classique), ou du responsable syndicalo-politique dans l'organisation du travail ou de la société. Cependant, bien que l'on assiste à une bureaucratisation apparente de nos sociétés (mouvement grossier induit par le poids des dépenses publiques), on doit constater que les lois objectives (j'étais tenté d'écrire « naturelles ») de l'économie s'imposent aux nations malgré la « science » de nos experts économiques.

La science économique ne sortira de son impasse actuelle qu'à la condition d'opérer un retour critique à ses origines, l'économie politique, ce qui suppose, entre autres, sa « déprofessionnalisation ». Faute de quoi, elle se condamne à multiplier les fausses découvertes à la suite de ceux qui vont chercher « ailleurs », au mieux dans la sociologie, au pis dans la technologie, la solution de leurs problèmes.

(*) Responsable du département économie à l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Bretagne.

Les socialistes sont les mieux placés pour rajeunir l'économie française

par JEAN-PAUL BAQUIAST (*)

TOUTE réflexion sur la société française doit aujourd'hui se situer dans la perspective des prochaines échéances électorales. Le socialisme est-il mieux placé que le libéralisme pour sortir la France de la crise ? Cette question sera d'autant plus fondée que les deux forces politiques auront pu faire leurs preuves au cours de la décennie particulièrement critique des années 1975-1985.

Apprécier la validité du socialisme comme remède à la crise suppose que l'on se mette d'accord au préalable sur ce que sont l'un et l'autre.

Il est beaucoup de dépeindre du socialisme. Raison de plus pour faire la tri entre les illusions que peut cacher ce concept et les choix de société fondamentaux auxquels il ne cessera pas de correspondre.

Le socialisme prend acte des inégalités fondamentales qui marquent les collectivités humaines, au niveau national comme sur le plan international. Sans prétendre supprimer d'un coup et définitivement ces inégalités, il estime qu'une action politique volontariste doit viser à les diminuer, pour des raisons humanistes, mais aussi pour des raisons d'efficacité globale. L'effort, jamais achevé, de redistribution ne doit cependant pas être poussé jusqu'au point où il bloquerait les initiatives productrices de richesses et de développement. L'égalité ne peut pas davantage se décrire que l'idéalisme ne peut s'insubstituer. C'est au débat politique que qu'il appartient de préciser, compte tenu des situations locales, ce qui est ou non possible en matière de protection et de prélèvements.

Sur le plan économique, le socialisme, dans sa version française tout au moins, reconnaît la nécessité, au sein d'un environnement restant libéral, de corriger les effets de domination (en provenance notamment d'économies plus riches) par des interventions de la puissance publique. Au protectionnisme et au dirigisme réglementaire, il préfère désormais les investissements d'Etat réalisés par l'intermédiaire d'entreprises nationales puissantes. Dans le cadre d'une tradition colbertiste, qui ne va d'ailleurs pas dans le sens de la validité électorale, ce secteur d'Etat est le moyen d'imposer à la nation, par la voie de l'impôt et de l'emprunt, les investissements stratégiques auxquels elle ne consentirait pas spontanément.

Dans le domaine philosophique, le socialisme est essentiellement libéral, au sens plein du terme. Il refuse toutes les idéologies, marxisme compris, qui prétendent restreindre la liberté de penser et de créer dont doivent disposer selon lui tous les individus. Il est donc également tolérant, sauf à se défendre contre les intolérances.

On peut ajouter que le socialisme ne refuse pas les enrôlements au sein d'une histoire et d'une culture nationales, même s'il vise, sans trop d'illusions pour l'immédiat, à la réalisation d'une société planétaire déliée d'affrontements belliqueux majeurs. Il refuse de toute façon le nivellement par les civilisations dominantes.

Ainsi défini, le socialisme n'est pas très éloigné de cet ensemble de convictions implicites sur lequel se produit en France un consensus nouveau mais indéfectible, fondement non pas d'un centrisme mou, mais d'une authentique démocratie : il ne faut pas trop d'interventions publiques ; la liberté impose la coexistence d'opinions divergentes, mais exige aussi que l'on combatte les totalitarismes agressifs.

Il se distingue cependant radicalement du message politique de la droite « musclée ». Ce dernier repose sur une conception contraignante de l'univers, à laquelle doivent se soumettre les individus et les groupes. En termes économiques, le libéralisme dur pose en principe que la loi du plus fort est le meilleur moyen de maximiser la croissance. Tant pis pour les faibles, qui ne méritent pas protection.

Guère de choix sur les remèdes

Les indicateurs de la dégradation de l'économie française : inflation, déficit extérieur, chômage, ne doivent pas cacher les causes profondes de cette dégradation. Celle-ci résulte de la superposition d'une crise spécifique française à une crise européenne.

La position économique de l'Europe continue dans l'ensemble à s'affaiblir, dans la ligne de ce qui paraît être une impitoyable tendance de longue période. L'Europe se désindustrialise ou, plus exactement, n'investit plus suffisamment pour continuer à maîtriser les technologies de pointe. Il paraît douteux dorénavant qu'elle puisse échapper à la dépendance dans les domaines de l'électronique, de l'espace, des biotechniques et, dans une moindre mesure, en ce qui concerne les énergies nouvelles (y compris à l'égard de la prometteuse fusion nucléaire).

Par ailleurs, en tant que pôle de gravité géo-économique, l'Europe, malgré la qualité de sa population productive, pèse de moins en moins face à ce que l'on nomme désormais la zone Pacifique (Ouest américain, Japon, nouveaux pays industriels du Sud-Est asiatique).

A cette décadence dont souffrent toutes les nations européennes, et qui paraît d'autant plus irrévocable que l'on ne fait rien pour l'arrêter, s'ajoutent les causes spécifiques du « mal français ». L'industrie, sauf quelques créneaux brillants, eux-mêmes d'ailleurs en perte de vitesse, y est moins développée et moins dynamique que ses principales concurrentes européennes. Socialisme et politique, des structures agrariennes et commerciales archaïques exercent sur le pays un indéniable effet paralysant. L'administration n'a pas su, malgré ses qualités, se moderniser assez pour jouer le rôle de promotion et d'incitation qu'exigerait le poids important auquel elle prétend dans la vie nationale. Politiquement enfin, aucun des grands partis n'a le clairvoyance ou le courage de faire les diagnostics sévères qu'imposent et de proposer les remèdes héroïques qui seraient nécessaires.

Sur ces remèdes pourtant, il n'y a guère de choix, et les différences sensibilités politiques n'y introduiront qu'un essor peu de variantes. Il faut d'abord réindustrialiser massivement la France, en reboisant tout ce qui peut l'être, dans les ateliers, mais aussi dans le tertiaire administratif, et en investissant massivement dans les technologies avancées. Cela supposerait des ressources nouvelles annuelles, qui se chiffreraient par dizaines de milliards, auxquelles devraient s'ajouter les coûts de reconversion et de formation.

Il faut parallèlement, et c'est là que se trouve la principale difficulté, dégrader l'épargne correspondante à cet effort d'investissement. Cette épargne doit provenir de prélèvements progressifs mais modérés sur les fortunes et sur les revenus (y compris les revenus non salariaux), ce dont nul ne conteste la légitimité. Mais elle devrait aussi résulter d'économies rigoureuses sur les innombrables consommations somptuaires

R.-P. PARINGAUX.

Rivalité nippo-coréenne dans la construction navale

(Suite de la page 11.)

C'est avant tout l'ardeur au travail et la frugalité salariale de cette main-d'œuvre locale qui, combinée aux techniques étrangères et aux subventions gouvernementales, permettent aujourd'hui aux grands trusts sud-coréens de rivaliser avec la construction navale et dans d'autres domaines, des prix très compétitifs ; et cela malgré une productivité inférieure de moitié à celle des Japonais. Daewoo Shipways n'est pas non plus handicapé par les syndicats. « Nous n'avons pas, et nous n'en avons pas besoin : nous régions tout par le dialogue », nous disait le président de la compagnie, M. Hong. Il ajoutait : « Les Coréens sont durs à la tâche. Nos hommes travaillent le dimanche et les jours fériés, et même à Noël. C'est là notre chance car les Japonais ne fournissent plus le même effort : les nouvelles générations s'ennuient », une fois par mois, M. Hong s'adresse aux milliers d'ouvriers du chantier d'Okpo pour « stimuler le dévouement à la compagnie » et pour « renforcer l'esprit de production et de compétition ».

Reprise des commandes

A un niveau subalterne, ce rituel à l'ailleur lieu chaque matin. Pour louer tout ce monde d'ouvriers, de techniciens et d'administrateurs, le chantier de construction navale de Daewoo fait construire dans l'enceinte du chantier des dortoirs d'une capacité de 10 000 lits, plus de 3 000 appartements pour les cadres et leurs familles et un hôtel pour le personnel étranger. A côté s'ajoutent un centre de formation continue, un hôpital, une école, etc. Tout pris, une ville, soutien logistique de la « base », se développe. L'ensemble pourrait atteindre dans quelques années plus de 100 000 personnes.

Après une « année noire » (1982) pour la construction navale, les commandes se multiplient aujourd'hui en

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE MOBILISATION ET DE TRANSFERT

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique, Direction Générale des Infrastructures hydrauliques, Direction des Infrastructures de mobilisation et de Transfert, lance un Avis d'Appel d'Offres ouvert National et International pour la réalisation des travaux de reconnaissance géologiques sur des sites de barrages dans le cadre des études de faisabilité et d'avant-projet détaillé.

Le volume des travaux est comme suit :

Sondages :	15 000 m
Exécutions de puits et tranchées de reconnaissance :	2 000 m
Essais in situ :	
— Essais pressiométriques :	750 Unités
— Essais au scissomètre :	150 Unités
— Essais S.P.T. :	225 Unités
— Essais au dilatomètre :	150 Unités
Essais de perméabilité :	
— Essais lugon :	2 700 Unités
— Essais le franc :	540 Unités
— Essais à l'air lift :	75 Unités

Les Entreprises intéressées peuvent retirer le Cahier des Charges à la date de parution du présent avis en s'adressant au Ministère de l'Hydraulique — D.G.I.H./D.I.M.T., 3, rue Mohamed-Alliet — KOUBA — ALGER.

Les offres établies conformément aux clauses du dossier devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique (D.G.A.) Bureau des Marchés (ex-Grand Séminaire) KOUBA (ALGER).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 29 septembre 1983, à 11 heures dernier délai.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 120 jours.

Monde

SOURCES

La formule Ob

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

Faites

COMMUNICATION

M. Mitterrand a fixé les orientations du Carrefour international de la communication

Tout en complétant le dispositif mis en place pour la réalisation des sept grands travaux de la capitale (le Monde du 29 juillet), M. François Mitterrand a arrêté les orientations du futur Carrefour international de la communication, prévu à La Défense.

Lorsque l'idée de créer un Carrefour international de la communication - d'abord baptisé centre - fut annoncée en 1981, nul ne savait exactement ce qu'elle contenait. Pas même, semble-t-il, ses promoteurs, le président de la République et ses proches. M. Serge Antoine, responsable des études et de la prospective au ministère de l'environnement fut chargé, avec une équipe, de lui donner corps et âme. Un premier rapport fut donc établi à l'automne 1982, avançant un grand nombre de propositions. Mais l'abandon des idées ne suffit pas toujours à constituer un projet. Tant et si bien qu'à l'heure dernière les milieux de la communication, pour la plupart consultés par l'équipe Antoine, considéraient le Carrefour avec un scepticisme encore accru. L'annulation de l'Exposition universelle, à laquelle ce projet paraissait lié, serait-elle l'occasion de le passer par pertes et profits ?

Un second rapport, cependant, cheminait. Serré et concret celui-là, rédigé par M. François Mahieux, ingénieur des télécommunications, qui a travaillé jadis à l'O.R.T.F. et à l'Agence de l'information. Remises à M. François Mitterrand début juin, ses propositions sont aujourd'hui adoptées. M. Mahieux est nommé directeur général de l'ASCOM, association chargée de l'étude et la mise en place du Carrefour international de la communication, lequel se voit assigné trois vocations : celles de parc d'attraction, de « centre professionnel » et de laboratoire. Sorte de « jardin d'acclimatation » de la communication, la partie parc d'attraction devrait drainer à La Défense le grand public. Il aurait l'occasion d'aborder tous les nouveaux outils de la communication encore en développement, et d'accéder aussi aux productions audiovisuelles.

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ». Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

Le conseil d'administration de Radio-France, réuni le 27 juillet, s'est penché sur la politique de décentralisation soumise par le gouvernement. Le conseil d'administration a réaffirmé son soutien à la décentralisation de la radio. La motion adoptée considère qu'il est « primordial que la politique de décentralisation soumise par le gouvernement se traduise par une mise en œuvre concrète et que les autorisations d'émettre soient ou vont être accordées à plusieurs centaines de radios locales privées ».

AGGRAVATION DU CONFLIT AU « FINANCIAL TIMES »

L'épreuve de force engagée entre la direction du Financial Times et le Syndicat du livre britannique N.G.A. (National Graphical Association) entre dans son troisième mois ce lundi 1^{er} août. Le conflit prend au fil des semaines l'ampleur d'un test pour toute la presse d'outre-Manche. Le différend - qui porte à l'origine sur une revendication de vingt-quatre ouvriers réclamant 322 livres par semaine au lieu des 304 livres (3.650 francs) que concède la direction - s'est en effet transformé en un affrontement qui touche aux prérogatives du N.G.A.

La direction du Financial Times (plus de 220.000 exemplaires) a menacé de faire réimprimer le quotidien en faisant fabriquer par fac-similé à Francfort, en R.F.A., où est déjà imprimée une édition européenne. Elle a enjoint à cette fin le Syndicat des non-grévistes (SOGAT-82) et le Syndicat des journalistes de lui apporter leur soutien sous la menace de procéder, en cas de refus, à des licenciements. De son côté, la Confédération des syndicats, le Trade Union Congress (TUC) a soutenu le N.G.A. d'accepter la proposition salariale de la direction avant le 4 août. (A.F.P.)

Une décision du Conseil d'Etat du 29 juin 1983 précise la loi du 4 juillet 1974 (article L. 761-2 du code du travail) sur l'exercice du métier de journaliste en ce qui concerne les conditions de délivrance de la carte professionnelle aux « pigistes ». Le Conseil a estimé que le décret du 15 novembre 1973, obligeant le demandeur à justifier auprès de la Commission nationale de la carte d'identité des journalistes professionnels d'un salaire minimum (en fait équivalent au SMIC), était implicitement abrogé par la loi de 1974. Pour prétendre à la carte, qui rappelle le n° d'un journaliste, les « pigistes » devront simplement satisfaire à la condition suivante énoncée par la loi : « Le journaliste professionnel est celui qui a pour principale occupation régulière et rétribuée l'exercice de sa profession dans une ou plusieurs publications, et qui en retire le principal de ses ressources ».

Une imprimerie occupée à Fontenay-sous-Bois. L'imprimerie Timaprint, de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), spécialisée dans les travaux publicitaires (vingt-huit salariés), est occupée par ses ouvriers depuis le 20 juillet. La C.G.T., qui nous communique cette information, indique que cette action est menée pour la poursuite des activités de l'imprimerie et la maintenance de l'emploi. Timaprint a en effet dû déposer son bilan le 21 juin. Des négociations sont en cours avec d'éventuels acquéreurs.

Le 68^e congrès d'espéranto s'est ouvert dimanche 31 juillet à Budapest, avec la participation de 5.000 pratiquants, venus de 70 pays. Ce congrès marque le 75^e anniversaire de l'association universelle d'espéranto (U.E.A.). L'espéranto est une langue internationale artificielle créée vers 1887 par le médecin et linguiste polonais Lejzer Ludwik Zamenhof, à partir des racines courantes des langues les plus répandues, dans le but de surmonter les barrières linguistiques entre les peuples. (A.F.P.)

BRIDGE

Aux championnats d'Europe La suprématie française est confirmée

La France a dominé les championnats d'Europe de bridge, qui se sont terminés samedi soir à Wiesbaden (Allemagne fédérale), après deux semaines de compétition. Dans la catégorie open (équipes masculines) et chez les femmes, les Français ont en effet obtenu la première place.

Chez les hommes, vingt-quatre pays étaient en compétition : l'équipe de France, représentée par Michel Lebel, Philippe Soulet, Michel Corn, Philippe Crouzet, Henri Svarre et Hervé Moeliet et dirigée par leur capitaine Pierre Schemmel, a réalisé un exploit en totalisant vingt victoires sur vingt-trois matches, ne concédant qu'un match nul contre l'Italie (qui termine à la deuxième place) et deux défaites (l'une contre la Roumanie, qui participait à son premier championnat international et qui a terminé dans les profondeurs du classement et l'autre contre l'Autriche, lors du tout premier match, alors que les tricolores n'étaient plus très motivés puisqu'ils étaient assurés de gagner largement).

Les Français totalisent 363 points de victoire sur 460 possibles. Leur moyenne par match est de 16 sur 20.

ce qui est tout à fait exceptionnel dans un championnat d'un tel niveau. Ils terminent loin devant l'Italie, deuxième avec 295 points et la Norvège, troisième avec 280 points.

La France et l'Italie sont ainsi qualifiées pour la finale des championnats du monde à Stockholm entre huit nations en septembre prochain. La France, déjà championne du monde en 1980, puis en 1982, y sera favorite avec les Etats-Unis.

Dans le championnat européen catégorie dames, la victoire française a été plus difficile à obtenir. Douze équipes étaient en présence, dont les favorites étaient les Britanniques et les Italiennes. Ce fut cependant la Hollande qui était en tête après neuf tours, suivie de la France (représentée par Mme Véronique Bessis, Sylvie Willard, Colette Lise, Odile Valenti, Ginette Chevalley et Danielle Gaviard).

Le dernier match fut plein de suspense, puisqu'il opposait la France aux Pays-Bas. Il tourna nettement à l'avantage des tricolores, qui l'emportèrent finalement avec 146 points devant la Hollande et la Grande-Bretagne ex aequo avec 138 points.

GUY DUPONT.

Lundi 1^{er} août

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Cinéma : La Charge héroïque. Film américain de J. Ford (1949), avec J. Wayne, J. Dru, J. Agar, B. Johnson, H. Carey Jr., V. McLaglen (rediffusion).
- En 1876, un officier de cavalerie, sur le point de prendre sa retraite, doit accomplir une dernière mission dans un territoire attaqué par les Apaches. Western nostalgique, sobre, émouvant. La fin d'une carrière dans l'armée, les souvenirs d'un amour défunctif. Un grand John Ford, un grand John Wayne.
- 22 h 15 Journal de voyage avec André Malraux. Promesses imaginaires en Hollande. Huitième chapitre de l'itinéraire de Malraux : Rembrandt, le dieu-obscur, celui qui « peignait comme un mystique ».
- 23 h 25 Un soir, une étoile.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Film : Un pont trop loin (1^{re} partie). Film anglais de R. Attenborough (1977), avec D. Bogarde, J. Cunn, S. Connery, E. Fox, E. Gould, Hackman, L. Olivier, R. O'Neal, R. Redford, M. Caine.
- En septembre 1944, des troupes alliées sont parachutées en Hollande, pour s'emparer des six ponts principaux menant en Allemagne et permettre l'arrivée des forces alliées britanniques. Reconquête d'une opération stratégique destinée à briser la fin de la guerre et qui devait se terminer en désastre. Film divertissant, arbitrairement, en deux parties, à cause de sa longueur et du début du mardi soir : « Dossiers de l'écran ».
- 21 h 55 Concert : Beethoven. La Symphonie héroïque, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. G. Solti.
- 22 h 45 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Film : Un mari, c'est un mari. Film français de S. Friedman (1976), avec L. Vella, F. Hérard, J. Rhodes, D. Prevost, Armand, G. Casades (rediffusion).

Réduits à l'état de ménagère surmenée pendant les vacances, une sage épouse et mère de famille fait une fugue, pour donner une leçon à son mari. Comédie rose, d'après un roman de Frédéric Hérold, jouée par celle-ci, son mari Louis Velle et leurs enfants. On est jamais si bien servi que par soi-même. Il y a tout de même d'autres acteurs. Troisième diffusion en quatre ans.



- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Magazine : Thalassa. De G. Pernoud.
- Le mort de la belon (rediffusion).
- 23 h 15 Prélude à la nuit. Festival de musique de Menton : Suite gothique pour orgue, de L. Beethoven, par F.-H. Bouvier.

FRANCE-CULTURE

- 21 h 15 L'opéra, c'est la fête, avec Lestell.
- 22 h 15 L'opéra, c'est la fête, avec Lestell : un philosophe en deux morceaux.
- 22 h 30, La crise aux confins du monde : le Mali, avec Antonio Dolo.
- 23 h 30, New Wave : enfants mutants, musiques hybrides.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, Concert (donné le 31 juillet au Grand Festival de Salzbourg) : Six pièces pour orchestre, de Weber ; extraits de Lelio Silla : dix pour orgue par l'orchestre K 418, de Mozart ; Symphonie fantastique, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. C. Abbado ; sol. : E. Gruberova, soprano.
- 21 h 15, Festival : Wilhelm Backhaus.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : la Grèce, ou la bande son d'une terre inconnue.

Mardi 2 août

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 13 h 30 Le bar de l'été. Journal.
- 14 h 45 Série : L'Homme invisible.
- 16 h 30 Croque vacances.
- 18 h 10 Revoy : les Dossiers secrets des trésors. L'épave du Tuluana.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super défi.
- 19 h 45 Jeu : Marionneaux. Journal (à 21 h 35).
- 20 h 35 Merdivers : Enrico Macias. Emission de M. et G. Carpentier. Avec Mireille Mathieu, Robert Castel, Popack, Sacha Distel.
- 21 h 45 Film : Cousins, je t'aime. Film espagnol de F. Trueta (1980), avec O. Ladoire, P. Molina, A. Rinaldi, L. Gonzales Regueras, K. Maiver. Un journaliste divorcé retrouve, à Madrid, une jeune cousine, écrivain, avec laquelle il tente de retrouver l'amour et le bonheur. Un nouveau cinéma espagnol et les mémoires d'une nouvelle génération qui ne se soucie plus de Franco. Un film décalé, mais sympathique. Se méfier du doublage français.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 Antipode. Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Pétrole 46.
- 12 h 30 Série : Les amours des années grises. Avec Shalimar, Ernie Chery, Steve Wouder, The Kings, Murray Head.
- 13 h 30 Série : La Virginie.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 45 Dessins animés : Tom et Jerry.
- 16 h 50 Reprise : Chéris d'œuvre en péril. Les fouilles franco-tunisiennes.
- 16 h 25 Sport 60.
- Sol : opéra de Grande-Bretagne.
- 18 h 40 Flash info.
- 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Les dossiers de l'écran : Un pont trop loin (2^e partie). Film anglais de R. Attenborough (1977), avec D. Bogarde, J. Cunn, S. Connery, E. Fox, E. Gould, Hackman, etc. L'échec sanglant de la bataille d'Arras, devant la résistance des forces allemandes, sous-estimées par l'état-major de Montgomery. La partie la plus spectaculaire d'une superproduction où l'on ne compte plus les vedettes dans les rôles de personnages historiques. Mais le film, dans son ensemble, s'élève contre un massacre qui aurait pu être évité.
- 22 h 20 Débat : 1944 en Hollande : échec des alliés à Arras. Avec les généraux J.D. Frost, E. Harrel, M.M. M. Bismarck et E.J. Muller, et M. Foot, historien, G. Benage, écrivain, et A. Deuss, officier de la résistance hollandaise de 1942 à 1945.
- 23 h 20 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 La dernière séance : Soirée Robert Mitchell.

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- Emission d'E. Mitchell et G. Jourdain. A 20 h 45, Tom et Jerry, à 22 h 20, Ten Acres et réclames de l'époque.
- 20 h 50 Premier film : L'Aventurier du Rio Grande. Film américain de R. Parrish (1959), avec R. Mitchum, J. London, G. Merrill, P. Armendariz, J. Oakie, A. Dekker.
- Un pistolet, qui se croit indésirable au Texas, entre au service d'un détective au Mexique et mène une existence d'homme à l'écart.
- Un aventurier indésirable (dans le western) et traite avec originalité. On sera sensible au style de Parrish et à l'interprétation, par Robert Mitchum, d'un personnage hanté, vulnérable.
- 22 h 40 Journal.
- 22 h 55 Deuxième film : Trahison à Athènes. Film américain de R. Aldrich (1959), avec R. Mitchum, E. Muller, S. Batten, G. Scall, T. Eklid, M. Goring (N.).
- Un journaliste américain, correspondant de guerre à Athènes au moment de l'invasion allemande, est mêlé, malgré lui, à une affaire d'espionnage et traqué par les Allemands.
- Aldrich s'est plutôt mal tiré d'une action touffue, mêlant le film d'aventures et de guerre et l'étude psychologique. Mitchum, lui, n'est pas déçu.
- 0 h 45 Prélude à la nuit. Toccata, de J. Ibert, et Champêtres, de A. Roussel, par A. Raza (piano).

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Colportage.
- 8 h, La vie animale en péril : les animaux préhistoriques.
- 8 h 32, Les matinales de France-Culture : petit déjeuner de sol : à 9 h 7, Destin des villes ; à 10 h, Redécouverte Villon ; à 10 h 15, Les péchés de Paris.
- 11 h, Musique : Murray Perahia.
- 12 h, Les parlers régionaux : le gallo.
- 12 h 45, France 3.
- 13 h 30, Philharmonie : Le mystère de la chambre jaune.
- 14 h, Albums personnels.
- 15 h, C'était la France : un village, les travaux et les jours.
- 15 h 30, Entre la galerie Gutenberg et la galerie Marconi, les enfants l'ont-ils ?
- 17 h 2, Shalimar Morgenson ou le Théâtre vide, de M. Schilovitz (rediffusion).
- 18 h, Extraits avec Matta : les champs magnétiques de l'esprit.
- 19 h 30, Survol de la Syrie : les grands royaumes syriens.
- 19 h 50, La vallée sans limite.
- 20 h, Communauté radiophonique.
- 21 h, L'opéra, c'est la fête, avec Edmond Tilmont.
- 22 h, Un rêve de mots, Gaston Bachelard : les valeurs de la science.
- 22 h 30, La crise aux confins du monde : la Norvège, avec Margareth Patriz.
- 23 h 30, New Wave.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musiques de méditerranée : œuvres de Cimarosa, Saint-Saëns, Schumann, Chabrier, Mozart.
- 7 h 45, Le Journal de musique.
- 8 h 15, Auteur de... Heinrich Schütz, petits concerts spirituels : œuvres de Gabrieli, Lütz, Juarabekski.
- 12 h 30, Jazz : l'opéra de jazz, baryton héroïque.
- 13 h 30, Jazz : l'opéra de jazz, baryton héroïque.
- 14 h 4, Auteur de... Paul Tortelier : œuvres de J.S. Bach, Saint-Saëns.
- 17 h 5, Répères contemporains : jeunes compositeurs français, J.-C. Eloy.
- 18 h, Jazz : Rares, oubliés, introuvables.
- 18 h 30, L'imprévu.
- 20 h 30, Concert (donné à la Philharmonie de Berlin le 28 février 1983) : Concerto pour violon, violoncelle et orchestre. Symphonie n° 1, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan ; sol. : A.S. Mutter, violon, et A. Meneses, violoncelle.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : Pékin, la Chine.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

COURS INTENSIFS DE REMISE À JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS

- DATES : 1 ou 2 semaines : 18-7, 1-8, 16-8, 22-8, 5-9, 19-9.
- DURÉE : 6 heures par jour, du lundi au vendredi.
- LIEU : 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
- CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes. 3.000 F H.T. par personne et par semaine + 300 F livre et inscription.

Pour tous renseignements et inscriptions :
LANGUAGE STUDIES
350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
11-13-15-17-19-21-23-25-27-29-31 août 4 mois
TOUS NIVEAUX - Adultes - Enfants
Portes d'Orléans - Club de Tennis de la Chapelle
Pont de Neuilly - Club de Tennis de la Chapelle

TENNIS
734-36-36 ACTION
Equipe par DENZEL

Lisez
Le Monde
diplomatique

20110120

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Monde	Le Monde T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emplois régionaux

THOMSON-TITN Provence

recherche pour son Centre d'Etudes et de Développement d'Aix-en-Provence un

Ingénieur logiciel chef de projet

de formation ESE ou TELECOM, ayant 5 à 7 ans d'expérience en conduite de projets Tédicom et réseaux.

Après un séjour de 8 à 10 mois en région parisienne, il sera muté sur Aix-en-Provence pour réaliser ce qu'il aura spécifié.

Envoyer C.V. photo et présentations à THOMSON TITN - 7, rue Louis Armand, Z.I. d'Aix-en-Provence, S.P. 83 - 13782 LES MILLES CEDEX.

THOMSON-CSF

COMPTON INFORMATIQUE

emploi international

(en département d'Outre-Mer)

UNIVERSITÉ DE GARYOUNES

FACULTÉ DES LETTRES ET DE L'ÉDUCATION BENGHAZI (LIBYE)

Le Département de la langue française et le Centre de recherche de l'Université Garyounes recrutent à partir de septembre 1983 des

PROFESSEURS DE LANGUE FRANÇAISE

titulaires d'un master ou maîtrise et ayant au moins la maîtrise de la langue française

SALAIRE ANNUEL DE BASE :

Professeur titulaire	8.640 Dinars libyens
Professeur assistant	7.560
Professeur adjoint	6.480
Maître de conférences	6.240
Assistant maître de conférences	5.265

(* Tous de change actuel approximatif : 1 dinar libyen = 3,36 dollars U.S.)

AVANTAGES :

- Remise d'un billet d'avion gratuit (du lieu de recrutement à Benghazi) aux membres du corps enseignant, leurs épouses et jusqu'à deux de leurs enfants (âgés de moins de 18 ans) et cela au début et à la fin du contrat.
- Logement garanti par l'Université.
- Remise de titres de voyage à chaque cours annuel jusqu'au lieu de recrutement.
- L'Université garantit aussi le paiement des soins médicaux.

Les demandes doivent être envoyées à l'adresse suivante, dans les plus brefs délais :

LE BUREAU POPULAIRE DE LA JAMAHIRIYA

BUREAU CULTUREL

2, rue Charles-Lamoureux, 75116 PARIS.

INGÉNIEUR ASSURANCE QUALITÉ

Lieu : chantier industriel

Formation : A.M. du département

Age minimum : 35 ans.

Langues : anglais courant.

Expérience : 8 à 10 ans assurance

qualité, domaines nucléaires,

pétrole, chimie, etc.

Rémunération selon expérience.

Envoyer C.V. + photo sous la

référence S.B.14 à SVEERTIS,

9, rue du Delta, 75009 Paris,

qui transmettra.

La Société nationale de sidérurgie

(SONASID), Nador, Maroc,

recherche pour son service de

conception, ingénieurs ayant

une expérience de 10 ans

au moins en conception et

de maintenance industrielle.

Envoyer lettre manuscrite et

C.V. détaillé au C.E.S.A.P.,

31, rue St-Lazare, 75009 Paris.

L'ESSEC recherche le

DIRECTEUR DE SON

CENTRE DE CALCUL

(DEC 2000, plusieurs milliers

de cartes perforées) de son

université - quelques années

d'expérience. Connaissance

langue anglaise, français et

base de données, langage

algèbre linéaire, géométrie

analytique, etc. Envoyer

curriculum vitae, photo et

présentations à : Don

de Personnel, groupe ESSEC,

Boite Postale 105,

92011 CERGY-PONTOISE CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE L'OUEST

recherche

UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé :

De la prospection commerciale.

De la négociation des contrats et du suivi des relations avec les clients.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de l'anglais, être mobile, déplacements supérieurs à plus de 50 % du temps.

Il serait souhaitable qu'il possède une formation niveau B.T.S. technico-commerciale.

Une expérience dans la vente auprès de l'industrie automobile et du poids lourd constitue un plus.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresser curriculum vitae + photo à :

RÉGIE-PRESSE, sous le n° 71.626 M,

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DES PÉTROLES

région Aquitaine

recherche techniciens pour fabrication de lubrifiants,

préconisation. Appréhension. Bonnes connaissances

techniques mécaniques. Candidature avec curriculum

vite, photo et présentations. Agence HAVAS n° 9.030,

11, rue Molinier, 47000 AGEN.

UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Agé de 30 ans environ, pour prendre la responsabilité

d'un Département fonctionnel, coordinateur de

matière d'œuvre de grandes opérations de composants

faibles et assurer la gestion générale du Service.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant l'expérience

de la conduite des projets d'équipement dans le

domaine de l'électronique et une bonne aptitude à la

gestion et au travail en équipe.

UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEN-INFORMATICIEN

Agé de 30 ans environ, pour notre SERVICE COURANTS

FAIBLES, spécialité Péage et Poste de commande

centralisée.

Il possèdera une bonne expérience en électronique

microprocesseurs et mini-calculateurs temps réel, ainsi

qu'en péages automatiques, télétransmissions et

commandes centralisées.

Merci d'adr. votre candidature (lettre manuscrite,

C.V., photo) et vos présentations en précisant le

poste, sous le n° 2.69.587 M, à RÉGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante société de services

de dimension nationale, très diversifiée, mais plus

spécialisée vers ramassage déchets, nettoyage classique ou

sophistiqué entretien en usine ou raffinerie nécessitant

moyens lourds maintenance industrielle.

recherche

INGÉNIEUR OU NIVEAU

Age minimum 35 ans, expérience récente en milieu

industriel. Ne craignant pas de mettre « la main à la

pâte », faisant preuve grande disponibilité et aptitudes

réelles au commandement. Qualités de contact commercial

et de négociation souhaitées.

POUR ÊTRE RESPONSABLE ADJOINT

D'un établissement situé dans région marseillaise

(230 personnes) assurer responsabilité de contrôle

chantier coordination moyens, relations clientèle conduite

de l'exploitation.

Rémunération envisagée égale ou supérieure à 200.000 F

par an + une voiture.

Prévoir adresser lettre manuscrite curriculum vitae,

références et présentations au n° 5.619 le Monde Publicité,

service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

RÉPONSE ASSURÉE.

STÉ DE CONSTRUCTION

ET GESTION IMMOBILIÈRE

recherche LE MAIRE

GERANT POLYVALENT

EXPÉRIENCE

120.000 F +

Merci d'adresser C.V., détail

de l'expérience, à :

L.C.P. Gestion,

64, rue de Lièbre,

75009 PARIS.

MARIE DE VIENNE

(ISERE)

cherche

COLLABORATEUR

Études supérieures droit public

sciences politiques.

Adresser candidature à :

M. LE DÉPUTÉ-MAIRE

CABINET DU MAIRE

Hôtel de Ville 53200 Vienne.

Le CE, PD, PE de Troyes

recherche

pour le 1^{er} septembre

UN ANIMATEUR

SPECIALISÉ JEUNES 16-18 ans

Licence de psychologie ou de sociologie. Exp. des jeunes.

Envoyer C.V. à S. DEMAN

CE, PD, PE, 35, bd du 14-Juillet

10000 Troyes, T. (35) 43-77-88.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

C.E.S.A.P., Association reconnue d'intérêt public, recherche pour Centre déficients mentaux, 180 tris dans l'île, l'ADJOINT DE DIRECTION chargé des services administratifs et de gestion du personnel, connaissance du droit du travail et des relations sociales, compétence dans le domaine de la comptabilité, maîtrise et analyse de gestion. Poste convenable à personnel mûr de 40 ans, ayant le profil de gestionnaire et d'administrateur. S.S. réf. exp. exp. Convention collective 1986. Logement de fonction.

Adresser lettre manuscrite et C.V. C.E.S.A.P., 81, rue Saint-Lazare 75008 PARIS.

Le Centre d'Informations Financières organise en août en stage pour recruter des

CONSEILLERS (H.F.)

● Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités.

● Formation assurée, rémunération attractive, possibilités de promotion.

Tél. R.V. 500-24-03 P. 40.

GENUS INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS

LOGICIEL TEMPS RÉEL

Diplômés, expérimentés sur P.D.P., MITRA 2 80, 68000

TANG. 971-93-01.

LYCÉE TECHNIQUE PRIVÉ sous contrat d'association, cherche pour l'année 1983

PROFESSEUR D'ACTION COMMERCIALE

pour SAC GS et BIS Action commerciale

Formation : Ecole supérieure de commerce, pratique professionnelle souhaitée même hors enseignement.

T. à 859-17-85 et prendre r.v.

P.M.I. en progression constante de 30 % par an, de grande notoriété dans le matériel d'équipement de stations-service, désire de poursuivre son expansion et de commercialiser des produits nouveaux.

AGENTS COMMERCIAUX EXCLUSIFS

pour secteurs de 10 départements, région parisienne, Nord-Pas-de-Calais.

Envoyer C.V. + photo sous n° 5.638 le Monde Publicité, service annonces classées, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FORMATION

(20 ans d'expérience) recherche

JEUNES DIPLOMÉS

TOUTES BRANCHES pour dével. la clientèle auprès des clients d'entre.

Secteurs :

RÉGION PARISIENNE, NORMANDIE, NORD-PAS-DE-CALAIS.

Env. C.V. photo et lettre de motivation sous n° 5.638 le Monde Publicité, service annonces classées, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

ANIMATEUR COMPÉTENT

en animation-soirée pour 200-250 pers. ann.

Tél. 528-21-21, serv. anim.

Mission locale de Dreuze recherche et chargé de relations

Il devra assurer le contact avec le secteur des entreprises et les leurs organisations conformément aux orientations de la Mission locale et pour répondre aux besoins des jeunes. Il doit être capable de développer des initiatives en direction des entreprises ainsi que des jeunes demandeurs d'emploi.

Envoyer lettre et C.V. à M. le directeur de la Mission locale, 1, rue

28100 DREUZE.

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL

filiale d'un puissant groupe américain

C.A. : F 150 Millions, recherche

CHEF COMPTABLE

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier, il anime et supervise une

équipe de 7 personnes (comptabilité générale, suivi de la trésorerie, comptabilité fournisseurs France et étranger, la paie), regroupe les informations nécessaires à l'établissement du reporting destiné à la maison mère, assure toutes les déclarations sociales et fiscales, participe à l'amélioration des procédures, en sein d'un contexte informatisé.

Le poste conviendrait à un candidat titulaire du DECS ou équivalent pratiquant l'anglais, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une entreprise utilisant les méthodes comptables anglo-saxonnes ; expérience Audit appréciée. La rémunération de l'ordre de F 160.000 sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 45004 à Projets Publicité

12, rue des Pyramides 75001 Paris



FRANCE S.A.

Recherche pour son centre national de distribution de pièces détachées

Entrée : Saint-Denis (Oise)

Un acheteur

Sous l'autorité du directeur du centre national et en relation avec le siège européen il sera chargé de rechercher en France les opportunités d'achat de pièces détachées et accessoires automobiles, sélectionnant les spécifications techniques de Ford.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du Personnel.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur aura une première expérience des achats, particulièrement dans le domaine des pièces détachées automobiles.

Envoyer C.V. à Ford France S.A., Route Nationale 126000 Saint-Denis, Service du

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde
DEMANDES D'EMPLOI	77 00	91 32
IMMOBILIER	22 80	27 04
AUTOMOBILES	52 00	61 67
AGENDA	52 00	61 67
PROP. COMM. CAPITAUX	151 80	180 03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Monde	Le Monde
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT INTERNATIONAL
recherche pour PARIS

UN CHEF DES CRÉDITS COMMERCIAUX

Définition :

Responsable :

- de la gestion des crédits/fournisseurs (analyse du risque, négociations, comptabilisation, contrôle),
- des prévisions des flux d'exploitation,
- de l'optimisation des chaînes informatiques,
- de l'animation d'une équipe de 15 personnes.

Profil :

- minimum 5 ans d'expérience,
- expérience de l'animation d'une équipe,
- homme de contact,
- formation supérieure de gestion,
- anglais souhaité

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 64227 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

ÉTUDIANTS

- 20 à 25 ans.
- Brevet de maîtrise pour travailler
- Certifié
- Université de préférence, une école de commerce, gestion ou Sciences-Eco dans le but de faire un PETIT MAGASIN APRES FORMATION

Se présenter de 9 H à 17 H. PRINTEMPS-FELIX POTIN 14 rue de Clignancourt 19-100 carte d'identité, carte de sécurité sociale, carte d'étudiant, fiche individuelle d'état civil et une photo.

VILLE DE 50.000 HABITANTS bureau personnel recherche

ATTACHÉ SECRETARIAT GÉNÉRAL DOCUMENTATION

Licence ou maîtrise de droit public
Ad. C.V. sous n° 289.567 M
REGIE PRESSE
85 bis rue Réaumur,
75002 PARIS.

Important bureau de contrôle membre du 1^{er} groupe mondial d'inspection, recherche

2 INGÉNIEURS

(aéronautique de préférence)

1 INGÉNIEUR

MÉTALLURGISTE (connaissances soudage et END recommandées)

Pour ces 3 postes, une expérience en assurance qualité et en analyse de la qualité sont appréciées.

Env. C.V. détaillé et lettre manuscrite avec photo à n° 2.517 PARTRANCE, rue Robert Schuman, 75006 PARIS qui transmettra.

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
recherche pour le service logistique du Département Maintenance (Rungis Silic)

RESPONSABLE CONTRÔLE DES STOCKS

Assistant du chef de service logistique, le titulaire du poste devra

- Assurer le contrôle et la gestion du stock de pièces détachées (3 Millions de Dollars)
- Planifier les réassortiments grâce au package informatique et négocier les achats de pièces détachées
- Surveiller le tableau de bord technique et financier

Les candidats de formation supérieure (anglais indispensable) auront une expérience de gestionnaire d'inventaire (5 ans minimum) ainsi qu'une connaissance du matériel informatique ou électronique

Perspective de carrière dans société en pleine croissance

Envoyer candidatures à : Brigitte RISCHARD, Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

csee

5 500 personnes dont 640 cadres

INGÉNIEUR CHARGE D'AFFAIRES - THERMIQUE

POUR DEVELOPPEMENT ACTIVITE RECUPERATION D'ENERGIE

Référence C 612
Ce responsable technico-commercial assurera la promotion du produit au niveau national. En contacts fréquents avec les Maîtres d'Ouvrages et Maîtres d'Œuvres, il suivra les marchés, après réalisation d'études de prix.

INGÉNIEUR D'ETUDES - THERMIQUE

POUR DEVELOPPEMENT ACTIVITE RECUPERATION D'ENERGIE

Référence E 613
Ce responsable technique prendra en charge la réalisation du programme d'ingénierie et la coordination des études d'édification. En liaison étroite avec les ingénieurs chargés de la promotion commerciale, il leur fournira un avant-projet détaillé et les spécifications techniques nécessaires à l'exécution du chantier.

Ces postes conviendront à un ancien Officier Mécanicien de la Marine ou un Ingénieur ayant des connaissances approfondies du milieu industriel, en particulier dans les installations de chauffage collectif et les circuits vapeur.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H. Service Emploi et Développement des Cadres, 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec CV et prétentions en précisant la référence

les ingénieurs pershyng

Quelques-uns de nos secteurs :

- LA PETROCHIMIE - L'ENERGIE THERMIQUE
- LE NUCLEAIRE - LES DEVELOPPEMENTS DE L'AVENIR

Ses compétences : LE MONDE ENTIER

Nous recherchons :

UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

ayant le sens de l'autonomie et l'esprit de décision.

Vous êtes UNE PERSONNALITE.

Les PROJETS, l'ANALYSE, les BASES DE DONNEES n'ont plus de secret pour vous : IMS - DL 1 - BBDC - ADABASE - COMPLETE.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à MARYSE sous référence M.S./83

100, avenue Léonine, 92000 Nanterre - Tél. (1) 725.50.80

Le Groupement Systèmes d'Informatique pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes. Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Octobre 1983 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 123 M à

Cii Honeywell Bull
PC 02021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

TRINDEL

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche pour ses Services techniques

2 TECHNICIENS

D'ETUDES ELECTRONIQUES (référence E 101)
Formation B.T.S. ou D.U.T., 2 à 5 ans d'expérience. Niveau A.T.P.

Connaissances des microprocesseurs 8085-8088. Connaissances en circuits analogiques appréciées.

POUR :

Etudes électroniques et programmation de terminaux d'automatismes (parking, billetterie, autoroute, contrôles de procédés).

1 TECHNICIEN

TRAVAUX EXTERIEURS (référence M 102)
Formation A.F.P.A., B.T., D.U.T. Niveau AT 2-AT 3. Connaissances des microprocesseurs et calculateurs (INTEL-DEC-SOLAR).

POUR :

Mise en service et dépannage de systèmes à base de micro-calculateurs.

Envoyer avec curriculum vitae en précisant la référence du poste souhaité à M. Claude VERRIER, TRINDEL I.S., 9/11, avenue Michel, 93400 SAINT-OUEN.

Entreprise du secteur tertiaire recherche

DIPLOMÉ (E) DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(très économique)

Formation ou expérience en comptabilité appréciée.

pour poste de responsabilité dans

L'UNITE FONCTIONNELLE d'un service de 100 personnes.

Le candidat sera en particulier chargé d'assurer les relations entre son secteur et le service informatique.

Il aura également pour mission d'élaborer à partir des dispositions réglementaires en vigueur dans l'organisme des procédures de travail destinées aux agents du service.

Ce poste peut évoluer vers un poste opérationnel.

Envoyer avec C.V., photo et prétentions à n° 1 04-1001 M à REGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

SAGEM

Dans le cadre de ses activités : TELEINFORMATION, COMMUNICATION, TELEMARKETING, TERTIAIRE recherche pour son CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT de Cergy-Pontoise

Analystes - Programmeurs

maîtrise, BTS ou DUT

Agents Techniques Electroniciens

BTS - DUT

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Adresses CV, photo à M. Le Chef du Personnel - SAGEM - Chantiers Jules César - 95523 Cergy Pontoise cedex -

ORGANISME PRIVÉ NEUILLY

équipé d'un IBM 34 en cours d'évolution vers un IBM 4331

recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation D.U.T. ou équivalent
Connaissances GAP II - COBOL
CICS base de données
3 ans d'expérience minimum

UN CHEF D'EXPLOITATION

Ayant des connaissances système DOS/VSE

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae photo et prétentions à :

SERVICE INFORMATIQUE A.C.M.S., 145, avenue Charles-de-Gaulle, 92280 NEUILLY-SUR-SEINE.

Important groupe pharmaceutique situé à MARNE LA VALLEE recherche

une chimiste I

- Niveau BTS.

- Expérience souhaitée dans l'industrie pharmaceutique.

Envoyer CV et photo sous référence 4057 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Ville de banlieue sud (+ 40.000 habitants)

- Un surveillant de travaux Vols, Circulation, Transports

- Un surveillant de travaux Architecturaux

Salaire annuel moyen brut : 70 700 F

Honne 35 ans, hab. banlieue, Env. cand. s/r 8.531, le Monde Pub. serv. Annonces classées, 8, rue des Italiens, 75008 Paris.

LA VILLE DE PERSAN (95340) recrute : une sous-bibliothécaire pour la bibliothèque de la ville de Persan ou en cours de formation - Livre de suite - Adresser candidature à M. le maire, conseiller général

Env. C.V. HEC ch. prof. de prép. HEC peuvent donner leçon particulière de MATH. Ecole DEUTSCH, 1, boul. de Montparnasse, 75014 PARIS.

Ville de CHATELAIN 17.000 habitants recherche

DIRECTEUR TRACES DE CONSERVATION (600 élèves)

Thésaurier de C.A. de prêtée.

Cond. stat. exigées :

- Nationalité française.

Age : 40 ans.

Poste à pourvoir au 1-10-83.

Env. cand. manusc. + C.V. à Monsieur le Maire.

Ecole de langues Paris recherche

PROFESSEUR DE RUSSE

langue étrangère spécialisée en économie. Téléphone : 286-14-24.

Un organisme important, dans un marché porteur, recherche dans le cadre de son expansion (+ 45 % en 1982)

DES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H. ou F.)

• Formation assurée, rémunération motivante (moyenne mensuelle de nos consultants en 1983 : plus de 12.000 F), possibilités de promotion.

• Gains du contrat, dynamisme, sens des responsabilités.

Adresser C.V., n°/r 3.223 à Publicité Réussite, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Pour travailler dans Z.I. d'Agneux (65) recherche

PERSONNE BILINGUE

(FRANCAIS-ANGLAIS)

qui assure une partie trappé courtier (environ 2 à 3 h par jour) et des fonctions de secrétaire social export.

T. au 962-40-80, Mlle Dupont.

STE DE SERVICE, FILIALE D'UN GP GROUPE FINANCIER RECHERCHE

CADRE

AYANT EXPER. NEGOCIATION AVEC INVEST. INSTITUT.

Env. s/r 1.703 le Monde Pub. serv. ANNONCES CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75008 Paris.

ETABLISSEMENT FINANCIER Paris-Centre recherche

CADRE JURIDIQUE

pour diriger service contentieux minimum 4 ans d'expérience. Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à n° 28.145 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

SOPAD NESTLÉ

recherche

pour son Service Informatique de COURBEVOIE

équipé d'un IBM 30/32 sous MVS/SP et d'un réseau de HP 1000

ANALYSTES-PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

- Niveau D.U.T. informatique ou équivalent,

- ayant une solide expérience de COBOL et d'IMS/D/DC et/ou FORTRAN sur mini-ordinateurs,

- réellement motivés par les problèmes organiques,

- pouvant justifier de plus de trois années de pratique professionnelle effective et continue.

Au sein des groupes d'études, ils assureront des responsabilités techniques dans le développement et le suivi d'applications de gestion utilisant bases de données et télétraitement.

Possibilité d'évolution réelle pour candidats de valeur.

Adresser les candidatures manuscrites avec curriculum vitae détaillé, photo (retournée) et prétentions à :

SOPAD (Service du Personnel), 17/19, quai du Président-Paul-Doumer, 92411 COURBEVOIE Cedex.

SEULES SERONT PRISES EN CONSIDERATION LES CANDIDATURES RÉPONDANT STRICTEMENT AUX CRITÈRES MENTIONNÉS CI-DESSUS.

INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL

recherche pour SERVICE

TITRES

A NEUILLY-SUR-SEINE

RESPONSABLE DU BACK OFFICE

- Formation comptable appréciée.

- Esprit gestionnaire et méthodique.

- Dynamisme et sens de l'organisation indispensables.

- Utilisation de l'informatique.

Ecrire avec cur. vitae, prétentions à : C.R.P.N.P.A.C., 32, av. du Général-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Fonction Personnel

Importante société d'ingénierie à la Défense recherche pour son

Département ADMINISTRATION un Cadre (débutant accepté) pour :

réaliser toutes études ponctuelles et assurer le développement de la gestion informatisée du personnel.

Intéressantes possibilités d'évolution dans le groupe.

Nombreux avantages sociaux : horaires variables, restaurant d'entreprise.

Envoyer CV + photo sous réf. 5681, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

100.10.150

1. The first step is to identify the problem.
 2. The second step is to analyze the problem.
 3. The third step is to develop a solution.
 4. The fourth step is to implement the solution.
 5. The fifth step is to evaluate the solution.

SOCIAL

PHARMACIES DE GARDE :
TROISIÈME WEEK-END
DE GRÈVE

Les pharmaciens ont, pour le troisième week-end consécutif, fait la grève des services de garde. Le mouvement, commencé le 27 juillet pour une durée illimitée, a été bien suivi, à Paris comme en province. Il a pour objet de protester contre la baisse de 15 % sur le prix des médicaments remboursables par la Sécurité sociale, décidée par le gouvernement.

Depuis le début de la grève, les commissaires de la République ont requis des pharmaciens pour effectuer des gardes. Leur nom et adresse sont communiqués au public dans les commissariats ou les gendarmeries.

En province, la grève est quasiment totale : gardes amputées de moitié en Gironde et à 80 % à Marseille, grève suivie à 95 % en Côte-d'Or, totale en Alsace, etc.

A Paris, le mouvement est moins massif, en raison de l'influence locale de l'Union nationale des pharmaciens de France (minoritaire), qui préconise une action de protestation moins dure que la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (majoritaire), qui a lancé l'appel à la grève.

LES MODALITÉS DU VOTE
AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE SONT PARUES

Le Journal officiel du 27 juillet a publié le décret daté du 26 organisant les opérations de vote aux élections des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale le 19 octobre prochain.

Ainsi le scrutin sera ouvert sans interruption au moins pendant six heures, normalement entre 8 heures et 18 heures. Ces dispositions pourront être modifiées par arrêté préfectoral après consultation du maire et des représentants locaux des organisations syndicales. La clôture du scrutin peut ainsi être repoussée à 20 heures.

Les électeurs doivent se présenter munis d'une pièce d'identité et de leur carte électorale.

Le décret (n° 83-678) précise également la composition des bureaux de vote, les modalités de représentation des listes de candidats dans les bureaux, les possibilités de vote par procuration et l'organisation du recensement des votes.

Pour les élections aux Caisses nationales d'allocation familiale des marins, un deuxième décret (n° 83-679 du 26 juillet) apporte des précisions spécifiques.

MONNAIES

La montée du dollar

(Suite de la première page.)

On l'a dit, mais il faut le répéter : chaque hausse de 10 centimes de la devise américaine coûte environ 2 milliards de francs de déficit commercial supplémentaire. Cela tient au fait que la France achète en dollars la plupart de ses matières premières de base - dont les cours semblent amorcer un redressement ce qui n'arrange pas les choses - mais aussi au déséquilibre de ses échanges libellés en dollars (un tiers environ de ses achats contre un cinquième de ses ventes).

La France plus vulnérable

La France est donc plus vulnérable que bon nombre de ses concurrents à une hausse du « billet vert ». En conclusion pour autant que les pays européens et le Japon s'accroissent d'une ascension qui, pour l'heure, apparaît irrésistible, serait aller trop vite en besogne. La flamme du dollar présente certes un certain nombre d'avantages dont le moindre n'est pas de faciliter les exportations vers les Etats-Unis. Mais elle comporte des inconvénients aujourd'hui au moins aussi considérables.

La hausse de la devise américaine, abstraction faite de ses aspects psychologiques, est pour l'essentiel provoquée par le maintien de taux d'intérêt très élevés aux Etats-Unis, du fait essentiellement de l'importance du déficit budgétaire et de la politique monétaire menée par la Réserve fédérale. Celle-ci redoute que la reprise américaine n'entraîne une relance de l'inflation. Ces taux d'intérêt élevés attirent les capitaux extérieurs. Les masses ainsi déplacées sont loin d'être négligeables puisque M. Martin Feldstein, président des conseillers économiques de la Maison Blanche, estime qu'elles devraient représenter en 1983 « 1 % du produit national brut », pourcentage qui prend toute sa valeur si l'on sait que l'épargne nationale nette aux Etats-Unis est égale à moins de 2 % du P.N.B.

Ce phénomène a une double conséquence. En premier lieu, la baisse des taux d'intérêt européens, qui serait nécessaire à une éventuelle reprise économique est considérablement freinée. En second lieu, les capitaux qui traversent l'Atlantique ne s'investissent pas en Europe.

La hausse du dollar va-t-elle se poursuivre ? Faire des pronostics dans ce domaine est, l'expérience le prouve, dangereux. Dans l'immédiat, on voit mal pourquoi interviendrait un retournement durable de la tendance. Les taux d'intérêt aux Etats-Unis recommencent à monter, les besoins du Trésor restent importants, et d'ici à 1984, date de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, on voit mal les autorités fédérales prendre les mesures nécessaires à une réduction significative du déficit budgétaire.

Bref, il n'y a sans doute pas grand-chose à attendre de Washington. Les « partenaires » des Etats-Unis en seront-ils suffisamment convaincus pour estimer que le moment est venu d'effectuer une démarche commune, ne serait-ce qu'en rappelant au président Reagan que, lors du sommet de Williamsburg, on pouvait lire dans le texte final : « Nous devons tous nous efforcer [...] d'abaisser les taux d'intérêt qui enregistrent actuellement un niveau trop élevé. Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels [qui ont] des conséquences sur les taux d'intérêt. » C'était le 30 mai...

PHILIPPE LABARDE.

ÉTRANGER

LE PLAN DE STABILISATION YUGOSLAVE

« Vivre d'une autre façon »

De notre correspondant

Belgrade. - La Yougoslavie, secouée par une crise économique et financière aiguë due à une mauvaise planification, aux investissements « manqués », aux gaspillages multiples, à une inflation galopante et à un endettement extérieur supérieur à ses capacités de remboursement, a mis au point un programme de stabilisation économique à long terme. Adopté les 28 et 29 juillet par l'Assemblée nationale fédérale, ce plan a été préparé pendant plus d'un an et demi par trois cents experts et responsables politiques.

L'application de ce plan de la « dernière chance » doit conduire à une profonde réforme de l'économie nationale, divisée par les frontières entre les républiques et les communes. Cependant, l'activité non coordonnée des entreprises les empêche de produire davantage et à meilleur marché, de soutenir avec succès la concurrence étrangère, de s'insérer plus efficacement dans la division internationale du travail pour laquelle la Yougoslavie s'est prononcée il y a plus de trois décennies.

C'est-à-dire immédiatement après son divorce idéologique avec Moscou. Le gouvernement se dissimule pas que le plan sera à la base d'une politique de renouveau et de rigueur qui ne seront certainement pas sans douleur ; mais le pays n'a pas d'autre choix s'il veut maintenir son système socialiste et autogestionnaire, son indépendance nationale et sa politique de non-alignement.

Entreprise « révolutionnaire », le plan de stabilisation exige des individus et des collectivités une conduite nouvelle, car il ne s'agit pas de « survivre à une période difficile, mais de vivre désormais d'une autre façon ».

Avant sa présentation à l'Assemblée nationale, il a été approuvé par toutes les « structures » du parti et des autres organisations sociales. Il a été discuté lors d'innombrables réunions de « travailleurs et citoyens ».

Des « milliardaires »

La Yougoslavie a été soumise après la guerre à une vaste nationalisation de la propriété privée. Or, nombreux sont ceux qui, au fil des années, sont parvenus à se refaire une fortune, à devenir même « milliardaires ». Les différences sociales criantes inquiètent le régime parce qu'elles menacent de compromettre les idéaux du socialisme et de l'autogestion.

Le plan prévoit notamment une imposition supplémentaire des biens mobiliers et immobiliers privés ; par ailleurs, les citoyens auront désormais une « carte sociale » comportant des renseignements sur leurs salaires et leurs revenus provenant de la possession de terrains, de maisons, ou d'activités exercées en dehors de leur travail officiel, qui, dans de nombreux cas, sont considérables et en général échappent au fisc. On pourra établir ainsi comment des gens peuvent avoir un train de vie plus qu'aisé, alors qu'ils affichent des revenus plus que modestes.

Taxes et impôts nouveaux devraient rapporter à la communauté vingt-cinq milliards de dinars par an. Déposés sur un compte spécial à la Banque nationale, ils seront bloqués pendant cinq ans pour réduire la consommation, qui a crû tous les

profonds et alimentés l'inflation. En revanche, les travailleurs, en premier lieu ceux qui ont une famille à charge et un salaire visiblement insuffisant, auront droit à une aide spéciale. Son montant sera fixé par le collectif dont ils font partie.

Le plan admet le principe de la fermeture d'entreprises qui depuis longtemps travaillent à perte et dont on ne peut espérer le rétablissement. Il faut donc s'attendre à des licenciements avec leurs implications politiques et sociales, d'autant plus dangereuses que le nombre de chômeurs a déjà atteint le chiffre de 900 000 et que le retour d'ouvriers yougoslaves des pays occidentaux s'accroît.

Pour absorber cette main-d'œuvre, le gouvernement compte entre autres sur la relance de la production qui suivra l'octroi d'importants crédits étrangers et sur une meilleure utilisation des possibilités offertes par les activités du secteur tertiaire, notamment l'artisanat qui, en coopération avec le secteur social de l'économie, pourrait assurer plusieurs centaines de milliers d'emplois ; mais ce sont là des tâches de longue haleine.

Le plan de stabilisation a donné lieu à l'Assemblée nationale à d'âpres polémiques au cours desquelles le gouvernement a été critiqué, et des frictions entre les républiques se sont manifestées.

Cependant, il détermine en réalité une orientation générale à suivre dans les années à venir qui a fait l'objet d'un consensus. Aux républiques et, communes d'un pays, comme les unes et les autres ont leurs intérêts « spécifiques », on peut tenir pour acquis que les solutions et les résultats définitifs ne seront pas perçus les mêmes. En tout cas, les chances iront à ceux qui produiront davantage, qui sauront utiliser efficacement les « réserves intérieures » et parviendront à exporter pour assurer au pays les devises convertibles dont il a tant besoin.

PAUL YANKOVITCH.

AFFAIRES

La balance française des échanges
de technologies s'est améliorée en 1981

« Le taux de couverture globale de nos échanges de technologies avec l'étranger s'est amélioré, passant de 84 % en 1980 à 91 % en 1981 », note le rapport annuel de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

Le retard des statistiques sur les rémunérations des licences de brevets payées par les entreprises françaises aux étrangers et celles payées par les entreprises étrangères aux françaises ne permet pas de dire si cette tendance s'est confirmée en 1982.

En matière de brevets, l'année 1982 a vu une stabilisation des dépôts d'origine française (11 000), mais un recul des dépôts étrangers de 13 700 en 1981 à 11 500 en 1982. Recul explicite par une augmentation des brevets européens (22 700) et des demandes internationales (3 400) liées au traité de coopération en matière de brevets (P.C.T.).

Recul au demeurant prévisible. La législation européenne, mieux faite et calquée sur l'allemande, doit être prochainement mise sur les législations des différents Etats de la Communauté, dont la France.

FAITS
ET CHIFFRES

Fiscalité

● PRÉCISION. - Dans l'article d'Alain Verhulst du 26 juillet sur le financement de la protection sociale, il est fait état d'un éventuel prélèvement de 2 % sur les revenus bruts dont l'assiette pourrait « s'appliquer aux primes des fonctionnaires et surtout aux revenus dits de remplacement ». Cette formule pouvant laisser entendre que les primes des fonctionnaires échapperaient à l'impôt, un de nos lecteurs nous fait justement remarquer qu'il n'en est rien et que celles-ci sont d'ailleurs déclarées au fisc, tout comme les indemnités.

Social

● M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., dans une interview publiée par l'hebdomadaire Valeurs actuelles daté du 1^{er} août, affirme qu'il « redoute un nouveau mai 1968 », provoqué par la dégradation de la situation de l'emploi. M. Bergeron recense les secteurs sensibles - Talbot-Peugeot, la sidérurgie, les Charbonnages, - ajoutant que les travailleurs immigrés « font partie de ce cocktail explosif ».

En Espagne

Le ministre de l'industrie critique
vivement la gestion de l'INI

Le gouvernement socialiste espagnol entend se montrer inflexible à l'égard des entreprises du secteur public qui ne répondent pas aux critères de rentabilité. Le ministre de l'Industrie, M. Carlos Solchaga, l'a fait savoir sans équivoque lors d'un séminaire qui a réuni, les 28 et 29 juillet à Madrid, plusieurs dizaines de dirigeants de l'INI (Institut national d'Industrie), qui regroupe les principales entreprises publiques.

De notre correspondant

Madrid. - L'INI a perdu 134 milliards de pesetas en 1982 (7 milliards de francs), soit 26 % de plus en termes réels qu'en 1981. Son déficit, pour le premier semestre de 1983, est déjà de 87 milliards de pesetas (4,5 milliards de francs). « Pour chaque million de pesetas que nous consacrons à financer ces pertes, ce sont deux chômeurs qui se retrouvent privés d'allocations, et c'est une occasion perdue pour améliorer les niveaux de l'éducation et de la santé du pays », a affirmé M. Solchaga. Il a ajouté : « Le gouvernement socialiste croit en la nécessité d'un secteur public efficace et compétent, qui, loin de constituer un obstacle, peut être un des instruments les plus importants pour lutter contre la crise économique. »

Devant un auditoire stupéfait, M. Solchaga a commencé à énumérer les entreprises de l'INI qui étaient gérées, à son sens, de manière inacceptable. Il a notamment fait allusion aux usines d'automobiles et de camions SEAT et ENASA, qui « réussissent à perdre de l'argent alors que leurs concurrents nationaux et internationaux continuent à en gagner », et à l'alimentation, « un secteur qui représente un échec retentissant de gestion d'entreprise publique ». Il a cité à cet égard le cas de IFASA, une compagnie de produits surgelés qui « perd 80 centimes pour chaque peseta de vente ».

Les compagnies aériennes Iberia et Aviana, l'entreprise de télécommunications Secotels, les importantes agences touristiques Enturas et Marans International n'ont pas non plus échappé aux critiques du ministre.

Afin d'achever d'ébranler ses auditeurs, M. Solchaga a affirmé qu'il était nécessaire d'« introduire un facteur d'instabilité dans le maintien du poste de travail », en précisant : « Si les dirigeants de l'INI n'assument pas leurs responsabilités dans la réalisation des plans qui seront mis en œuvre pour redresser la situation, ils n'ont plus qu'à démissionner. »

Le président de l'INI, M. Enrique Moya, a annoncé, de son côté, son intention de fermer plusieurs entreprises déficitaires (notamment la Compagnie des potasses de Navarre) et d'entreprendre une réduction de personnel qui touchera 20 000 personnes (près de 10 % du total de la main-d'œuvre aujourd'hui employée). Il a toutefois précisé qu'il s'agit là d'un phénomène temporaire et qu'il espérait que l'emploi au sein de l'INI aurait retrouvé son niveau actuel pour la fin de la législature, c'est-à-dire en 1986.

Loin de se laisser ébranler par la vague de protestations qu'avaient suscitées ses déclarations sur la fermeture de la sidérurgie de Sagonte (le Monde du 13 juillet), le ministre de l'Industrie semble donc décidé à aller de l'avant. Il est vrai que l'INI avait besoin d'une réforme radicale que les gouvernements antérieurs ne s'étaient pas hasardés à entreprendre.

Créé en 1941, l'INI finança d'abord la création d'une série d'entreprises à la rentabilité douteuse, mais destinées à rendre possible la politique d'autarcie économique pratiquée alors par le régime franquiste. Dans les années 60, avec l'arrivée aux postes de responsabilité économiques d'une équipe de technocrates, qui commencent à libéraliser l'économie, l'INI changea de fonction et servit surtout à absorber les entreprises en crise ou en faillite du secteur privé, grevées d'autant sa propre comptabilité. Aujourd'hui encore, une grande partie du déficit de l'INI provient de ces « cadeaux empoisonnés » du secteur privé ou d'entreprises assurant un service public à des prix contrôlés. C'est une précision importante que M. Solchaga, tout à l'enthousiasme de son réquisitoire, n'a pourtant pas jugé bon de rappeler.

E.L.B.

THIERRY MALINIAK.

COMMERCE INTERNATIONAL

La Chine et les Etats-Unis ont signé
un nouvel accord textile

Genève (A.F.P.). - La Chine et les Etats-Unis ont ratifié le 31 juillet un accord sur les textiles à l'issue de sept séances de négociations. Les deux pays se sont mis d'accord sur « une croissance modérée des exportations de textiles chinois aux Etats-Unis », ainsi que sur « la possibilité d'exporter certaines autres catégories de textiles qui n'étaient pas couvertes par l'accord précédent », précise-t-on de source américaine.

La première séance de ces négociations avait débuté en août 1982 à Pékin afin de parvenir à un nouvel accord « mutuellement avantageux » sur les textiles destinés à remplacer celui qui arrivait à expiration en décembre 1982. Ces négociations s'étaient jusqu'à présent soldées par

un échec, et Washington avait décidé d'imposer des quotas sur les importations de textiles venant de Chine qui ont en 1982 représenté 800 millions de dollars. Pékin avait alors annoncé qu'il ne conclurait pas de nouveaux contrats d'achat de fibres synthétiques, de coton et de soie avec les Etats-Unis.

Cependant, l'administration américaine devait faire face au groupe de pression de l'industrie textile qui désirait que Washington abandonne les discussions avec la Chine. Elle affrontait aussi le « lobby » des exportateurs de blé, qui alléguait que si Pékin avait réduit ses achats de blé cela résulterait de l'impasse textile. Environ 2 millions de tonnes métriques de blé ont été vendus à la Chine en 1982.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

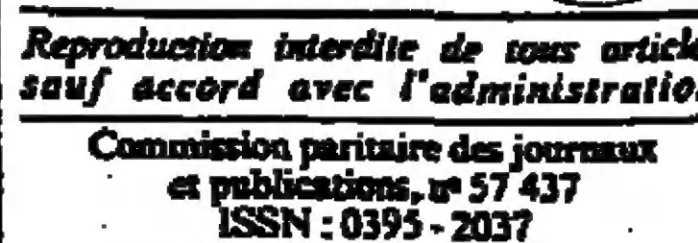
	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E.-U.	8,0130	8,0160	+ 145 + 175	+ 230 + 280
S. can.	6,4920	6,4960	+ 154 + 180	+ 260 + 290
Yen (100)	3,2520	3,2590	+ 160 + 180	+ 300 + 320
DM	3,0860	3,0880	+ 190 + 210	+ 345 + 375
Fl. bel.	2,4910	2,4980	+ 160 + 175	+ 285 + 305
F.R. (100)	16,0360	16,0400	+ 410 + 490	+ 720 + 800
F.S.	3,7540	3,7640	+ 245 + 265	+ 445 + 480
L. (1 000)	5,0750	5,0820	+ 170 + 135	+ 340 + 280
£	12,1300	12,1400	+ 265 + 330	+ 450 + 540

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/4	10	9 13/16	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 3/4	11
\$E.-U.	411/16	5	4 7/8	5 1/8	5	5 1/4	5 7/16	5 13/16
DM	4 7/8	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 3/8	5 3/4	5 3/4	6 1/8
Fl. bel.	8	9 1/2	8	9 1/2	8 1/2	9 1/4	9	10
F.R. (100)	2 7/8	3 1/4	2 7/8	3 1/2	2 7/8	3 1/4	3 1/4	4 1/8
L. (1 000)	14	15 1/2	15	16	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2
£	9 1/8	9 1/2	9 7/16	9 13/16	9 5/8	10	10 1/8	10 1/4
F. franc.	12 1/4	13	12 1/4	13	13 1/4	14	15 1/2	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Handwritten note: 100.000



Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes en variation (en millions de francs)

ACTIF		Au 21-7-1983	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	379 366		
dont :			
Or	280 740		
Créances sur l'étranger	98 626		
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 978		
dont :			
Créances sur le Trésor public	5 978		
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMBourseMENT	202 838		
dont :			
Effets escomptés	85 298		
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIM	74 283		
5) DIVERS	6 948		
Total	689 396		
PASSIF			
1) BILLET EN CIRCULATION	186 808		
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	10 836		
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 143		
4) COMPTES CRÉDITEURS AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 808		
dont :			
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	26 902		
5) ÉCART À L'ÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR	73 954		
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR	306 114		
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 563		
8) DIVERS	11 369		
Total	689 396		

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949		22 juil. 22 juil.	
Valeurs françaises à revenu variable	1067,9	1077,6	
Valeurs étrangères	3064,8	3077,9	
Bourse 100 : 29 décembre 1972			
Valeurs françaises à revenu variable	164,1	165,5	
Valeurs étrangères	494,5	497,3	
Bourse 100 : 31 décembre 1981			
Valeurs françaises à revenu variable	133,1	134,3	
Valeurs étrangères	119,5	117,8	
Bourse 100 : 21-7-1983			
Valeurs françaises à revenu variable	133,1	134,3	
Valeurs étrangères	119,5	117,8	
Bourse 100 : 21-7-1983			
Valeurs françaises à revenu variable	133,1	134,3	
Valeurs étrangères	119,5	117,8	

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LLOYDS BANK. - Les mauvais résultats de la Lloyds Bank, qui a annoncé un recul de son bénéfice imposable pour le premier semestre 1983 à 193,7 millions de livres contre 202,8 millions pour la même période de 1982, traduisent les difficultés rencontrées dans le recouvrement des créances de cette banque en Amérique latine et à Hongkong. Cette annonce est venue ternir la saison bancaire, qui avait commencé en début de semaine par la publication de bénéfices en nette progression par la National Westminster et la Midland. Barclays, la première des quatre grandes banques britanniques, doit publier ses résultats intermédiaires le 4 août.

Les difficultés internationales de la Lloyds se traduisent en effet par un quadruplement des provisions pour mauvaises dettes et créances douteuses, passées de

62,1 millions de livres au premier semestre 1982 à 119,3 millions cette année. La banque britannique, pays ainsi son large engagement au Brésil, ainsi que les conséquences de l'effondrement du marché immobilier de Hongkong, sur lequel elle avait fondé son expansion dans la colonie britannique, et qui s'est retrouvé au début de 1982. A cette fin, en effet, les autorités de Pékin ont réaffirmé leur volonté de retrouver à la fin du siècle leur souveraineté sur Hongkong.

Pour tenter de recouvrer les fonds engagés à Hongkong, la Lloyds a engagé des poursuites judiciaires dans la colonie et poursuit également en justice son ancien directeur à Hongkong, M. Victor Folch Vernet, qui a trouvé refuge en Argentine.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

Valeurs françaises	133,1
Valeurs étrangères	119,5
C- DES AGENTS DE CHANGE (base 100 : 31 déc. 1982)	
Indice général	139
Indice des primes	129

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 1 ^{er} août	12,5/8
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en francs)	241,50

UNIBAIL.

Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, cette société d'investissement pour le commerce et l'industrie (Sicim) a réalisé un bénéfice d'exploitation de 31,8 millions de francs (avant produits exceptionnels) contre 23,8 millions pour la période comparative de 1982. La société a constaté, au cours de ce semestre, une augmentation de 40 % de la production des nouveaux contrats de crédit-bail, pour atteindre 70 millions de francs, tout en signalant que cette politique active de nouveaux contrats, freinée par l'encadrement du crédit, n'a pas permis de poursuivre son

BOURSE DE PARIS

Comptant 29 JUILLET

VALEURS	% du total	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
5 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
10 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
15 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
20 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
25 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
30 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
35 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
40 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
45 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
50 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
55 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
60 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
65 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
70 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
75 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
80 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
85 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
90 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
95 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			
100 %	2,482	Département	595	590	Paris (port.)	107	107	Reboul	1182	1182			

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

SICAV 29/7

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS	Dernier cours	MONNAIES ET DEVISES	COURS	Dernier cours
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720
AGP-RD	725	720	AGP-RD	725	720

Industrielle : sur l'Europe

La semaine a été marquée par la publication des résultats financiers de la Lloyds Bank, qui a annoncé un recul de son bénéfice imposable pour le premier semestre 1983 à 193,7 millions de livres contre 202,8 millions pour la même période de 1982, traduisant les difficultés rencontrées dans le recouvrement des créances de cette banque en Amérique latine et à Hongkong. Cette annonce est venue ternir la saison bancaire, qui avait commencé en début de semaine par la publication de bénéfices en nette progression par la National Westminster et la Midland. Barclays, la première des quatre grandes banques britanniques, doit publier ses résultats intermédiaires le 4 août.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LLOYDS BANK. - Les mauvais résultats de la Lloyds Bank, qui a annoncé un recul de son bénéfice imposable pour le premier semestre 1983 à 193,7 millions de livres contre 202,8 millions pour la même période de 1982, traduisent les difficultés rencontrées dans le recouvrement des créances de cette banque en Amérique latine et à Hongkong. Cette annonce est venue ternir la saison bancaire, qui avait commencé en début de semaine par la publication de bénéfices en nette progression par la National Westminster et la Midland. Barclays, la première des quatre grandes banques britanniques, doit publier ses résultats intermédiaires le 4 août.

Les difficultés internationales de la Lloyds se traduisent en effet par un quadruplement des provisions pour mauvaises dettes et créances douteuses, passées de

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

Valeurs françaises	133,1
Valeurs étrangères	119,5
C- DES AGENTS DE CHANGE (base 100 : 31 déc. 1982)	
Indice général	139
Indice des primes	129

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 1 ^{er} août	12,5/8
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en francs)	241,50

UNIBAIL.

Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, cette société d'investissement pour le commerce et l'industrie (Sicim) a réalisé un bénéfice d'exploitation de 31,8 millions de francs (avant produits exceptionnels) contre 23,8 millions pour la période comparative de 1982. La société a constaté, au cours de ce semestre, une augmentation de 40 % de la production des nouveaux contrats de crédit-bail, pour atteindre 70 millions de francs, tout en signalant que cette politique active de nouveaux contrats, freinée par l'encadrement du crédit, n'a pas permis de poursuivre son

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949		22 juil. 22 juil.	
Valeurs françaises à revenu variable	1067,9	1077,6	
Valeurs étrangères	3064,8	3077,9	
Bourse 100 : 29 décembre 1972			
Valeurs françaises à revenu variable	164,1	165,5	
Valeurs étrangères	494,5	497,3	
Bourse 100 : 31 décembre 1981			
Valeurs françaises à revenu variable	133,1	134,3	
Valeurs étrangères	119,5	117,8	
Bourse 100 : 21-7-1983			
Valeurs françaises à revenu variable	133,1	134,3	
Valeurs étrangères	119,5	117,8	

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes en variation (en millions de francs)

